

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**DIVERS DISPOSITIFS D'AMÉNAGEMENT : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES - PPA
MONT D'EST À NOISY-LE-GRAND - RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES - INITIATIVES
D'URBANISME TRANSITOIRE - AFFECTATION SDRIF-E - SAEM CITALLIOS - CPIER VALLÉE DE LA
SEINE**

Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u>	3
<u>ANNEXE AU RAPPORT</u>	11
<u>Présentation synthétique de l'Institut Paris Region</u>	12
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u>	27
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u>	36
<u>Annexe 1 - Fiches-projets 100 quartiers innovants et écologiques</u>	37
<u>Annexe 2 - Avenant n° 1 à la convention-cadre du QIE Eau vive à Lieusaint</u>	54
<u>Annexe 3 - Avenant n°1 à la convention-cadre du QIE ZAC Petite Arche à Achères</u>	58
<u>Annexe 4 - Avenant n° 2 à la convention-cadre du QIE Blum Coeur de Ville à Issy-les-Moulineaux</u>	61
<u>Annexe 5 - Avenant 2 à la convention-cadre du QIE Cité de l'agriculture urbaine à Romainville</u>	65
<u>Annexe 6 - Règlement d'intervention modifié du dispositif 100 quartiers innovants et écologiques</u>	69
<u>Annexe 7 - Projet partenarial d'aménagement Mont d'Est à Noisy-le-Grand</u>	84
<u>Annexe 8 - Avenant n° 1 à la convention "friche industrielle Messier et bois de Bretèche" à Champlan (91)</u>	121
<u>Annexe 9 - Avenant n° 1 à la convention « comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'ouest » à Gagny (93)</u>	127
<u>Annexe 10 - Fiches-projets Urbanisme transitoire</u>	132
<u>Annexe 11 - Avenant n° 3 à la convention cadre 2018 2020 Etat Régions et agences d'urbanisme Vallée de la Seine</u>	149
<u>Annexe 12 - Fiches-projets CPIER</u>	160
<u>Annexe 13 - Avenant prolongation de la convention-cadre 2017-2020 État, régions Île-de-France et Normandie et Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles</u>	167
<u>Annexe 14 - Convention de reconduction de la convention-cadre 2016-2020 État, Régions Île-de-France et Normandie, EPF Normandie et EPF Île-de-France</u>	178
<u>Annexe 15 - Convention d'application 2023 de la convention-cadre EPF volet observations foncières</u>	188

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par ce rapport, la commission permanente est invitée à se prononcer sur plusieurs volets du secteur de l'aménagement durable du territoire.

1. Aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »

1.1 Attribution de subventions aux lauréats de précédentes sessions

Sur les 81 lauréats des 13 sessions des 100 quartiers innovants et écologiques, au vu du calendrier prévisionnel des programmes d'actions, il est proposé de soutenir 7 bénéficiaires pour un montant de **4 256 180,21 €** en faveur des 7 quartiers suivants :

- quartier Cité de l'agriculture urbaine à Romainville (93), lauréat de la 1^{ère} session
- quartier de l'eau vive à Lieusaint (77), lauréat de la 5^{ème} session
- quartier ZAC Centre-Ville à Gennevilliers (92), lauréat de la 5^{ème} session
- quartier ZAC Jean Zay à Antony (92), lauréat de la 12^{ème} session
- quartier Diderot-Audran à Courbevoie (92), lauréat de la 12^{ème} session
- quartier les Chambards - Quartier Nord à Bois-Colombes (92), lauréat de la 13^{ème} session
- quartier de l'opération multisites à Taverny (95), lauréat de la 13^{ème} session

Ce montant est disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan 2021-2027, volet 3 « aménagement durable et cohésion des territoires », sous-volet 31 « soutien aux opérations d'aménagement durable », projet 3101 « 100 quartiers innovants et écologiques ».

1.2 Divers avenants

1.2.1 Avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Eau vive » à Lieusaint (77)

Par délibération n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018, le quartier innovant et écologique Eau vive à Lieusaint a été désigné lauréat de la 5^{ème} session. Il est proposé d'approuver un avenant visant à substituer une opération du programme d'actions initialement prévue en raison de l'évolution réglementaire de la protection des zones humides de 2019. Ainsi, l'opération « réalisation des jardins familiaux » est remplacée par l'opération « création d'une symbio-scène », étant précisé que le montant de la subvention demeure inchangé (190 000 €).

1.2.2 Avenant de prorogation de la convention-cadre relative au quartier innovant et écologique « ZAC Petite Arche » à Achères (78)

Il est proposé un avenant de prorogation de deux ans de la convention-cadre du quartier ZAC Petite Arche à Achères permettant ainsi la réalisation complète des actions prévues au sein de ce quartier lauréat de la 5^{ème} session.

1.2.3 Avenant n° 2 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Blum - cœur de ville » à Issy-les-Moulineaux (92)

Par délibération n° CP 2018-290 du 4 juillet 2018, le quartier innovant et écologique « Blum - cœur de ville » à Issy-les-Moulineaux a été désigné lauréat de la 4^{ème} session. Un premier avenant de prorogation de deux ans de la convention-cadre a été approuvé par délibération n° CP 2023-147 du 1^{er} juin 2023.

Il est proposé d'approuver un second avenant permettant de modifier au sein de l'annexe 1 de la convention-cadre le bénéficiaire de la subvention de l'opération « réhabilitation de la halle C.Guillaume » suite à un changement de maîtrise d'ouvrage. L'opération étant désormais réalisée par la SEMOP Issy Sport et non plus par la commune, la subvention régionale de 320 096 € sera attribuée à la SEMOP Issy Sport.

1.2.4 Avenant n° 2 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Cité de l'agriculture urbaine » à Romainville (93)

Par délibération n° CP 16-609 du 16 novembre 2016, le quartier innovant et écologique « Cité de l'agriculture urbaine » à Romainville a été désigné lauréat de la 1^{ère} session. Par avenant n° 1 approuvé par délibération n° CP 2021-445 du 19 novembre 2021, la convention-cadre a été transférée au 1^{er} janvier 2018 à l'EPT Est Ensemble en même temps que la compétence en matière d'aménagement.

Suite à une refonte de la programmation de la deuxième phase du quartier, il est proposé d'approuver un avenant n° 2 visant à remplacer l'opération « construction du centre commercial » pour laquelle une subvention régionale d'un montant maximum de 540 000 € a été votée, par l'opération « aménagement d'un verger et d'une noue » réalisée par l'EPT Est Ensemble pour une subvention régionale maximum de 145 241,41 €.

1.3 Modification du règlement d'intervention du dispositif 100 quartiers innovants et écologiques

Depuis 2016, la Région accompagne les opérations d'aménagement exemplaires en Ile-de-France à travers son dispositif 100 Quartiers innovants et écologiques (81 lauréats et 273,5 M€ de subventions).

Le dispositif vise à financer les actions réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée, bénéficiant d'une participation financière de la commune ou de l'EPCI. La subvention régionale doit avoir pour effet direct la baisse des coûts pesant sur la collectivité pour la réalisation de l'opération susmentionnée, et ne doit en aucun cas procurer un avantage économique au risque qu'elle puisse être qualifiée d'aide d'Etat conformément à l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Ainsi sont éligibles les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, les établissements publics territoriaux, les établissements publics d'aménagement dès lors qu'ils interviennent sur le périmètre de compétence défini dans leurs statuts, ainsi que toute autre personne publique, para publique ou privée intervenant dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée (concession d'aménagement ou autres).

En revanche, les offices publics de l'habitat ne sont pas éligibles, alors qu'ils disposent de la même qualité d'aménageur que les EPA, et qu'à ce titre ils sont susceptibles de réaliser des opérations d'aménagement bénéficiant de financements publics.

Il est donc proposé de modifier le règlement d'intervention pour rendre éligibles les offices publics d'habitat. En cas de maîtrise d'ouvrage d'un office public de l'habitat, sont éligibles les opérations

réalisées en initiative propre, financées par une commune, un EPCI à fiscalité propre ou un EPT.

2. Approbation du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) concernant la « Transformation du Mont d'Est » à Noisy-le-Grand (93)

Issus de la loi ELAN et renforcés par la loi 3DS, les projets partenariaux d'aménagement (PPA) sont des outils d'aménagement ayant pour objectif d'accélérer les projets de territoire impliquant un jeu d'acteurs complexe, en proposant un cadre de gouvernance spécifique.

La ville de Noisy-le-Grand, l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est, la Métropole du Grand Paris et l'Etat portent le projet de « *transformation du Mont d'est* », quartier d'environ 30 hectares situé au sud-est de la Seine-Saint-Denis. Desservi par l'autoroute A4, il intègre une gare du RER A, une gare routière, un centre commercial, un pôle tertiaire, des équipements publics et des logements. Bien que bénéficiant d'une bonne desserte, le site présente aujourd'hui plusieurs dysfonctionnements (caractère enclavé et très minéral du site, vieillissement des espaces publics, des bureaux, accélération non maîtrisée des mutations des tissus tertiaire et résidentiel, etc.).

Centré autour de la réalisation de plusieurs études, ce PPA dit « *de préfiguration* » d'une durée de trois ans, a pour objectif d'aboutir à un plan guide qui permettra de décliner le programme opérationnel à engager au travers d'un PPA dit « *opérationnel* ». Coordonné par la SPLA-IN Noisy Est, il propose une stratégie s'appuyant sur quatre orientations stratégiques :

- La redynamisation du tissu économique et son repositionnement stratégique à l'échelle de la métropole et de la région ;
- Une amélioration de la trame urbaine par la résorption des discontinuités physiques et fonctionnelles du site développé sur une dalle ;
- L'adaptation de l'urbanisme de dalle face aux enjeux du réchauffement climatique et la proposition d'un niveau d'ambition élevé pour la qualité environnementale et l'amélioration du cadre de vie de ce quartier ;
- La mise en œuvre d'une stratégie de l'habitat et de peuplement global participant à l'attractivité du quartier.

Au regard de ses compétences en matière de d'aménagement durable du territoire, de développement économique et de mobilités, la Région est aujourd'hui sollicitée afin de s'inscrire dans la démarche partenariale en tant que prescripteur et co-financeur de plusieurs actions, dès lors qu'elles correspondent à ses domaines de compétences et répondent, le cas échéant, aux conditions d'éligibilité prévues par les règlements d'intervention régionaux.

Le 10 mai 2023 s'est déroulée une première phase de signature officielle de ce PPA à laquelle la Région a été invitée. Elle souhaite désormais pleinement s'associer à cette démarche partenariale. Aussi, au regard de la portée stratégique de l'aménagement de ce quartier, il vous est proposé d'approuver le contrat de PPA et son plan d'actions qui ne prévoit aucun engagement financier à ce stade.

3. Institut Paris Region : affectation du solde de la subvention de fonctionnement 2023

Le conseil régional apporte son soutien au fonctionnement d'un ensemble d'organismes extérieurs associés à l'action de la Région. Compte tenu de la structure des budgets de l'Institut Paris Region et de la part de la subvention régionale dans ses recettes, un premier versement de subvention est réalisé en début d'année civile pour faire face aux dépenses de fonctionnement dont une part importante est composée de charges fixes comme les frais de personnel qu'il convient de financer. Le solde de la subvention est attribué au second semestre, à l'issue d'une analyse des comptes annuels de l'exercice précédent, du rapport d'activité, d'une situation de trésorerie et des perspectives de l'année en cours.

La commission permanente du 25 janvier 2023 a procédé à l'affectation de la première partie de la subvention en faveur de cet organisme pour un montant de 9 962 400 €. Il est maintenant proposé d'attribuer le solde de la subvention de fonctionnement, soit un montant de **6 641 600 €** et d'affecter un montant d'autorisations d'engagement du même montant en faveur de cet organisme.

Les crédits sont disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100214 « soutien à l'Institut Paris Region ».

4. Reconquérir les friches franciliennes : approbation d'avenants

4.1 Avenant n° 1 à la convention de l'opération n° EX053200 « friche industrielle Messier et Bois de Bretèche » à Champlan (91)

Par délibération n° CP 2020-436 du 18 novembre 2020, l'opération n° EX053200 « friche industrielle Messier et Bois de Bretèche » à Champlan (91) a fait l'objet d'un soutien au titre du dispositif « Reconquérir les friches franciliennes ».

La commune de Champlan a sollicité le transfert du bénéfice de la subvention à l'établissement public foncier d'Île-de-France qui, compte-tenu des difficultés rencontrées pour l'acquisition de plusieurs parcelles sur la friche, en assurera finalement la maîtrise d'ouvrage. Tel est l'objet de l'avenant n° 1 qui vous est proposé, étant précisé qu'il intègre également une modification partielle du programme initial des acquisitions de parcelles, sans impact sur le montant plafond de l'assiette subventionnable retenue. Il vous est également proposé d'adopter la fiche-projet modifiée en annexe à la délibération.

4.2 Avenant n° 1 à la convention de l'opération n° EX061115 « comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'ouest » à Gagny (93)

Par délibération n° CP 2021-417 du 19 novembre 2021, l'opération n° EX061115 « comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'ouest » à Gagny (93) a fait l'objet d'un soutien au titre du dispositif « Reconquérir les friches franciliennes ». A la suite d'un ajustement du programme des travaux, il est proposé d'approuver un avenant à la convention portant sur la modification des indications relatives à la base subventionnable et au taux d'intervention étant précisé que le montant de la subvention demeure inchangé. Il vous est également proposé d'adopter la fiche-projet modifiée en annexe à la délibération.

5. Soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire : résultat du 15^{ème} appel à manifestation d'intérêt

La Région Île-de-France poursuit son engagement initié en faveur de l'innovation urbaine, avec la 15^{ème} session de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » clôturé le 12 mai 2023. Cet AMI vise à valoriser le temps long des projets en Île-de-France afin de générer activités, culture et animations associatives sur des espaces voués à une stérilisation foncière pendant plusieurs années.

Ses modalités sont définies par la délibération cadre n° CR 101-16 du 16 juin 2016, modifiée par les délibérations n° CP 2016-608 du 16 novembre 2016, n° CP 2017-522 du 18 octobre 2017 et n° CP 2022-057 du 28 janvier 2022.

Sur 10 dossiers reçus et examinés par le jury réuni le 3 juillet 2023, il est proposé de soumettre à l'examen de la commission permanente 8 projets pour validation et proposition d'affectation représentant un montant total de **757 313 €** d'autorisations de programme, disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et

services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023.

6. Affectation dans le cadre de l'élaboration d'un SDRIF-E

La mise en révision du SDRIF afin d'élaborer un SDRIF-E a été votée par les élus régionaux le 17 novembre 2021. L'arrêt du projet a été approuvé lors de la séance du conseil régional du 12 juillet 2023 et la présidente du conseil régional a été mandatée pour engager les démarches préalables à l'adoption du SDRIF-E et notamment la soumission de ce projet à enquête publique.

L'affectation proposée par le présent rapport permettra de recourir à des prestations permettant le lancement de la préparation de l'enquête publique et la mise en place d'actions de communication et de valorisation.

Ainsi, il vous est proposé d'affecter **316 660 €** disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 510 « services communs », programme HP 510-001 (51001) « aménagement et territoires », action 15100102 « études, prospective et valorisation ».

7. Approbation de la participation de la SAEM Citallios au capital de la SEM Essonne Aménagement, de l'adhésion du département de l'Essonne au pacte d'actionnaires et de la modification de la composition du conseil d'administration de Citallios

La région Île-de-France est actionnaire de la SAEM Citallios, à hauteur de 4,2 % du capital social et dispose d'un poste au conseil d'administration de ladite société.

Citallios souhaite acquérir une partie du capital de la SEM Essonne Aménagement afin de s'inscrire dans la volonté des départements des Yvelines, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine d'optimiser les outils développés à leur initiative sur leurs territoires respectifs. Ce projet de rapprochement entre Citallios et Essonne Aménagement fait suite à diverses expériences de collaboration entre les deux structures et fait apparaître que leurs équipes et leurs compétences sont complémentaires.

Il est envisagé dans un premier temps l'acquisition par Citallios d'une partie de la participation détenue par le département de l'Essonne, représentant 10 % du capital de la SEM Essonne Aménagement, soit 18.676 actions, à un prix forfaitaire, ferme et définitif d'un (1) euro, étant entendu que Citallios et le département de l'Essonne poursuivront toutes discussions utiles sur l'acquisition par Citallios de la totalité de la participation du département, et des autres actionnaires, au capital d'Essonne Aménagement.

Parallèlement, l'établissement public interdépartemental Yvelines-Hauts-de-Seine (EPI 78-92) envisage de céder 143 173 actions de la SAEM Citallios représentant 9,99% de son capital social ainsi qu'il suit :

- 142 728 actions qu'il détient au capital social de cette société au prix de 22,46 euros par action, au département de l'Essonne pour un prix total de 3 205 670,88 euros ;
- 445 actions qu'il détient au capital social de cette société au prix de 22,46 euros par action, à la communauté d'agglomération de Saint-Quentin en Yvelines pour un prix total de 9 994,70 euros.

Le prix de cession des actions a été déterminé à 22,46 euros par action sur la base de la valeur de capitaux propres de la SAEM Citallios au 31 décembre 2022.

Ce projet s'inscrit dans un contexte où le département de l'Essonne connaît un réel foisonnement

de projets urbains, fondés sur des besoins importants de création de logements et/ou de restructuration de quartiers en difficulté, de restructuration de friches, d'enjeux forts d'équipements publics économes en énergie notamment en énergies renouvelables.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui prévoit que toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale doit préalablement faire l'objet d'un accord exprès des collectivités territoriales actionnaires, il vous est proposé de délibérer sur l'opportunité de la prise de participation de Citallios au sein de la SEM Essonne Aménagement.

De plus, conformément à l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, le conseil régional de la Région Île-de-France doit approuver la modification des statuts de Citallios, et en particulier la composition de son conseil d'administration qui sera concomitante à la réalisation des cessions envisagées entraînant l'entrée du département de l'Essonne et de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines au capital social de Citallios.

8. CPIER Vallée de la Seine

La délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022 a approuvé l'avenant n° 3 portant sur la prorogation de la durée du CPIER Vallée de la Seine jusqu'à la signature d'une future contractualisation.

En accord avec le comité directeur du CPIER, il est proposé d'affecter trois subventions en fonctionnement pour un montant total de **56 395 €**.

Axe 1 : « Gestion de l'espace et développement durable » :

Au titre de l'axe 1 du CPIER Vallée de la Seine « Gestion de l'espace et développement durable » sont proposés l'adoption de trois conventions, deux avenants et d'une affectation pour un montant de **41 395 €** en fonctionnement.

En vue de la création d'un dispositif pérenne d'observation, d'études et de prospective (fiche 1.1 du CPIER), il est proposé d'adopter l'avenant 2023 à la convention-cadre 2018-2020 avec les agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine, approuvée par la délibération n° CP 2018-262 du 4 juillet 2018. Cet avenant est sans incidence budgétaire, la participation de la Région Île-de-France étant désormais intégrée à la subvention attribuée à l'Institut Paris Région.

En vue de l'organisation du 4^{ème} sommet de l'Axe Seine permettant aux acteurs institutionnels et économiques de la Vallée de la Seine de renforcer les coopérations et d'évoquer leurs initiatives et leurs ambitions, il est proposé d'affecter au Journal du Grand Paris une subvention de **10 000 €** en fonctionnement (fiche 1.1 du CPIER).

En matière de connaissance des paysages et de leur évolution (fiche 1.3 du CPIER), il est proposé d'approuver l'avenant de prorogation précisant le programme de travail pour la période 2023-2024, à la convention-cadre 2017-2020 avec l'École Nationale Supérieure de Paysage (ENSP) approuvée par délibération n° CP 2017-269 du 5 juillet 2017 et d'affecter une subvention d'un montant de **31 395 €** à l'ENSP.

Dans le cadre de la démarche de « Maitrise du développement urbain » mise en place par la fiche 1.4 du CPIER Vallée de la Seine, dont le pilotage a été confié aux établissements fonciers d'Île-de-France et de Normandie, il est proposé d'approuver :

- La convention de reconduction de la convention-cadre 2016-2020 pour 2023 entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie, l'EPF Normandie et l'EPF Île-de-France, approuvée par la délibération n° CP 2016-615 du 16 novembre 2016, pour se caler sur la

durée de prolongation du contrat interrégional. La mise en œuvre de cette convention-cadre est régie par des conventions d'application annuelles dont celle portant sur le volet « observation foncière » ;

- La convention d'application 2023 entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie et les EPF d'Île-de-France et de Normandie portant sur le volet « observation foncière ».

Axe 3 « Développement économique, enseignement supérieur et recherche :

Au titre de l'axe 3 du CPIER Vallée de la Seine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche », il est proposé la signature d'une convention et l'attribution d'une subvention de **15 000 €** à l'association Logistique Seine Normandie pour la mise à jour et le développement de l'observatoire de la logistique de la Vallée de la Seine. Il s'agit de poursuivre le travail partenarial de mise à jour et de valorisation des données foncières et immobilières à vocation logistique et du suivi des projets d'implantation et de développement logistique (fiche 3.1 du CPIER).

Dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, les dépenses en fonctionnement proposées dans ce cadre sont prélevées sur le chapitre 930 « services généraux », sous-fonction 04 « coopération décentralisée et actions interrégionales, européennes et internationales », code fonctionnel 042 « actions interrégionales », programme PR 042-001 (04001) « aménagement et développement durable - coopération interrégionale », action 40400102S « actions interrégionales ».

En conclusion, le présent rapport mobilise ainsi un montant total d'affectations de :

- **56 395 €** disponibles sur le chapitre 930 « services généraux », sous-fonction 04 « coopération décentralisée et actions interrégionales, européennes et internationales », code fonctionnel 042 « actions interrégionales », programme PR 042-001 (04001) « aménagement et développement durable - coopération interrégionale », action 40400102S « actions interrégionales » du budget 2023.
- **316 660 €** disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 510 « services communs », programme HP 510-001 (51001) « aménagement et territoires », action 15100102 « études, prospective et valorisation » du budget 2023.
- **6 641 600 €** disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100214 « soutien à l'Institut Paris Region » du budget 2023.
- **4 256 180,21 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « cent quartiers innovants et écologiques ».

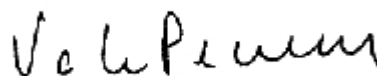
Cette affectation relève du contrat de plan 2021-2027, volet 3 « aménagement durable et cohésion des territoires », sous-volet 31 « soutien aux opérations d'aménagement durable », projet 3101 « 100 quartiers innovants et écologiques ».

- **757 313 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023.

A cet effet, il convient de transférer un montant d'autorisations de programme de 339 332,60 € disponible au sein du chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002093 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023 afin d'abonder le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Présentation synthétique de l'Institut Paris Region

**PRESENTATION SYNTHETIQUE 2023 DE L'INSTITUT PARIS REGION,
ORGANISME ASSOCIE**

Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France

1 - L'Institut Paris Region (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France)

❑ *Les missions principales*

L'Institut Paris Region assure un ensemble cohérent de missions destiné à accompagner la Région, les Collectivités franciliennes et les autres acteurs du développement durable de l'Île-de-France dans la conduite de leurs actions. Il est à la fois :

- Bureau d'études d'appui à l'élaboration et à l'évaluation de politiques publiques dans de nombreux domaines ayant pour finalité le développement durable du territoire ;
- Lieu d'échanges, de prospective et de benchmark national européen et international ;
- Centre de ressources en données, cartes, applications et ouvrages sur Paris et sa Région ;
- Centre de formation accueillant stagiaires, auditeurs, fonctionnaires et élus ;
- Lieu de documentation historique sur l'Île-de-France et son développement ;
- Centre de ressources expertes mobilisables à l'international pour faire rayonner le savoir-faire français de la ville durable et de l'environnement.

Ses études et ses interventions couvrent les champs d'expertise suivants :

Expertise Urbanisme : Planification régionale et urbaine (SDRIF, SCOTs, PLUis, PLUs) ; Analyses urbaines ; conception de projets de territoire et de projets urbains d'aménagement ; plans de préservation du patrimoine ; sauvegarde des paysages ; Finances locales et évolutions institutionnelles ; Expertise juridique dans les domaines liés à l'aménagement.

Expertise Transport : Statistiques de la mobilité ; modélisation des déplacements ; analyse des déplacements ; nouvelles mobilités ; Logistique ; analyse des mutations de la filière ; prise en compte de la question foncière.

Expertise Environnement : Intégration de l'environnement dans les plans, les politiques et les projets ; appui à la planification et à formulation de stratégies environnementales ; évaluations environnementales ; travaux thématiques : parcs naturels régionaux, agriculture et alimentation, cours d'eau et berges, risques naturels et technologiques, transition écologique et solidaire... ; Fonctions d'Agence régionale énergie climat (AREC) : expertise énergie ; appui aux acteurs locaux sur la sobriété et l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et de récupération, les plans climat ; formations et sensibilisation en matière d'énergie ; Observatoire de l'énergie (ROSE) ; Fonctions d'Agence régionale de la biodiversité (ARB) : observatoire de la biodiversité ; connaissance des espèces et des milieux ; appui aux stratégies et plans d'action ; information et sensibilisation ; Fonctions d'Observatoire régional des déchets (ORDIF) ; études et expertises déchets, réemploi, valorisation ; animation des partenaires ; appui à l'élaboration de plans et de solutions.

Expertise Economie – Société : Appui à la Région et aux territoires en matière de développement économique ; études économiques : attractivité, emploi, filières, immobilier d'entreprises, écosystèmes territoriaux, développement touristique et culturel ; Etudes et expertises en matière de démographie, de construction et de conditions de logement, de politique de la ville, d'équipements, de foncier ; exploration des évolutions sociétales ; Observation et analyse en matière de sécurité et de victimation, de politiques de prévention et de savoir-faire en sécurité urbaine ; Fonctions d'observatoire de la santé (ORS) : étude et suivi de l'ensemble des aspects de santé des franciliens, à différentes échelles géographiques, en éclairage des politiques publiques ; animation de la plateforme Santé-Environnement ; Fonctions d'Institut régional du sport (IRDS) : observatoire des pratiques sportives des franciliens, de leurs évolutions et des freins à leur développement ; appui à la définition de politiques publiques en faveur du sport.

Expertises transverses / communes : Cartographie régionale y compris interactive, système d'information géographique régional ; Démarche de mutualisation, d'expertise et de partage en

matière numérique (appui à la plateforme Smart Région 2030, expertise numérique...); Médiathèque : bibliothèque et photothèque à disposition des étudiants et chercheurs, fonds historiques ; Formations des techniciens et agrément pour la formation des élus ; Débats et échanges notamment entre le monde de la recherche et les décideurs ; Diffusion des données et des analyses ; Accueil et formation de stagiaires et d'apprentis ; Appui aux coopérations décentralisées, expertises et participation aux réseaux professionnels à l'international.

Le programme d'études partenarial de l'institut s'élabore à partir des propositions et attentes formulées par ses membres, au premier rang desquels la Région, et s'enrichit des échanges avec ses partenaires récurrents.

❑ **Les effectifs et les moyens**

L'association Institut Paris Region a été créée le 27 novembre 2018. Son conseil d'administration réuni le 2 avril 2019 a pris acte que l'apport partiel d'actif de la fondation IAU serait effectif d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2019 emportant le transfert de l'ensemble des activités et des moyens humains, financiers et matériels de la fondation vers l'association.

L'Association est présidée de droit par la présidente du conseil régional et est dotée d'un conseil d'administration qui comprend 4 collèges : Région, Etat, Collectivités et organismes.

Au 31 décembre 2022, l'Institut avait un effectif total en CDI de 218 personnes soit 208,53 CDI en équivalent temps plein calculé en moyenne mensuelle. A cet effectif s'ajoutaient à la même date 17 CDD ainsi que 9 apprentis, contrats de professionnalisation et 0 stagiaires portant l'effectif à 244 personnes au total soit 234,78 en équivalent temps plein, hors intérim et CDD de remplacement.

En 2022, le financement de l'Institut a été principalement constitué des subventions forfaitaires des membres (93,1%) dont la Région (79,5%), de l'Etat et ses services (1,4%), des collectivités (4,5%), des organismes (7,7%), des comités des partenaires (0,6%), des contributions non récurrentes des non-membres (2,6%) et de contrats (3,1 %) et le mécénat (0,6%).

Concernant les dépenses de l'exercice 2022, les charges de personnel (salaires, charges sociales et taxes sur les salaires) ont représenté 71,6% des dépenses, les frais de fonctionnement 23,7%, les dotations aux amortissements et provisions 2,3 %, les reports en fonds dédiés 0,8% et les autres charges 1,6%.

❑ **Le bilan de l'année écoulée**

En termes de missions et de production, l'Institut a mis en œuvre la quasi-totalité de son programme partenarial 2022, à l'exception de certains travaux jugés moins prioritaires ou impossibles à réaliser en raison de la saturation des plans de charge.

L'année 2022 a été rythmée par plusieurs dossiers marquants :

- L'élaboration du SDRIF-E, qui a rassemblé, au-delà de l'apport essentiel de la Mission planification, l'ensemble de l'expertise de l'Institut pour alimenter la concertation et préparer les documents techniques à partager à partir de 2023.
- Les auditions « NATURA », qui ont mené à la création de « Île-de-France Nature » et ont mobilisé plus de 200 acteurs de la conservation de la nature, doublées d'une enquête auprès des maires et des intercommunalités.
- La Biennale de l'architecture et du paysage (BAP 2022), dans laquelle L'Institut a joué un rôle majeur en réalisant l'exposition francilienne et en appuyant les expositions des écoles d'architecture et du paysage.

- L'expertise de L'Institut Paris Region a été particulièrement sollicitée pour la réalisation du diagnostic de vulnérabilités de l'Île-de-France aux effets du changement climatique préalable à la rédaction du plan d'actions du PRACC. Ce diagnostic a donné lieu à la rédaction d'une synthèse et d'un rapport d'étude diffusé en novembre 2022.
- La livraison du nouveau MOS 2021, inventaire détaillé de l'occupation du sol en Île-de-France, outil référentiel précieux pour l'élaboration du SDRIF-E, du SRCE et du SRCAE.

D'autres gros chantiers se sont achevés en 2022, donnant lieu à des livrables d'exception, à savoir :

- La publication du n° 179 des Cahiers de L'Institut « Fragiles Métropoles » en partenariat avec les PUF, qui tirait notamment les conséquences de la pandémie de Covid 19 et étendait la problématique de la fragilité des métropoles aux impacts des risques naturels et technologiques auxquels elles sont exposées. Un second Cahier publié en juin 2022, Mémoires urbaines, mettant en valeur l'action de nos experts pour préserver les centres historiques à l'international, a été présenté lors d'un sommet de l'Unesco à Varsovie.
- La publication de l'ouvrage L'Environnement en Île-de-France – édition 2022, vaste panorama chiffré, richement illustré et commenté de tous les aspects des problématiques environnementales de notre région, fruit d'un travail collectif de plus de deux ans des équipes de l'Institut.
- La publication de l'ouvrage intitulé Pays et paysages d'Île-de-France dresse un inventaire sensible des 20 « pays » qui s'égrènent depuis Paris et la zone dense jusqu'aux confins de la région, fruit de connaissances et d'analyses accumulées sur plusieurs années. Cette publication a donné lieu à la diffusion d'une série de podcasts.

Au-delà de ces éléments marquants, la liste des travaux menés au cours de l'année, est riche et variée, à l'image des domaines d'expertise de L'Institut.

Afin d'éclairer les orientations stratégiques régionales et locales, L'Institut a conforté sa position de référence en matière de connaissance actualisée de l'Île-de-France et des Franciliens. L'enquête inédite menée en 2020 et reconduite en 2021 sur les comportements et les aspirations des Franciliens a été annualisée et rebaptisée « Baromètre des Franciliens ».

Un projet de grande enquête sur les déplacements en Île-de-France fondée sur l'enregistrement et le recueil des traces GNSS sans enquêteur terrain (projet EMG) a été lancé : élaboration d'une méthodologie innovante et tests de différentes méthodes de collecte de données, application de la méthodologie retenue à une expérimentation en conditions réelles et à l'échelle de la Région sur 3 500 participants. Les résultats seront publiés fin 2023.

L'Institut a poursuivi son investissement pour produire des projections de population, de ménages, d'actifs et d'emplois. La méthodologie a été ajustée afin de répondre aux nouvelles conditions de localisation des emplois post-crise sanitaire. L'Institut a activement contribué à l'amélioration des projections de population proposées par l'Insee, afin de produire un scénario francilien davantage cohérent avec les spécificités et dynamiques propres à l'Île-de-France.

Energif, l'outil de consultation et de territorialisation des données du ROSE (tableau de bord des indicateurs du réseau d'observation statistique de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre) a été mis à jour ; le rapport final de la onzième enquête victimisation et sentiment d'insécurité a été publié. Le panel des applications cartographiques interactives s'est enrichi de nouveaux Cartoviz (réseau des ALEC, occupation du sol 2021, panorama des élus franciliens, constructions bois et biosourcées, multi-expositions environnementales, Regreen, zones inondées potentielles...).

Parmi les travaux et activités menés en 2022 sur les enjeux essentiels de l'environnement et de l'aménagement du territoire figurent (liste non exhaustive) : la décarbonation des entreprises, la territorialisation du ZAN, la synthèse du cycle ZEN, la préparation de l'évaluation du SRHH, la révision des chartes de plusieurs PNR, les finances locales des collectivités, le tableau de bord de la mobilité, l'impact du télétravail sur l'habitat, la sécurité dans les transports collectifs, l'impact de la crise sanitaire sur le recours aux soins, les indicateurs de pollutions et de vulnérabilité socio-

territoriale, les projets pilotes pour une métropole nature, l'impact du GPE en grande couronne, les pôles routiers multimodaux, la renaturation, le MOS+, la transformation de bureaux en logements, les avancées de la méthanisation, la cartographie interactive des élus dans les territoires, le coût des déchets, la sobriété et la rénovation énergétique, la Fête de la nature...

Une autre fonction importante de l'Institut est celle de plate-forme technique partenariale autour des questions d'aménagement et d'environnement. Cette fonction a continué d'être développée en 2022 dans le cadre notamment de différents réseaux ou « clubs » : PROMETHA (méthanisation) ; le Club hydrogène ; l'observatoire Climat-Energie (ROSE) ; l'animation des acteurs des déchets à travers l'ORDIF ; celle des acteurs de la biodiversité au sein du comité des partenaires de l'ARB ; le réseau ÎSEE sur les questions de santé environnementale ; la communauté des territoires circulaires.

Ainsi l'exercice 2022 s'est finalement soldé par un excédent de 81 k€.

Il résulte de la différence entre :

- les produits d'exploitation d'un montant de 30.248 k€,
- les charges d'exploitation d'un montant de 30.161 k€.

à laquelle s'ajoutent :

- le résultat financier de -4 k€,

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de septembre 2023 d'affecter cet excédent à la réserve facultative pour 8,1 k€ et pour 72.9 k€ au report à nouveau.

❑ **Programme Etudes 2023**

Après un travail technique conséquent et une concertation large menés en 2022, L'Institut Paris Region se mobilisera sur la finalisation du projet de SDRIF-E en vue de son arrêt à l'été 2023. Il s'agira d'établir son évaluation environnementale et de préparer les éléments utiles pour sa mise en œuvre.

La Data sera également un axe important du programme partenarial avec de nombreux chantiers tels que l'évolution du Mode d'occupation du sol (MOS), le développement de l'outil Cassius ou encore la mobilisation accrue de l'intelligence artificielle.

L'Institut investira en outre très largement le champ des transitions climatiques et environnementales. Il identifiera ainsi les potentiels de renaturation, alimentera la mise en œuvre du ZAN, approfondira sa connaissance des friches, précisera les risques, en particulier liés à la chaleur, aux inondations et à la sécheresse, proposera des solutions en faveur de la sobriété énergétique ou encore étudiera finement les potentiels de rénovation énergétique du parc résidentiel francilien. L'observation des ressources et de leur empreinte environnementale constituera un autre élément clef du programme.

L'Institut continuera d'apporter son expertise aux territoires et collectivités à toutes les échelles (MGP, départements, EPT, communes, PNR...). En 2023, il pilotera notamment la coopération des cinq agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine dans un contexte de signature du nouveau CPIER. Cette expertise sera également mobilisée sur l'économie et l'attractivité (sites d'activités économiques, secteurs et filières clés, fonctions productives...), les transports et les mobilités (enquête mobilité par GNSS, observatoire fret et logistique, quartiers de gare, RER-V...), l'adaptation au changement climatique (PCAET, déclinaison territoriale du PRACC, sobriété ou rénovation énergétique, énergies renouvelables...), la cohésion sociale et la qualité de vie (logement et construction, Baromètre des Franciliens, vie étudiante, enquête Victimation et sentiment d'insécurité...) ou encore la santé (liens avec la biodiversité, réseau ÎSEE, impacts de la COVID-19...).

Enfin, L'Institut accompagnera l'élaboration ou l'actualisation de plusieurs schémas tels que le SRCE, le SRCAE et le SRHH.

❑ **L'affectation de subvention eu égard au niveau de la trésorerie**

L'Institut mène une politique prudente en matière de gestion et de comptabilisation de ses engagements. Il dispose ainsi d'un excédent de trésorerie fortement lié à la provision pour « départ à la retraite » qu'il constitue afin de faire face à ses obligations légales et conventionnelles.

Il convient de noter que le solde moyen mensuel de la trésorerie de l'Institut est de 10,8 M€ en 2022 portant ainsi son ratio de couverture des décaissements à 4,3 mois dans les prévisions 2023. Par ailleurs, il est à signaler que l'Institut est engagé dans une politique de diversification de ses ressources par la recherche de contrats commerciaux en France et à l'international et de conventions.

En conséquence, il est proposé d'affecter le complément des subventions 2023 (aménagement, environnement, santé, sports).

BILAN

ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
	Brut	Amort. ou dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	651 673	645 247	6 426	14 822
Avances et acomptes	23 794		23 794	
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	9 515	7 546	1 969	2 334
Autres immobilisations corporelles	4 386 323	3 401 578	984 744	711 747
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres (dépôts et cautionnements)	628 375		628 375	610 316
TOTAL (I)	5 699 681	4 054 371	1 645 310	1 339 220
ACTIF CIRCULANT				
En-cours de production				
Etudes en cours	160 962		160 962	235 923
Créances				
Avances et acomptes versés sur cdes	85 732		85 732	441 876
Créances clients et comptes rattachés	1 220 445	318 963	901 482	4 410 618
Autres créances	256 782		256 782	41 101
Valeurs mobilières de placement				
Autres titres				
Disponibilités	11 045 403	22 143	11 023 260	9 627 299
Charges constatées d'avance	290 305		290 305	204 293
TOTAL (II)	13 059 629	341 106	12 718 523	14 961 110
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL (I + II)	18 759 309	4 395 477	14 363 832	16 300 330

BILAN

PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Réserves :		
Réserves statutaires		
Autres réserves (facultatives)	271 320	269 158
Report à nouveau	-51 612	-71 075
Résultat de l'exercice	81 028	21 626
TOTAL (I)	300 736	219 708
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	277 500	681 000
TOTAL (II)	277 500	681 000
Provisions pour risques	306 109	468 409
Provisions pour charges	8 526 464	8 385 789
TOTAL (III)	8 832 573	8 854 198
DETTES (1)		
Emprunts et dettes spécifiques	575 000	575 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	25 067	107 477
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	518 752	1 587 805
Dettes fiscales et sociales	3 204 354	3 167 968
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	629 851	1 107 174
TOTAL (IV)	4 953 024	6 545 423
Ecart de conversion passif	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	14 363 832	16 300 330
(1) dont à moins d'un an	3 394 475	4 200 649

Compte de résultat

	Exercice 2022	Exercice 2021
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	46 886	27 843
Ventes de prestations de service	855 151	591 920
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	27 954 292	28 078 600
Mécénats	97 400	97 500
Reprises sur provisions et transferts de charges	588 813	673 467
Utilisations des fonds dédiés	640 000	1 186 000
Autres produits	65 507	5 015
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	30 248 048	30 660 345
Autres achats et charges externes	7 135 957	7 076 359
Impôts, taxes et versements assimilés	2 347 805	2 321 388
Salaires et traitements	13 181 710	13 020 640
Charges sociales	6 076 384	6 001 866
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	214 567	311 249
Dotations aux provisions	490 520	920 832
Reports en fonds dédiés	236 500	494 000
Autres charges	478 047	487 001
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	30 161 488	30 633 335
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	86 560	27 010
Produits des valeurs mobilières et créances immobilisées		
Autres intérêts et produits assimilés		58
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	2 459	896
Produits nets sur cessions de VMP		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	2 459	953
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	6 067	5 963
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	6 067	5 963
2- RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-3 608	-5 010
3- RESULTAT COURANT (I - II + III - IV)	82 953	22 000

Compte de résultat

	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	98	5 811
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	98	5 811
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 023	6 185
Dotations exceptionnelles amortissements et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	2 023	6 185
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 925	-374
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	30 250 606	30 667 109
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)	30 169 578	30 645 483
5- EXCEDENT OU DEFICIT (Total des produits - Total des charges)	81 028	21 626

I/ Indicateurs Transverses

INSTITUT - INDICATEURS

VERSION 1306/2023

Domaines	Catégorie	Indicateurs	Mode de calcul	Measures du résultat	Directeur/Service	Eléments de réponse pour 2022	Sources de la donnée
RESSOURCES HUMAINES	Effectifs	Effectifs au 31/12 des années n-2, n-1 et n	nombre d'agents en ETP au 31/12 des années n-2, n-1 et n	* Effectifs des années n-2, n-1 et n mode de calcul proposé : nb moyen d'ETP en CDI sur l'année n, n-1, n-2	RH L. Deruelle	2020 = 203,50 ETP 2021 = 205,26 ETP 2022 = 207,10 ETP	Source : DRH/ Tableau des effectifs ETP Invalit et OA 2022
		Evolution des effectifs (en valeur et %)	nb d'agents en ETP de l'année n - nb d'agents en ETP n-1) / nb d'agents en ETP n-1	* Evolution des effectifs (en valeur et %) tous contrats confondus	RH L. Deruelle	0,93%	Source : Etats financiers 2022
	Dépenses de personnel	Moyenne des plus hautes rémunérations (salaires + primes)	si < a 100 salariés : moyenne des 3 plus hautes si > a 100 salariés : moyenne des 5 plus hautes	* Moyenne des 5 plus hautes au 31/12/2022	RH L. Deruelle	117 028 € avec DG	Source : DRH
		Dépenses de personnel totales en KE	masse salariale + charges afférentes	* Dépenses de personnel totales en KE (salaires + charges sociales-masses sur les salaires)	DBF Y. Boulet	21.513 K €	Source : Etats financiers 2022
		Evolution de la masse salariale (en valeur et %)	(dépenses de personnel n - dépenses de personnel n-1) / dépenses de personnel n-1	* Evolution de la masse salariale (en valeur et %)	DBF Y. Boulet	1,20%	Source : Etats financiers 2022
		Part des charges de personnel dans les charges d'exploitation	(total dépenses de personnel / total charges d'exploitation du compte de résultat)*100	* Part des charges de personnel dans le budget de fonctionnement	DBF Y. Boulet	74,20%	Source : Budget 2023

Outils d'évaluation : bilan N-1

Périodicité : annuelle

FINANCIERS	Budget	Budget voté des années n-2, n-1 et n	prévision budgétaire des dépenses et des recettes des années n-2, n-1 et n (en KE)	* Budget voté des années n-2, n-1 et n	DBF Y. Boulet	2023 : 30 313 000 2022 : 30 165 000 2021 : 31 278 000	Source : Budget
		Budget réalisé des années n-2, n-1 et n	réalisation des dépenses et des recettes des années n-2, n-1 et n (en KE) sur la base des comptes annuels certifiés	* Budget réalisé des années n-2, n-1 et n	DBF Y. Boulet	2022 : 30 248 548 2021 : 30 680 345 2020 : 29 705 597	Source : Etats financiers
	Financement	Part du financement Régional par rapport aux fonds publics	subvention régionale / total des fonds publics	* Part du financement Régional par rapport aux fonds publics (N-1)	DBF Y. Boulet	82,52%	Source : Etats financiers 2022
		Part des fonds publics par rapport au total des fonds	(ensemble des subventions / total des produits d'exploitation) *100	* Part des fonds publics par rapport au total des fonds (N-1)	DBF Y. Boulet	92,42%	Source : Etats financiers 2022
	Ratios	Fonds propres	capitaux propres + réserves + report + résultat n-1 + provisions + sub investissement + fonds dédiés	* Fonds propres (au 01/01 de l'année en cours)	DBF Y. Boulet	9 410 808,86 €	Source : Etats financiers 2022
		Fonds de roulement	FR = ressources stables - actifs immobilisés	* Fonds de roulement (au 1/1 de l'année en cours)	DBF Y. Boulet	8 062 999,23 €	Source : Etats financiers 2022
		Besoin en fonds de roulement	BFR = actif circulant - passif circulant	* Besoin en fonds de roulement (au 1/1 de l'année en cours)	DBF Y. Boulet	- 2960 261 €	Source : Etats financiers 2022
		Trésorerie nette	Trésorerie = FR - BFR	* Trésorerie nette (au 1/1 de l'année en cours)	DBF Y. Boulet	11 023 260,23 €	Source : Etats financiers 2022

Outils d'évaluation : bilan N-1 + éléments préconcrets de l'année N (yc outils en voie du dialogue de gestion pour l'année suivante)

Périodicité : annuelle

II/ Indicateurs Spécifiques

Domaines	Catégories	Indicateurs	Méthode de calcul			Commentaires / propositions
SENSIBILISATION à VALORISATION	Animations, événements de sensibilisation et/ou de valorisation	Nombre d'événements/actions de sensibilisation ou de valorisation organisés	nombre d'événements par catégories (colloques, séminaires, manifestations propre de travail, ...)	* Nombre d'événements/actions de sensibilisation ou de valorisation organisés par l'Institut - 16 de colloques et tables-rondes - 16 de petits-déjeuners publics (élus, chercheurs, professionnels, ...) - 16 de réunions des "ateliers" animés par l'Institut - 16 d'opérations (publication ou la recherche) * Nombre d'interventions formalisées de l'Institut à des événements organisés par des partenaires de l'Institut * Nombre d'auditeurs en Communauté de la Région et au CSES	MEDIA THEQUE - L. Gault DG - B. Guigou	* 3 expositions photographiques dans le Hall : Belvédères, Biennale de l'Architecture (BAP OFF), Histoire d'Ourcq (+1 expo virtuelle associée) * 6 expositions virtuelles : Transformations de l'Isf (5 expos), Déchets alimentaires (1 expo) * 1 Part pris sur les Mobilités actives : projection d'un film et table ronde * Réalisation de la bibliographie Fret et Logistique (Convention avec l'Observatoire du Fret et de la Logistique) * Participation aux Formations Les Essentiels - Publication de Fiches bibliographiques pour chacune des 6 formations Pour le Partenariat Recherche : Nbre Petits déjeuners décideurs chercheurs 2020 : 4 Nbre Petits déjeuners décideurs chercheurs 2021 : 2 Nbre Petits déjeuners décideurs chercheurs 2022 : 4 Nbre Cycle de conférences "Histoire et cultures de l'aménagement 2020 : 5 Nbre Cycle de conférences "Histoire et cultures de l'aménagement 2021 : 4 Nbre Cycle de conférences "Histoire et cultures de l'aménagement 2022 : 5 Nbre Séminaire ENS sur les questions urbaines 2022 : 1 Nbre Rencontre 1 IPR / EUP / Chaire Aménager le Grand Paris 2022 : 1
		Nombre de participants aux événements organisés	nombre de participants par type d'événements	* Nombre de participants aux événements organisés	COMMUNICATION - C. LAVALLART MEDIA THEQUE - L. Gault DG - B. Guigou	En 2022, pour les expositions virtuelles : 2403 vues pour l'exposition déchet 108 vues pour l'exposition "Île de France en transformation : les ardoines" 143 vues pour l'exposition Canal de l'Ourcq 126 vues pour l'exposition Histoire d'Ourcq 69 vues pour l'exposition Saint dans Puyel 59 vues pour l'exposition Clos Saint Louis Nbre participant Petits déjeuners décideurs chercheurs 2020 : 1706 (84 p.) - 3009 (151 p.) et 2411 (186 p.) Nbre participants Petits déjeuners décideurs chercheurs 2021 : 2303 (76 p.) et 1009 (27 p.) Nbre participants Petits déjeuners décideurs chercheurs 2022 : 1301 (76 p.) - 1602 (76 p.) - 1611 (86 p.) - 1512 (25 p.) Nbre participants Cycle de conférences "Histoire et cultures de l'aménagement 2020 : 1202 (99 p.) - 1103 (129 p.) - 2204 (85 p.) - 0311 (278 p.) - 0812 (88 p.) Nbre participants Cycle de conférences "Histoire et cultures de l'aménagement 2021 : 0502 (124 p.) - 0903 (90 p.) - 0604 (80 p.) et 3011 (47 p.) 12 événements organisés en webinaire en 2021 Nbre participants Cycle de conférences "Histoire et cultures de l'aménagement 2022 : 0802 (46 p.) - 1503 (47 p.) - 2405 (26 p.) - 0811 (32 p.) - 0612 (36 p.) Nbre participants Séminaire ENS sur les questions urbaines 2022 : 0104 (48 p.) Nbre participants Rencontre 1 IPR / EUP / Chaire Aménager le Grand Paris 2022 : 2403 (82 p.)
	Formations	Nombre de formations organisées et/ou animées Nb de personnes formées par catégorie	nombre de formations organisées dans le cadre de l'activité de l'organisme auprès d'un public extérieur	* Nombre de formations organisées par l'Institut * Nombre de formations co-organisées avec des partenaires de l'Institut	DG - B. Guigou	* Nombre de formations organisées par l'Institut : Pour le Catalogue "Les Essentiels" de l'Institut : en 2020 : 6 formations, en 2021 : 5 formations, en 2022 : 5 formations Pour l'INSE : en 2020 : 0 formations, en 2021 : 3 formations, en 2022 : 6 formations/ateliers Pour l'ASEC : en 2020 : 0 formations, en 2021 : 5 formations dont 4 co-organisées avec des partenaires de l'Institut, en 2022 : 2 Pour l'INSE : en 2020 : 4 formations dont 1 formations co-organisées avec des partenaires de l'Institut, en 2021 : 14 formations dont 12 formations co-organisées avec des partenaires de l'Institut, en 2022 : 26 formations dont 2 co- organisées avec des partenaires * Nbre de personnes formées par catégorie : Pour le Catalogue "Les Essentiels" de l'Institut : Région Isf : 2020 : 19, en 2021 : 14, en 2022 : 16 Etat : 2020 : 16, en 2021 : 11, en 2022 : 5 Collectivités & intercommunalités franciliennes : 2020 : 17, en 2021 : 34, en 2022 : 46 Organismes franciliens : 2020 : 4, en 2021 : 2, en 2022 : 0 Entreprises : 2020 : 5, en 2021 : 16, en 2022 : 17 Associations : 2020 : 1, en 2021 : 1, en 2022 : 5 Institut de recherche : 2020 : 0, en 2021 : 1, en 2022 : 1 Hors Isf : 2020 : 4, en 2021 : 3, en 2022 : 3 Pour l'ASEC : Collectivités & intercommunalités franciliennes : 2020 : 0, en 2021 : 10, en 2022 : 28 Pour l'ASEC : Région Isf : 2020 : 0, en 2021 : 80, en 2022 : 0 / Etat : 2020 : 0, en 2021 : 3, en 2022 : 0 / Collectivités & intercommunalités franciliennes : 2020 : 0, en 2021 : 15, en 2022 : 0 / Collectivités & intercommunalités (européennes hors France : 2022 : 0 / Organismes franciliens : 2020 : 0, en 2021 : 3, en 2022 : 0 / Entreprises : 2020 : 0, en 2021 : 2, en 2022 : 0 / Associations : 2020 : 0, en 2021 : 4, en 2022 : 7 / Institut de recherche : 2020 : 0, en 2021 : 2021 : 1, en 2022 : 0 Pour l'INSE : Région Isf : 2020 : 0, en 2021 : 1, en 2022 : 5 / Etat : 2020 : 2, en 2021 : 8, en 2022 : 15 / 2020 : 19, en 2021 : 34, en 2022 : 0 / Organismes franciliens : 2020 : 2, en 2021 : 8, en 2022 : 21 / Entreprises : 2020 : 10, en 2021 : 45, en 2022 : 25 / Associations : 2020 : 24, en 2021 : 54, en 2022 : 56 / Institut de recherche : 2020 : 10, en 2021 : 35, en 2022 : 19 / Etudiants : en 2022 : 49
		Nombre de stagiaires inscrits et présents		* Nombre de participants aux formations organisées par l'Institut inscrits et présents	DG - B. Guigou	Pour le Catalogue "Les Essentiels" de l'Institut : En 2020, total inscrits : 171 et total présents : 66 En 2021, total inscrits : 83 et total présents : 62 En 2022, total inscrits : 105 et total présents : 97 Pour l'INSE : en 2020 total inscrits et présents : 0. En 2021 total inscrits : 19 et total présents : 19. En 2022, total inscrits : 15 et total présents : 26 Pour l'ASEC : en 2020 total inscrits et présents : 0. En 2021 total inscrits : 128 et total présents : 108. En 2022, total inscrits : 73 et total présents : 13 Pour l'ASEC : en 2020 total inscrits : 73 et total présents : 67. En 2021, total inscrits : 229 et total présents : 208. En 2022, total inscrits : 403 et total présents : 403
Audience	Nombre de citation dans la presse	* Nombre de citations dans la presse : TOTAL = dont : - Presse Ecrite - Radio-Télé	* Nombre de citations dans la presse : TOTAL = dont : - Presse Ecrite - Radio-Télé	COMMUNICATION - C. LAVALLART MEDIA THEQUE - L. Gault	En 2020 : 626 articles de presse écrite, TV et radio, auxquels se sont ajoutés 40 articles web « pure players » (+ environ 600 articles web, reprises des articles papier) En 2021 : 685 articles presse écrite, TV, radio et "pure player" web. Soit environ 1200 citations presse écrite et web En 2022 : 792 articles de presse écrite, TV et radio et "pure player" web et quasiment autant sur le web, soit près de 1 500 citations au total.	Karier
	Typologie des organismes ayant eu recours à l'Institut	Typologie des organismes ayant eu recours à l'Institut : sur l'année, classés en 5 catégories : Région + N (Etat (Directions et ses Etablissements)) + N ; Collectivités franciliennes + N ; Organismes franciliens + N ; Organismes internationaux + N	Typologie des organismes ayant eu recours à l'Institut : sur l'année, classés en 5 catégories : Région + N (Etat (Directions et ses Etablissements)) + N ; Collectivités franciliennes + N ; Organismes franciliens + N ; Organismes internationaux + N	DBF Y. Bouat	Région : 1 Etat : 5 Collectivités : 62 dont 4 Départements et 58 collectivités franciliennes Organismes franciliens : 15 Organismes internationaux : 4 Autres contributeurs : 101	Sources : Etats financiers 2022

		Fréquentation du site Internet	nombre de visites du site, temps passé sur le site, ...	<div>*Nb de visites</div> <div>*Nb de pages vues</div> <div>* Temps moyen passé sur le site</div> <div>* Nb d'inscrits à la newsletter</div> <div>*Nb d'abonnés sur ses réseaux sociaux (LinkedIn, twitter, facebook)</div> <div>* Nb de vidéos de l'eau visionnées sur YouTube et Dailymotion</div>	COMMUNICATION - C. LAVALLEART	<div>Nb de visites sites web 2020 / 2021 : IPR : 451 273 / 415 461 - ARB : 211 310 / 133 892 - AREC : 33 037 / 41 787 - ORDIF : 21 598 / 19 882 - ORS : 47 743 / 59 100 - RDS : 9 832 / 9 549</div> <div>Nb de visites sites web 2022</div> <div>IPR : 514 325 ARB : 99 053 AREC : 66 837 ORDIF : 22 395 ORS : 59 320 RDS : 11 162</div> <div>Nb pages vues 2020 / 2021 : IPR : 1 072 881 / 940 851</div> <div>Nb pages vues 2022</div> <div>IPR : 1 023 762 ARB : 214 736 AREC : 149 541 ORDIF : 54 415 ORS : 141 375 RDS : 23 698</div> <div>Temps passé sur le site 2020 / 2021 : IPR : 12 min 55 / 11 min 23</div> <div>Temps passé sur le site 2022</div> <div>IPR : 9 min 35 ARB : 1 min 35 AREC : 1 min 36 ORDIF : 1 min 39 ORS : 1 min 38 RDS : 1 min 13</div> <div>Newsletters 2021</div> <div>NB destinataires</div> <div>Suivi : 6 441</div> <div>ARB : L'orient nature : 6 725</div> <div>AREC : La lettre : 5 758</div> <div>ORDIF : Vient du paraphe : 6 111</div> <div>ORS : La lettre : 2 353</div> <div>Newsletters 2022</div> <div>NB destinataires</div> <div>Suivi : 6 028</div> <div>ARB : L'orient nature : 7 024</div> <div>AREC : La lettre : 5 577</div> <div>ORDIF : Vient du paraphe : 6 363</div> <div>ORS : La lettre : 2 414</div> <div>Réseaux sociaux 2021</div> <div>Nb abonnés Twitter : IPR : 14 808 / ARB : 6 770 / AREC : 7 215 / ORDIF : 2 860 / ORS : 1 520 / RDS : 5 00</div> <div>Nb abonnés LinkedIn : IPR : 14 462 / ARB : 13 721 / AREC : 1 027 / ORDIF : 571</div> <div>Nb abonnés Facebook : IPR : 3 524 / ARB : 8 449 / ORS : 472</div> <div>Nb vues YouTube 2021 : 73 000</div> <div>Nb abonnés réseaux sociaux 2022</div> <div>Twitter : IPR : 15 043 ARB : 6 897 AREC : 7 238 ORDIF : 3 872 ORS : 1 555 RDS : 510</div> <div>LinkedIn : IPR : 17 912 ARB : 18 285 AREC : 1 488 ORDIF : 731</div> <div>Facebook : IPR : 4 057 ARB : 9 127 ORS : 501</div>	Google Analytics	Réseaux sociaux
--	--	--------------------------------	---	--	----------------------------------	--	------------------	-----------------

ETUDES & EXPERTISES																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Notes d'évaluation : rapport d'activités, catalogue des publications et rapport des "Entretiens annuels de l'évaluation" (NB sont les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse conditionne le versement de la deuxième partie de la subvention)
Périodicité : annuelle ou semestrielle

Pour mémoire - Cadre du tableau à annexer à la convention :

- * Catégorie : représente une famille d'indicateurs
- * Indicateur : donnée suivie afin d'évaluer et mesurer l'activité
- * Mode de calcul : définition, périmètre de l'indicateur et de sa modalité de calcul
- * Mesure du résultat : donnée renseignée par l'organisme, résultat de l'indicateur demandé
- * Commentaire : toute donnée chiffrée ou qualitative renseignée devra être accompagnée d'un commentaire explicatif par l'organisme

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

DIVERS DISPOSITIFS D'AMÉNAGEMENT : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES - PPA MONT D'EST À NOISY-LE-GRAND - RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES - INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - AFFECTATION SDRIF-E - SAEM CITALLIOS - CPIER VALLÉE DE LA SEINE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ÉLAN ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 38-91 du 9 juillet 1991 portant participation du conseil régional d'Île-de-France au capital de la SEM 92 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 modifiée portant approbation du contrat de plan État Région 2015-2020, du CPIER Vallée de la Seine et du projet de CPIER Plan Seine 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 2015-537 du 9 juillet 2015 relative à l'approbation de l'appel à manifestation d'intérêt « transition écologique et valorisation économique » du CPIER Vallée de la Seine « 2015-2020 » ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 portant approbation du règlement d'intervention de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 portant création du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire et approuvant la convention type-correspondante ;

VU la délibération n° CR 139-16 du 16 juin 2016 relative à la fusion des sociétés d'économie mixte

SEM 92, Yvelines aménagement et Semercli pour créer la société d'économie mixte « CITALLIOS » ;

VU le pacte d'actionnaires de la SEM CITALLIOS du 7 septembre 2016 ;

VU la délibération n° CP 16-608 du 16 novembre 2016 portant sur la 1^{ère} session du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire : désignation des lauréats et affectations de crédits - reconduction du partenariat avec la maison de l'architecture en Île-de-France (MAIDF) ;

VU la délibération n° CP 16-615 du 16 novembre 2016 relative au financement d'actions du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 – deuxième affectation, approuvant la convention cadre d'application 2016-2020 du contrat de plan interrégional Vallée de la Seine 2015- 2020 entre l'État, les Régions Île-de-France et Normandie et les EPF d'Île-de-France et de Normandie ;

VU la délibération n° CP 16-609 du 16 novembre 2016 portant sur la 1^{ère} session des 100 quartiers innovants et écologiques, la désignation des lauréats et l'affectation de crédits ;

VU la délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant et autorisant la Présidente à signer la revoyure du CPER 2015-2020 et du CPIER 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-522 du 18 octobre 2017 modifiant le règlement d'intervention et la convention type du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

VU la délibération n° CP2017-523 du 22 novembre 2017 relative au financement d'actions dans le cadre du CPIER Vallée de la seine 2015-2020, seconde affectation 2017, approbation de l'avenant n°1 à la convention cadre d'application du contrat de plan interrégional Vallée de la seine entre l'Etat, les régions Île-de-France et Normandie et les EPF d'Île de France et de Normandie ;

VU la délibération n° CP 2017-534 du 22 novembre 2017 relative à la désignation des lauréats de la 3^{ème} session des 100 quartiers innovants et écologiques et l'affectation de crédits pour les quartiers innovants et écologiques des 1^{ère} et 2^{ème} sessions ;

VU la délibération n° CP 2018-290 du 4 juillet 2018 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats de la quatrième session et attribution de subventions ;

VU la délibération n° CP 2018-461 du 21 novembre 2018 approuvant l'avenant n° 2 à la convention cadre d'application 2016-2020 du contrat de plan interrégional Vallée de la Seine 2015 - 2020 entre l'Etat, les Régions Île-de-France et Normandie et les EPF d'Île-de-France et de Normandie ;

VU la délibération n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 4^{ème} rapport pour 2018 et à l'aide à l'ingénierie territoriale : 3^{ème} affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° 2019-090 du 19 mars 2019 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 1^{ères} affectations 2019, aide à l'ingénierie territoriale : 2^{èmes} affectations 2019 et convention de financement d'enfouissement des cinq lignes très haute tension sur les communes de Clamart et du Plessis-Robinson (phase 1 de l'opération) avec Réseau de Transport d'Electricité ;

VU la délibération n° CR 2019-46 du 19 septembre 2019 portant sur le processus d'augmentation du capital de la société d'économie mixte CITALLIOS et modifiant la délibération n° CR 92-15 du

- 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
- VU** la délibération n° 2019-471 du 20 novembre 2019 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 3^{ème} rapport pour 2019 et aide à l'ingénierie territoriale : 6^{ème} rapport pour 2019
- VU** la délibération n° CR 2019-056 du 21 novembre 2019 portant approbation du plan régional « reconquérir les friches franciliennes » ;
- VU** la délibération n° CP 2020-002 du 31 janvier 2020 portant approbation du règlement d'intervention de l'AMI « reconquérir les friches franciliennes » ;
- VU** la délibération n° CP 2020-152 du 4 mars 2020 portant sur la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022 entre la Région et l'Institut Paris Région ;
- VU** la délibération n° CP 2020-436 du 18 novembre 2020 relative à l'AMI urbanisme transitoire : 9^{ème} affectation, l'AMI reconquérir les friches franciliennes : 2^{ème} affectation et à la 2^{ème} biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France ;
- VU** la délibération n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 3^{ème} rapport pour 2020 et aide à l'ingénierie territoriale : 4^{ème} rapport pour 2020 ;
- VU** la délibération n° CP2020-454 du 18 novembre 2020 relative au CPIER Vallée de la seine-deuxième affectation 2020 ;
- VU** la délibération n° CR 2020-055 du 19 novembre 2020 relative aux premières propositions issues de la COP Île-de-France 2020 pour l'aménagement durable des collectivités ;
- VU** la délibération n° CP 2021-063 du 21 janvier 2021 portant approbation de la modification du règlement d'intervention du dispositif « reconquérir les friches franciliennes » ;
- VU** la délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 portant approbation des avenants au CPER 2015-2020 et au CPIER 2015-2020 ;
- VU** la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 relative à la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;
- VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2022-025 du 19 mai 2022 ;
- VU** la délibération n° CP 2021-214 du 22 juillet 2021 relative au plan friches régional, à l'urbanisme transitoire et CPIER vallée de la seine : premières affectations 2021, cotisations et participations du secteur aménagement ;
- VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;
- VU** la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) : 4^{ème} affectation pour 2021 et avenant - signalétique régionale ;
- VU** la délibération n° CR 2021-067 du 17 novembre 2021 portant mise en révision du SDRIF en vue de l'élaboration d'un SDRIF environnemental ou SDRIF-E ;
- VU** la délibération n° CP 2021-417 du 19 novembre 2021 relative au plan friches régional, à

l'urbanisme transitoire et au CPIER Vallée de la Seine : secondes affectations 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-445 du 19 novembre 2021 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 4^{ème} rapport pour 2021 - dispositif pour l'aménagement durable des collectivités issu de la COP Île-de-France : 2^{ème} affectation pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2022-057 du 28 janvier 2022 modifiant le règlement d'intervention et la convention-type du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

VU la délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022 portant approbation de l'avenant n° 3 du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 2022-198 du 20 mai 2022 relative aux dispositifs reconquérir les friches franciliennes, réhabiliter plutôt que construire, 100 quartiers innovants et écologiques et soutien à l'urbanisme transitoire ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant sur le contrat de plan Etat-Région 2021/2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-334 du 23 septembre 2022 relative à divers dispositifs d'aménagement : contribution en faveur de l'EPL Paris la Défense - partenariat avec l'IPR - PPA RN20 - RPC - 100 QIE - reconquérir les friches - soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire - CPIER vallée de la seine ;

VU la délibération n° CP 2022-408 du 10 novembre 2022 relative à divers dispositifs d'aménagement : 100 QIE - soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire - reconquérir les friches - adhésion au CEREMA - convention avec RTE - affectation dans le cadre de l'élaboration du SDRIF-E - CPIER vallée de la seine - partenariat avec l'IPR ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° 2023-018 du 25 janvier 2023 relative à divers dispositifs d'aménagement : 100 quartiers innovants et écologiques, réhabiliter plutôt que construire, reconquérir les friches franciliennes, Institut Paris Region, signalétique régionale, affectation SDRIF-E, contrat de projet partenarial d'aménagement parc de Courtabœuf ;

VU la délibération du conseil d'administration de la SAEM Citallios du 31 mai 2023 et ses annexes ;

VU la délibération n° CP 2023-147 du 1^{er} juin 2023 relative à divers dispositifs d'aménagement : 100 quartiers innovants et écologiques, reconquérir les friches franciliennes et réhabiliter plutôt que construire ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle : 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-214 du 5 juillet 2023 portant divers dispositifs d'aménagement : 100 quartiers innovants et écologiques, initiatives d'urbanisme transitoire, contribution régionale en faveur de l'EPL Paris La Défense, CPIER Vallée de la Seine, réhabiliter plutôt que construire, reconquérir les friches franciliennes ;

VU la délibération n° CR 2023-028 du 12 juillet 2023 portant sur l'arrêt du projet de SDRIF environnemental ou SDRIF-E ;

VU les statuts de la SAEM Citallios ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-272 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre de **l'aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »**, de participer au financement des 8 opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe n° 1 à la délibération pour un montant prévisionnel maximum de **4 256 180,21 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion avec les bénéficiaires, de conventions conformes aux modèles-types adoptés par la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 susvisée, soit la convention bipartite en cas de maîtrise d'ouvrage directe, soit la convention tripartite en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée à un aménageur, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, une autorisation de programme de **4 256 180,21 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « cent quartiers innovants et écologiques » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan 2021-2027, volet 3 « aménagement durable et cohésion des territoires », sous-volet 31 « soutien aux opérations d'aménagement durable », projet 3101 « 100 quartiers innovants et écologiques ».

Article 2 :

Approuve l'avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Eau vive » à Lieusaint (77) figurant en annexe n° 2 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 :

Approuve l'avenant n° 1 de prorogation de la convention-cadre relative au quartier innovant et écologique « ZAC Petite Arche » à Achères (78) figurant en annexe n° 3 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 :

Approuve l'avenant n° 2 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Blum-cœur de ville » à Issy-les-Moulineaux (92) figurant en annexe n° 4 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 :

Approuve l'avenant n° 2 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Cité de l'agriculture urbaine » à Romainville (93) figurant en annexe n° 5 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 6 :

Approuve les modifications du règlement d'intervention de l'aide régionale « cent quartiers innovants et écologiques » telles qu'elles sont inscrites en couleur dans le document consolidé ci-joint en annexe n° 6.

Article 7 :

Approuve le contrat de projet partenarial d'aménagement concernant la « Transformation du Mont d'Est » à Noisy-le-Grand figurant en annexe n° 7 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 8 :

Décide d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'Institut Paris Region.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **6 641 600 €** disponible sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100214 « soutien à l'Institut Paris Region » du budget 2023.

Article 9 :

Approuve l'avenant n° 1 à la convention n° EX053200 « friche industrielle Messier et Bois de Bretèche » à Champlan (91) figurant en annexe n° 8 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve en conséquence la fiche-projet modifiée figurant en annexe n° 8 à la délibération.

Article 10 :

Approuve l'avenant n° 1 à la convention n° EX061115 « comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'ouest » à Gagny (93) figurant en annexe n° 9 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve en conséquence la fiche-projet modifiée figurant en annexe n° 9 à la délibération.

Article 11 :

Sélectionne au titre de la **15^{ème} session « soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire »**, 8 projets proposés par le jury tels que présentés dans les fiches-projets figurant en annexe n° 10 à la délibération.

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire », au financement de ces projets par l'attribution de subventions pour un montant total de **757 313 €**.

Subordonne l'attribution de chaque subvention aux projets définis ci-dessus, à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 2022-057 susvisée et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **757 313 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023

Article 12 :

Dans le cadre de la concertation mise en œuvre pour la révision du SDRIF en vue de l'élaboration d'un SDRIF-E, suite aux délibérations n° CR 2021-067 du 17 novembre 2021 et n° CR 2023-028 du 12 juillet 2023, affecte un montant d'autorisations d'engagement de **316 660 €** disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 510 « services communs », programme HP 510-001 (51001) « aménagement et territoires », action 15100102 « études, prospective et valorisation » du budget 2023 pour la mise en place de prestations d'accompagnement et d'actions liées à l'enquête publique, à la communication et la valorisation.

Article 13 :

Approuve la prise de participation de la SAEM CITALLIOS à hauteur de 10 % au capital de la SEM Essonne Aménagement pour un prix d'un (1) euro.

Autorise en conséquence le représentant de la région Île-de-France au sein du conseil d'administration de la SAEM CITALLIOS à approuver les décisions nécessaires à cette prise de participation au sein de la SEM Essonne Aménagement et plus généralement à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 14 :

Approuve l'adhésion du département de l'Essonne au pacte d'actionnaires de la SAEM CITALLIOS en date du 7 septembre 2016 dans les conditions prévues à son article 19.

Article 15 :

Approuve la modification de la composition du conseil d'administration de la SAEM CITALLIOS portant le nombre de représentants des collectivités de 11 postes à 13 postes.

Article 16 :

Approuve, dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, l'avenant n°3 de prolongation à la convention-cadre 2018-2020 entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie et les agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine pour la mise en œuvre du programme de travail 2023, approuvée par la délibération n° CP 2018-262 du 4 juillet 2018, figurant en annexe n° 11 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 17 :

Décide de participer au financement du Journal du Grand Paris pour l'organisation de l'évènement de l'axe Seine au titre du CPIER Vallée de la Seine prorogé, à hauteur de 10 000 € en fonctionnement (n° 23006996), tel que figurant en annexe n°12.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **10 000 €**, disponible sur le chapitre 930 « services généraux », sous-fonction 04 « coopération décentralisée et actions interrégionales, européennes et internationales », code fonctionnel 042 « actions interrégionales », programme PR 042-001 « aménagement et développement durable - coopération interrégionale », action 40400102S « actions interrégionales » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région prorogé, volet S « CPER 2015-2020 CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine », sous-volet S3 « axe 1 : gestion de l'espace et développement durable », action S31 « dispositif pérenne d'observation, d'études et de prospective », projet S3101 « dispositif pérenne d'observation, d'études et de prospective ».

Article 18 :

Approuve, dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, l'avenant de prolongation 2023 à la convention cadre 2017-2020 entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie et l'Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles pour la mise en œuvre du volet paysager du CPIER Vallée de la Seine adoptée par délibération n° CP 2017-269 du 5 juillet 2017, figurant en annexe n° 13 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de participer au titre du CPIER Vallée de la Seine prorogé, au financement du projet détaillé dans la fiche projet (n°23006977) figurant en annexe n° 12 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **31 395 €** en fonctionnement.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature de l'avenant approuvé en annexe n° 13.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **31 395 €** disponible sur le chapitre 930 « services généraux », sous-fonction 04 « coopération décentralisée et actions interrégionales, européennes et internationales », code fonctionnel 042 « actions interrégionales », programme PR 042-001 « aménagement et développement durable - coopération interrégionale », action 40400102S « actions interrégionales » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région prorogé, volet S « CPER 2015-2020 CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine », sous-volet S3 « axe 1 : gestion de l'espace et développement durable », action S33 « connaissance des paysages et de leur évolution », projet S3301 « programme de travail 2018-2019 de l'Ecole nationale de paysage de Versailles ».

Article 19 :

Approuve, dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, la convention de reconduction de la convention-cadre 2016-2020 pour 2023 entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie, l'Etablissement Public Foncier (EPF) Normandie et l'EPF Île-de-France figurant en annexe n° 14 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Approuve la convention d'application 2023 de la convention-cadre 2016-2020 entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie et les EPF d'Île-de-France et de Normandie relative au volet « observation foncière » figurant en annexe n° 15 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 20 :

Décide de participer au financement de Logistique Seine Normandie (LSN) pour la mise en œuvre de l'observatoire logistique, au titre du CPIER Vallée de la Seine prorogé, à hauteur de 15 000 € en fonctionnement (n° 23006969), tel que figurant en annexe n° 12.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée à l'article 4 de la délibération n° CP 2017-269 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **15 000 €**, disponible sur le chapitre 930 « services généraux », sous-fonction 04 « coopération décentralisée et actions interrégionales, européennes et internationales », code fonctionnel 042 « actions interrégionales », programme PR 042-001 « aménagement et développement durable - coopération interrégionale », action 40400102S « actions interrégionales » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région prorogé, volet S « CPER 2015- 2020 - CPIER Plan Seine et Vallée de la Seine », sous-volet S5 « développement économique, enseignement supérieur et recherche », action S51 « structuration des filières industrielles et des pôles de compétitivité », projet S5101 « structurations des filières industrielles et des pôles de compétitivité ».

Article 21 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 17 (alinéa 3) et à l'article 29 (alinéa 3) du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches-projets 100 quartiers innovants et écologiques

DOSSIER N° EX075540 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES - AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU COEUR DE VILLE - TAVERNY MULTISITES - TAVERNY (95)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-2041782-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 745 034,00 € HT	9,98 %	373 754,00 €
	Montant total de la subvention		373 754,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 11 RUE DE CAMBRAI
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur STEPHAN DE FAY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre du programme d'actions de l'opération « Taverny Multisites », porté par la Ville de Taverny, lauréat de la treizième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP n° 2022-408 du CP du 10 novembre 2022, Grand Paris Aménagement (GPA) propose de réaliser, en initiative propre, l'opération "Aménagement des espaces publics Charles de Gaulle ", en tant qu'aménageur du quartier. La présente demande de subvention au titre du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques » concerne le réaménagement de la place Charles de Gaulle, située au sein du secteur « Cœur de ville » de Taverny. Ce projet vise à redonner au centre-ville une place centrale en axant la programmation sur une restructuration de l'offre commerciale et une plus grande valorisation des espaces publics. Ces derniers, objets du présent dossier, accompagneront la création de la halle de marché. Ainsi, le « parvis » situé devant la Mairie, constitue un grand espace ouvert, qui sera réalisé en dalles calcaires de couleur beige (issues de carrières françaises) et en dalle minérale de pierre bleue du Hainaut. Ces revêtements de composition robuste et de couleur claire offrent un albedo élevé (fort point réfléchissant) permettant de limiter les îlots chaleurs urbains. En lien avec le marché, ce parvis sera scindé en une place avec une fontaine, un espace dédié aux commerçants, et une terrasse visant à accueillir un nouveau restaurant. L'aménagement comprend également la création d'un jardin, d'un square, et d'une place haute faisant face à la salle des fêtes, et à l'école. Autour du jardin et du pin remarquable conservé, des pierres naturelles à joints enherbés, permettant l'infiltration d'eaux pluviales,

seront installées sur une surface d'environ 400 m². Dans le square, à l'arrière de la halle, les jeux pour enfants seront réalisés en bois et leurs revêtements seront en liège, matériau souple et écologique. Pour limiter le stress hydrique des végétaux à planter, du paillage entourera les massifs arbustifs. Un dispositif de 8 sondes tensiométriques sera implanté sur la place Charles de Gaulle pour rationaliser les arrosages, suivre l'allongement des racines et in fine optimiser les arbres. A noter également, la première partie du parvis en pleine terre, ce qui permettra de planter largement une strate végétale basse le long des bassins et des arbres de haute tige. La mobilité douce, la végétalisation et la valorisation des activités interactives et intergénérationnelles sont des axes structurants du projet et accompagnent plusieurs zones de rencontre et de partage. L'ensemble des espaces publics (parvis, square, jardin etc.) seront composés d'une offre en mobiliers urbains diversifiée (raques de vélo, jeux pour enfants, table d'échecs etc.).

Au total, chaque lauréat du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques recrute 3 stagiaires, ventilés sur les différentes actions inscrites dans la convention cadre. Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter les stagiaires sur les 3 autres opérations dont les montants de subvention sont plus importants : Réalisation du groupe scolaire des Écouardes Est : 1 stagiaire, réalisation du gymnase des Écouardes Est : 1 stagiaire, aménagement des espaces publics des Écouardes Est : 1 stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la Ville de Taverny a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. 2 des 4 opérations peuvent bénéficier du bonus environnemental (réalisations du groupe scolaire et du gymnase), le porteur de projets s'engageant à prouver que plus de 50 % des constructions à venir du QIE seront réalisés avec des matériaux biosourcés. Les 4 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent ainsi un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 5 740 787,50 €. Le montant de la présente opération relative à l'aménagement de la place publique du cœur de ville est fixé à 373 754 € HT, le taux de subvention étant arrondi à 9,98 %.

Localisation géographique :

- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	3 745 034,00	100,00%
Total	3 745 034,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	373 754,00	9,98%
GRAND PARIS	3 371 280,00	90,02%
AMÉNAGEMENT		
Total	3 745 034,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077410 - 100 Quartiers Innovants et Ecologiques - PROJET SYMBIO-SCENE -
QUARTIER DE L'EAU VIVE - COMMUNE DE LIEUSAIN (77)**

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	633 333,33 € HT	30,00 %	190 000,00 €
	Montant total de la subvention		190 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIEUSAIN
Adresse administrative : 50 RUE DE PARIS
77567 LIEUSAIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagements en faveur du projet Symbio-scène

Dates prévisionnelles : 4 mars 2024 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Lieusaint (13 891 habitants - 2020) propose le projet "Symbio-scène", inscrite dans le programme d'actions du quartier de l'eau vive. Ce projet de quartier, porté par la commune, a été lauréat de la cinquième session du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques » par délibération n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018.

Le projet Symbio-scène est réalisé dans le cadre d'un partenariat entre la ville et la compagnie Underground Sugar qui est en résidence d'artistes dans le pôle culturel "La Marge".

Il consiste à aménager à l'arrière du pôle culturel sur un espace disponible de 1 800 m² une scène alternative innovante aux scènes traditionnelles et à la création artistique en général, en vue d'initier des changements positifs et durables et de faire prendre conscience des effets du réchauffement climatique.

Les travaux portent sur la construction et l'aménagement :

- de 2 grands plateaux mobiles pour une scène en extérieur par ailleurs accessible en dehors des représentations ;
- de 5 serres : 3 seront installées en fond de parcelle et 2 juste à l'arrière du pôle culturel. Ces deux

dernières seront mobiles (montées sur rail), tantôt ouvertes pour permettre une vue sur l'arrière du pôle culturel transformé en zone de projection, tantôt fermées pour répondre à des besoins, à des cérémonies par exemple ;

- d'une passerelle permettant de franchir une noue paysagère et formant un autre point de vue sur l'espace scène ;
- d'espaces publics en prairie comprenant des cheminements pour les modes doux.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Lieusaint a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Les travaux sont estimés à 753 941,77 € HT, plafonné à 633 333,33 € HT. L'opération "Symbio-scène", inscrite dans le programme de la convention-cadre du quartier, prévoit un montant prévisionnel maximal de subvention régionale de 190 000 €.

Localisation géographique :

- LIEUSAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux aménagements extérieurs (cheminements, mobilier, éclairage, plantations)	340 875,40	45,21%
Construction serres mobiles	356 036,37	47,22%
Cosntruction scène extérieure	57 030,00	7,56%
Total	753 941,77	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	190 000,00	25,20%
COMMUNE	563 941,77	74,80%
Total	753 941,77	100,00%

DOSSIER N° EX074477 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT DE LA CHAMBRE VERTE NORD - ZAC CENTRE VILLE - GENNEVILLIERS (92)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-20422-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	282 974,00 € HT	30,00 %	84 892,20 €
	Montant total de la subvention		84 892,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOC ECO MIXTE SEMAG 92
Adresse administrative : 3 PROMENADE DE LA BONNETTE
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Madame ZOHRA ELBAZ, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 février 2023 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La SEMAG, aménageur, propose l'opération "Aménagement de la chambre verte nord" au sein de la ZAC "Centre-ville" située à Gennevilliers (49880 habitants - INSEE 2020). Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "ZAC Centre-ville", porté par l'établissement public territorial Boucle Nord de Seine, lauréat de la 5ème session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné à la CP2018-519 du 21 novembre 2018. La SEMAG agit en tant que concessionnaire de la ZAC "Centre-ville" dans le cadre du traité de concession d'aménagement signé le 16 juin 2014.

L'intérieur du quartier est conçu comme une déclinaison de cité-jardin contemporaine. Dans cette optique, une épaisseur végétale est maintenue dans toutes les rues et allées de manière à accompagner la transition entre les espaces privés et l'espace public. Au-delà du rôle de gestion de l'interface public/privé, les franges permettent d'élargir les zones plantées et donc d'y implanter de plus grands sujets pour ainsi

obtenir une forte densité végétale et une grande variété de strates. Elles participent également à la bonne gestion des eaux pluviales publiques puisque certaines d'entre elles sont munies de noues d'infiltration : l'eau est ainsi restituée directement aux espaces verts.

Parmi ces franges végétales, les chambres vertes se caractérisent par la largeur de leur profil de façade à façade, constituant des espaces publics intermédiaires. Cette largeur permettant de planter de plus grands arbres, les strates végétales y sont variées. La palette végétale est essentiellement constituée d'herbacées persistantes et faciles d'entretien et ponctuée d'arbres de milieu humide.

Trois mails piétons, appelés "chambre verte", sont prévus dans le projet : les deux du sud font l'objet de la fiche IRIS EX074478 et celle du nord de la présente fiche IRIS.

La rue Miriam Makeba, située entre le lot C et le lot D, correspondra à la chambre verte nord du quartier et aura une largeur publique de 16,50m. Elle sera bordée au sud d'une épaisseur végétale de 3.30m et au nord d'un espace planté de 9m de large qui intègre une noue d'infiltration. Au centre, sera aménagée une voie en béton désactivé de 4.20m, réservée aux riverains, aux pompiers et aux véhicules d'entretien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", l'EPT Boucle Nord de Seine a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. Les cinq opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre totalisent un montant prévisionnel de 2 744 939€.

Le coût total de l'opération est estimé à 282 974€. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	25 725,00	9,09%
TRAVAUX	257 249,00	90,91%
Total	282 974,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	84 892,20	30,00%
FONDS PROPRES SEMAG 92	198 081,80	70,00%
Total	282 974,00	100,00%

DOSSIER N° EX074478 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT DE LA CHAMBRE VERTE SUD - ZAC CENTRE VILLE - GENNEVILLIERS (92)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-20422-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	928 689,00 € HT	30,00 %	278 606,70 €
	Montant total de la subvention		278 606,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOC ECO MIXTE SEMAG 92
Adresse administrative : 3 PROMENADE DE LA BONNETTE
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Madame ZOHRA ELBAZ, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 février 2023 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La SEMAG, aménageur, propose l'opération "Aménagement de la chambre verte nord" au sein de la ZAC "Centre-ville" située à Gennevilliers (49880 habitants - INSEE 2020). Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "ZAC Centre-ville", porté par l'établissement public territorial Boucle Nord de Seine, lauréat de la 5ème session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné à la CP2018-519 du 21 novembre 2018. La SEMAG agit en tant que concessionnaire de la ZAC "Centre-ville" dans le cadre du traité de concession d'aménagement signé le 16 juin 2014.

L'intérieur du quartier est conçu comme une déclinaison de cité-jardin contemporaine. Dans cette optique, une épaisseur végétale est maintenue dans toutes les rues et allées de manière à accompagner la transition entre les espaces privés et l'espace public. Au-delà du rôle de gestion de l'interface public/privé, les franges permettent d'élargir les zones plantées et donc d'y implanter de plus grands sujets pour ainsi

obtenir une forte densité végétale et une grande variété de strates. Elles participent également à la bonne gestion des eaux pluviales publiques puisque certaines d'entre elles sont munies de noues d'infiltration : l'eau est ainsi redonnée directement aux espaces verts. Parmi ces franges végétales, les chambres vertes se caractérisent par la largeur de leur profil de façade à façade, constituant des espaces publics intermédiaires. Cette largeur permettant de planter de plus grands arbres, les strates végétales y sont variées. La palette végétale est essentiellement constituée d'herbacées persistantes et faciles d'entretien et ponctuée d'arbres de milieu humide.

Trois mails piétons, appelés "chambre verte", sont prévus dans le projet : celle du nord fait l'objet de la fiche IRIS EX074477 et les deux du sud font l'objet de la présente fiche IRIS.

La première chambre verte sud correspondant à la rue Dolorès Ibarruri, située entre le lot A et le lot B, possèdera une largeur publique de 13m. Elle sera bordée au sud d'une épaisseur végétale de 2,50m tandis qu'au nord, l'épaisseur végétale fera 6.50m et intégrera une noue d'infiltration des eaux de pluie. Au centre, sera aménagée une voie partagée en béton désactivé de 4m. La deuxième chambre verte sud correspondant à la rue Fatima Mernissi, située entre le lot F et le lot G, possèdera une largeur publique de 24,50m. Elle sera bordée au sud d'une la bande végétalisée de 2.70m de large tandis qu'au nord, une bande plantée de 6,80m avec noue d'infiltration est prévue. Au centre, une voie en sens unique sera aménagée avec des trottoirs et des places de stationnement de part et d'autre en alternance avec des fosses pour la plantation d'arbres de grand développement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", l'EPT Boucle Nord de Seine a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. Les cinq opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre totalisent un montant prévisionnel de 2 744 939€. Le coût total de l'opération est estimé à 928 689€. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	84 426,00	9,09%
TRAVAUX	844 263,00	90,91%
Total	928 689,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	278 606,70	30,00%
FONDS PROPRES SEMAG 92	650 082,30	70,00%
Total	928 689,00	100,00%

DOSSIER N° EX075939 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - EXTENSION DU SQUARE DE L'AMIRAL COURBET - QUARTIER DES CHAMBARDS - BOIS-COLOMBES (92)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	450 000,00 € HT	30,00 %	135 000,00 €
Montant total de la subvention			135 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS-COLOMBES
Adresse administrative : 15 RUE CHARLES DUFLOS
92270 BOIS COLOMBES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur YVES REVILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Bois-Colombes propose l'opération "Extension du square de l'Amiral Courbet" au sein du quartier des Chambards. Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "Les Chambards - Quartier nord", porté par l'établissement public territorial Boucle Nord de Seine, lauréat de la 13e session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné à la CP2022-408 du 10 novembre 2022.

Le square de l'Amiral Courbet, situé rue du même nom, d'une surface de 894 m², a été aménagé dans les années 1970 après acquisition de la parcelle par la Ville. Il a fait l'objet d'une première rénovation au début des années 2010 avec de nouvelles plantations et la rénovation de l'aire de jeu existante. Il constitue un espace de convivialité du quartier en raison de sa proximité avec le groupe scolaire Jules Ferry qui accueille 750 enfants. De fait, il fait l'objet d'une surutilisation au regard de sa surface.

Le parking sis 11-17 avenue de Savoye, constitué de 31 emplacements de stationnement sur une parcelle entièrement imperméabilisée de 903 m², jouxte le square existant le long de sa clôture est. L'objectif est d'étendre le square sur cette parcelle en la désimperméabilisant, permettant ainsi de doubler la surface des espaces verts. Par ailleurs, à terme, le square permettra de connecter la rue de l'Amiral Courbet à l'ouest et l'avenue de Savoye à l'est.

Suite à la concertation avec les riverains, l'aménagement de l'extension prévoit d'est en ouest un espace calme avec plusieurs bancs, un espace pelouse accessible et un espace de jeu pour les enfants de 4 à 10 ans avec une nouvelle aire de jeux. Une petite structure en bois à usage de toilettes sèches sera également installée ainsi que des accroches pour les trottinettes au niveau des entrées.

Il est prévu dans un premier temps de retirer l'enrobé existant du parking, de terrasser et de supprimer les réseaux existants, à savoir le réseau d'eaux pluviales et d'éclairage public. Un fond de forme en béton désactivé sera créé pour les allées. Le mur de clôture entre les deux parcelles sera démoli, y compris les fondations. Il est prévu le remplacement de la clôture et la remise en état des murs bahut côté avenue de Savoye. Un nouveau réseau d'éclairage sera mis en place pour alimenter les bornes leds.

La terre végétale existante terrassée sera étalée sur les secteurs d'espaces verts et complétée par des apports de terres sur les zones de plantation. Il est prévu la plantation de 12 nouveaux arbres de haute tige, 480 arbustes et 1100 plantes vivaces ; les 7 arbres existants sont conservés. Pour la gestion des eaux pluviales, le projet prévoit une gestion alternative afin d'atteindre le zéro rejet dans le réseau. Par ailleurs, des équipements hydro-économes pour l'arrosage des espaces verts seront installées.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", l'EPT Boucle Nord de Seine a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. Les quatre opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre totalisent un montant prévisionnel de 2 722 432€.

Le coût total de l'opération est estimé à 450 000€. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- BOIS-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	450 000,00	100,00%
Total	450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	135 000,00	30,00%
COMMUNE DE BOIS-COLOMBES	315 000,00	70,00%
Total	450 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX077369 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS - ZAC JEAN ZAY A ANTONY - VALLEE SUD-GRAND PARIS (92)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 032 416,33 € HT	30,00 %	609 724,90 €
	Montant total de la subvention		609 724,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS
Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur JEAN-DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 30 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier Jean Zay, porté par l'établissement public territorial Vallée Sud - Grand Paris, lauréat de la douzième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la délibération n° CP 2022-198 du 20 mai 2022.

Le parti pris de la ZAC est de créer un quartier où les piétons et les cycles seront prioritaires. Cette ambition a guidé le dimensionnement des espaces publics vers des largeurs conséquentes. Leur aménagement vise à articuler le quartier à son environnement immédiat (parc de Sceaux, centre-ville, tissus pavillonnaires), mais également à renforcer la trame verte entre le parc de Sceaux et le parc Raymond Sibille, limiter les rejets d'eaux pluviales par une gestion à ciel ouvert (abattement des pluies courantes) et lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain grâce à une part importante de pleine terre et de végétalisation et le choix des revêtements à fort albédo.

Les espaces publics du futur quartier représenteront une surface de 3,4 hectares environ. Plusieurs d'entre eux seront uniquement accessibles aux mobilités douces :

- la place Simone Veil (actuellement intitulée place Jean Zay sur les plans de conception) au cœur du quartier, multifonctionnelle et fortement végétalisée, accueillera une fontaine sèche et de nombreux bosquets propices à la détente. Elle comprendra par ailleurs une programmation d'activité (commerces et services) de 4 200 m² ;

- la promenade piétonne Arcos de Valdevez (cours Jean Zay sur les plans), dans le prolongement de la rue Lafontaine, desservira les îlots depuis la place Simone Veil, et comprendra des espaces de jeux pour les enfants et des grandes assises en pierre dans les espaces plantés pour inviter à la pause ;
- le mail Eugène Beaudoin (mail de Sceaux sur les plans), d'une largeur de 16 m dont environ 5 m dédiés à la promenade, favorisera les liaisons visuelles et physiques vers le parc de Sceaux et facilitera l'accès aux transports en commun (RER B, T10) ;
- deux venelles, l'une végétale (sable stabilisé, noue et espaces verts), l'autre plus minérale (pierre naturelle) serpenteront depuis la rue de la Renaissance entre les îlots pour rejoindre l'avenue Léon Blum pour l'une, et la place centrale pour l'autre.

Hormis ces espaces publics supports de mobilités douces, il est également prévu la création d'une nouvelle rue apaisée rejoignant l'avenue Léon Blum depuis l'avenue Gallieni (voie nouvelle sur les plans), d'une impasse rejoignant la rue des Muses, le réaménagement de la rue Lafontaine avec la conservation du triple alignement remarquable de platanes, ainsi que le réaménagement partiel de l'avenue Galliéni.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", Vallée Sud - Grand Paris a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Le coût de l'opération est estimé à 13 571 917 € HT dont 11 363 418 € HT de travaux plafonnés à 2 032 416,33 € HT.

Les deux opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 M€.

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires études et maîtrise d'oeuvre	1 306 180,00	9,62%
Foncier (non éligible)	12 583,00	0,09%
Travaux mise en état des sols	62 501,00	0,46%
Travaux aménagement	11 300 917,00	83,27%
Frais divers - gestion du site (non éligible)	94 422,00	0,70%
Rémunération Vallée Sud Aménagement (non éligible)	795 314,00	5,86%
Total	13 571 917,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	609 725,00	4,49%
Participation Ville d'Antony (acquis)	854 272,00	6,29%
Participation constructeurs	8 797 125,00	64,82%
EPT Vallée Sud-Grand Paris	3 310 795,00	24,39%
Total	13 571 917,00	100,00%

DOSSIER N° EX077429 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION DU GYMNASSE DES RENARDIERES - QUARTIER DIDEROT-AUDRAN - COURBEVOIE (92)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	8 129 870,00 € HT	30,00 %	2 438 961,00 €
	Montant total de la subvention		2 438 961,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92401 COURBEVOIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 avril 2023 - 28 février 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Courbevoie propose l'opération "Construction du gymnase des Renardières" au sein du quartier "Diderot-Audran". Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "Diderot-Audran", porté par l'établissement public territorial Paris Ouest La Défense, lauréat de la douzième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné à la CP2022-198 du 20 mai 2022.

Au 1er trimestre 2025, un complexe multisports viendra remplacer l'actuel gymnase vieillissant. La démolition de l'actuel gymnase permettra de libérer le foncier nécessaire à la construction de l'école européenne et à la reconstruction du collège des Renardières. Il vise à répondre aux besoins en équipements des usagers des équipements scolaires du quartier et des habitants actuels et futurs du quartier.

La programmation du nouvel équipement sportif porte sur une surface de 3 249 m² de surface utile et 300 m² d'espaces extérieurs sur une parcelle de 1842 m². Elle comprendra un gymnase multisports de type C avec tribunes, deux grandes salles sportives polyvalentes dédiés aux sports de combat (dont un dojo) et au tennis de table, deux petites salles sportives polyvalentes dédiées à la pratique de la danse, ainsi qu'une salle de musculation. Il est également prévu des annexes sportives, des vestiaires, des sanitaires, une infirmerie ainsi que des locaux pour l'administration et un club-house.

En termes de performance environnementale, au regard des contraintes de la parcelle soumise à des masques solaires importants du fait du voisinage direct de bâtiments de grande hauteur de La Défense, le parti architectural a été de proposer un bâtiment compact, percé d'ouvertures au sud et à l'est pour bénéficier de sources de lumières et de sheds vitrés orientés nord pour la ventilation naturelle. La toiture sera végétalisée pour offrir des vues agréables aux bâtiments alentours. Le choix de matériaux biosourcés permet de réduire l'empreinte carbone du bâtiment avec l'utilisation de bois en charpente, dans l'isolation, dans l'habillage des plafonds et des murs, permettant d'atteindre le niveau 1 du label biosourcés. La mise en œuvre de 201 m² de panneaux photovoltaïques exploités en autoconsommation et le raccordement au chauffage urbain permettra d'atteindre le niveau Energie 3 du label E+C-. Les abords de la parcelle seront végétalisés et permettront de recueillir et infiltrer les eaux pluviales.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", l'EPT Paris Ouest La Défense a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. Les deux opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre totalisent un montant prévisionnel de 25 915 595 €. Le coût total de l'opération est estimé à 12 074 234,73€, plafonné à 8 129 870€. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES INELIGIBLES	563 712,00	4,67%
TRAVAUX NON INELIGIBLES	731 940,00	6,06%
HONORAIRES ELIGIBLES	824 188,00	6,83%
TRAVAUX ELIGIBLES	9 954 394,73	82,44%
Total	12 074 234,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	2 438 961,00	20,20%
ETAT - DSIL (acquis)	5 019 372,00	41,57%
METROPOLE DU GRAND PARIS - FOND D'INVESTISSEMENT METROPOLITAIN (sollicité)	800 000,00	6,63%
COMMUNE DE COURBEVOIE	3 815 901,73	31,60%
Total	12 074 234,73	100,00%

DOSSIER N° EX077444 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT D'UN VERGER ET D'UNE NOUE - QUARTIER CITE DE L'AGRICULTURE URBAINE - EST ENSEMBLE

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-2041512-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	484 138,04 € HT	30,00 %	145 241,41 €
	Montant total de la subvention		145 241,41 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Patrice BESSAC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 juin 2023 - 31 mai 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

L'établissement public territorial Est Ensemble propose l'opération "Aménagement d'un verger et d'une noue" au sein du quartier "Cité de l'agriculture urbaine". Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "Cité de l'agriculture urbaine", porté par l'établissement public territorial Est Ensemble, lauréat de la première session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné à la CP16-609 du 16 novembre 2016.

Le projet consiste à aménager un secteur en un verger avec noue attenante sur des parcelles propriétés d'une part du bailleur Seine-Saint-Denis Habitat et d'autre part de la commune de Romainville. Est Ensemble agit en tant que maître d'ouvrage au titre de sa compétence en aménagement et en renouvellement urbain dans le cadre du projet de renouvellement urbain. Au terme de son aménagement, le secteur sera rétrocédé à la commune de Romainville qui en aura la propriété et en assurera la gestion.

Le projet de verger s'inscrit dans une démarche globale qui vise à créer une dynamique collective dédiée à l'agriculture urbaine et à la transition alimentaire dans un usage à la fois de loisir mais également de production maraîchère. Le verger d'environ 1000 m² et sa noue d'environ 300 m² font l'objet de la présente fiche IRIS ; les potagers aménagés le long de la rambla « Joséphine Baker » et le local de transformation alimentaire au rez-de-chaussée du lot 5 ne sont pas subventionnés.

Afin d'aménager le verger, il est prévu dans un premier temps de terrasser la parcelle au regard de sa topographie, ce qui offrira un paysage en gradins et des supports d'assise. Des sondages sur site sont prévus pour analyser le potentiel agronomique du sol, ce qui permettra de confirmer les essences à planter. Il est prévu la plantation d'une trentaine d'arbres fruitiers mais également d'une sous-strate arborée composée de vivaces aromatiques et de haies fruitières. Afin de bien délimiter le verger dans l'espace public, une clôture basse sera installée sur la rue et une clôture haute sera installée le long du bâtiment du lot 5 et de la rambla. Du mobilier urbain complètera l'aménagement de cet espace public. Compte tenu de la déclivité du terrain, les eaux pluviales seront gérées par infiltration en raison de la présence de pleine terre. La noue permettra de stocker et d'infiltrer les fortes précipitations en contrebas du verger, le long du lot 5. L'aménagement de ce secteur permettra de créer un îlot de fraîcheur et de lutter contre l'imperméabilisation des sols.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", l'EPT Est Ensemble a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. Les huit opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre totalisent un montant prévisionnel de 9 612 803,28€.

Le coût total de l'opération est estimé à 484 138,04€. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET HONORAIRES	44 118,31	9,11%
TRAVAUX	440 019,73	90,89%
Total	484 138,04	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	145 241,41	30,00%
ANRU - VOLET OPERATION D'AMENAGEMENT	118 320,75	24,44%
ANRU - VOLET QUARTIERS FERTILES	58 725,00	12,13%
EST ENSEMBLE	161 850,88	33,43%
Total	484 138,04	100,00%

Annexe 2 - Avenant n° 1 à la convention-cadre du QIE Eau vive à Lieusaint

QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE**« EAU VIVE »****A LIEUSAIN (77)****CONVENTION CADRE****AVEC LA COMMUNE DE LIEUSAIN****AVENANT N°1****ENTRE D'UNE PART :**

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n°CP2023-272 du 21 septembre 2023,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Lieusaint, représenté son Maire, Monsieur Michel Bisson, en vertu de la décision n°DEC.2023.35 du 2 mars 2023,

APRES AVOIR RAPPELE :

- La Convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Eau Vive » à Lieusaint (77), qui a pris effet le 21 novembre 2018, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018 qui a décidé de sa conclusion ;
- La demande d'avenant formalisée par courrier de la commune en date du 1^{er} mars 2023 ainsi que sa décision n°DEC.2023.35 du 2 mars 2023 ;
- La nécessité de substituer une opération du programme d'actions initialement prévues en raison de l'évolution réglementaire de la protection des zones humides de 2019, qui rend impossible la réalisation des jardins familiaux. La commune réalise une autre opération propice au vivre ensemble et à la biodiversité, derrière l'équipement culturel La Marge, intitulé Symbio-scène ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVIT :

Article 1 :

L'annexe 1 « Programme d'actions » de la convention, est modifiée comme suit :

L'action « jardins familiaux » est remplacée par l'action « symbio-scène ».

Sa localisation est dans le périmètre du quartier innovant et écologique.

L'annexe ci-jointe comporte cette modification et remplace celle annexée initialement à la convention.

Article 2 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte une annexe : « Programme d'actions » de la convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Eau vive » à Lieusaint.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Lieusaint, le

Pour la commune,
Le Maire

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente

Michel BISSON

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 TABLEAU D' ACTIONS

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Extension groupe scolaire Eau Vive	commune de Lieusaint	2019	2021	6 100 000	1 550 000
Création d'un équipement sportif	commune de Lieusaint	2020	2022	6 800 000	2 020 000
Création d'un parcours santé, sport et culture	commune de Lieusaint	2019	2023	800 000	240 000
Création d'une « symbio-scène »	commune de Lieusaint	2024	2024	650 000	190 000
			Total	14 350 000	4 000 000

Option retenue par le candidat : 30% avec maximum 4 M€

Annexe 3 - Avenant n°1 à la convention-cadre du QIE ZAC Petite Arche à Achères

QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE**« ZAC DE LA PETITE ARCHE »****A ACHÈRES (78)****CONVENTION CADRE****AVEC LA COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE****ET LA COMMUNE D'ACHÈRES****AVENANT N°1****ENTRE D'UNE PART :**

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-272 du 21 septembre 2023,

ET D'AUTRE PART :

La communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, représenté par sa Présidente, Madame Cécile Zammit-Popescu, dûment habilitée par délibération du bureau communautaire n°XX du 5 octobre 2023,

La commune d'Achères, représenté par son Maire, Monsieur Marc Honoré, dûment habilité par délibération n° X du X X 2023,

APRES AVOIR RAPPELE :

- La Convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « ZAC de la petite arche » à Achères (78), qui a pris effet le 21 novembre 2018, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018 qui a décidé de sa conclusion ;
- La demande d'avenant formalisée par courrier de la communauté urbaine et de la ville d'Achères en date du 17 mars 2023 ainsi que par délibérations du bureau communautaire n° X du X X 2023 et du conseil municipal n°XXX du X X 2023 ;
- La nécessité de proroger de deux ans ladite convention, en raison du retard pris dans la réalisation de l'opération de construction d'un gymnase par la ville d'Achères ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

L'article n°8 « Durée, exécution et révision de la convention » est modifié comme suit :

Ajout en fin d'article de la phrase suivante :

La durée de la présente convention-cadre est prorogée de 2 ans, portant ainsi sa durée à 7 ans et son échéance au 21 novembre 2025.

Article 2 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux

A Aubergenville, le

Pour la Communauté Urbaine GPS&O,
La Présidente

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente

Cécile ZAMMIT-POPESCU

Valérie PECRESSE

A Achères, le

Pour la Commune,
Le maire

Marc HONORE

**Annexe 4 - Avenant n° 2 à la convention-cadre du QIE Blum
Coeur de Ville à Issy-les-Moulineaux**

QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE « LEON BLUM – CŒUR DE VILLE »
A ISSY-LES-MOULINEAUX (92)
CONVENTION CADRE
AVEC LA COMMUNE D'ISSY-LES-MOULINEAUX
AVENANT N°2

ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP2023-272 du 21 septembre 2023,

ET D'AUTRE PART :

La commune d'Issy-les-Moulineaux, représenté par son Maire, Monsieur André Santini, en vertu de la délibération n° n date du 2023,

APRES AVOIR RAPPELE :

- La convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Léon Blum – Cœur de ville » à Issy-les-Moulineaux (92), qui a pris effet le 4 juillet 2018, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2018-290 du 4 juillet 2018 qui a décidé de sa conclusion ;
- Le premier avenant à cette convention-cadre approuvé par la délibération n° CP 2023-147 du 1er juin 2023 prorogeant sa durée de 2 ans, portant ainsi au 4 juillet 2025 ;
- La demande d'un second avenant formalisée par courrier de la commune d'Issy-les-Moulineaux en date du 21 avril 2023 ;
- La nécessité de modifier le bénéficiaire de l'opération « Réhabilitation de la halle Christiane Guillaume » prévue au programme d'actions annexé à cette convention, en raison de la réalisation de cette opération dans le cadre d'un contrat de délégation de service public signé entre la ville d'Issy-les-Moulineaux et la Semop « Issy Sport » ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

L'annexe 1 « Programme d'actions » de la convention, est modifiée comme suit :

Le bénéficiaire de l'action « Réhabilitation de la Halle Christiane Guillaume » est remplacé par « Semop Issy Sport ».

L'annexe ci-jointe comporte cette modification et remplace celle annexée initialement à la convention.

Article 2 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte une annexe : « Programme d'actions » de la convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Léon Blum – cœur de ville » à Issy-les-Moulineaux (92).

Fait en 2 exemplaires originaux

A Issy-les-Moulineaux, le

Pour le porteur du quartier
Le maire

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,
La présidente

André SANTINI

Valérie PECRESSE

Annexe 1 « Programme d'actions »

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Construction d'un complexe sportif	Ville d'Issy-les-Moulineaux	Sept. 2018	Sept. 2020	45 635 000	3 651 895
Réhabilitation de la Halle Christiane Guillaume	Semop « Issy Sport »	Sept. 2023	Août 2024	4 000 000	320 096
Aménagement des espaces publics	Ville d'Issy-les-Moulineaux	Sept. 2019	Sept. 2020	350 000	28 008
			Total	49 985 000	4 000 000

Option retenue par le candidat : 30% avec maximum 4 M€

Annexe 5 - Avenant 2 à la convention-cadre du QIE Cité de l'agriculture urbaine à Romainville

**QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE « CITE DE L'AGRICULTURE URBAINE » A
ROMAINVILLE
CONVENTION CADRE
AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL « EST ENSEMBLE »
AVENANT N°2**

ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° 2023-272 du 21 septembre 2023,

ET D'AUTRE PART :

L'Etablissement Public Territorial 8 « Est Ensemble », représenté son Président, Monsieur Patrice Bessac, en vertu de la décision n°2023-507 en date du 13 juillet 2023,

APRES AVOIR RAPPELE :

- La convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Cité de l'agriculture urbaine » à Romainville (93), qui a pris effet le 16 novembre 2016, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2016-609 du 16 novembre 2016 qui a décidé de sa conclusion ;
- L'avenant n°1 à cette convention, approuvé par la délibération n° 2021-445 du 19 novembre 2021 et signé par l'EPT Est Ensemble, à qui la convention-cadre a été transférée au 1^{er} janvier 2018 en même temps que la compétence aménagement ;
- La demande d'avenant formalisée par courrier de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble » en date du 28 juin 2023 ainsi que sa décision n°2023-507 en date du 13 juillet 2023 ;
- La nécessité de remplacer une opération du programme d'actions initialement prévues, à savoir « Construction du centre commercial », en raison d'une refonte de la programmation de la deuxième phase du quartier, qui a acté l'abandon de la réalisation du bâtiment nécessaire à l'opération initialement prévue, validée par l'ANRU lors de son comité d'engagement du 8 décembre 2022, par l'opération « Aménagement d'un verger et d'une noue » réalisée par l'EPT Est Ensemble, opération participant pleinement de l'esprit de la cité de l'agriculture urbaine ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

L'annexe 1 « Programme d'actions » de la convention, est modifiée comme suit :

- L'action « Construction du centre commercial » par la Commune de Romainville pour 540 000€ de subvention régionale est remplacée par l'action « Aménagement d'un verger et d'une noue » par l'EPT Est Ensemble pour 145 241,41€ de subvention régionale. Sa localisation est dans le périmètre du quartier innovant et écologique.

L'annexe ci-jointe comporte cette modification et remplace celle annexée initialement à la convention.

Article 2 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte une annexe : « Programme d'actions » de la convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Cité de l'agriculture urbaine » à Romainville.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Romainville, le

Pour l'Etablissement Public Territorial 8
« Est Ensemble »,
Le Président

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente

Patrice BESSAC

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 TABLEAU D' ACTIONS

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Date prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Montant maximum attribuable en €*
Construction de la salle multisports	Commune de Romainville	01/01/2018	01/06/2020	350 000,00	105 000,00
Construction du « carré 16-25 ans »	Commune de Romainville	01/03/2017	01/03/2019	350 000,00	105 000,00
Aménagement d'un verger et d'une noue	EPT Est Ensemble	01/09/2023	01/09/2024	484 138,04	145 241,41
Prestation d'AMO dans l'instruction des permis de construire pour le respect des prescriptions environnementales pour l'opération Gagarine	Commune de Romainville	20/11/2016	31/12/2018	220 000,00	66 000,00
Aménagements voiries pour gestion écologique (Bordure, caniveaux, noues, revêtement)	Commune de Romainville	01/01/2017	01/01/2020	3 064 156,80	919 247,04
- Prestation d'un AMO dans la définition des prescriptions techniques pour les cultures en toiture à Gagarine	Commune de Romainville	20/11/2016	20/01/2017	36 000,00	10 800,00
Construction de la tour maraîchère	Commune de Romainville	01/09/2017	01/01/2019	3 408 508,44	1 022 552,53
Construction de l'espace de « co-working »	Commune de Romainville	01/03/2017	01/03/2019	1 700 000,00	510 000,00
			total	9 612 803,28	2 883 840,98

*Option retenue par le candidat : 30 % avec maximum 4 M€

Annexe 6 - Règlement d'intervention modifié du dispositif 100 quartiers innovants et écologiques

REGLEMENT D'INTERVENTION

100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES

**CR 90-16 MODIFIE PAR LES DELIBERATIONS n° CP 16-609, CP 2017-272, CP 2020-452,
CP 2021-198, CP 2022-334 et CP 2023-272**

Contenu

I. Principes généraux.....	2
a) Enjeux.....	2
b) Qu'est-ce qu'un quartier innovant et écologique ?	2
c) Quelles actions sont attendues ?	3
II. Eligibilité	3
a) Porteurs de projet	3
b) Bénéficiaires de la subvention	3
c) Opérations éligibles	4
d) Projets de quartiers	4
e) Actions subventionnées.....	5
III. Procédure de dépôt et de sélection des projets.....	6
a) Etapes.....	6
b) Composition du jury	7
IV. Montants des aides régionales	8
a) L'aide régionale spécifique aux 100 quartiers innovants et écologiques	8
b) Les autres aides régionales.....	8
V. Conventionnement	8
VI. Mise en œuvre et suivi	10
VII. Visibilité de l'action régionale.....	10
Annexe : les objectifs détaillés des 100 Quartiers Innovants et Ecologiques	11
L'innovation : un objectif transversal.....	11
Un quartier qui contribue à l'effort régional de logement.....	11
Un quartier vivant, mixant logements, emplois et services de proximité, sûr et agréable.....	11
Un quartier exemplaire en matière de transition écologique et énergétique	12
Un quartier qui favorise les mobilités durables et qui pense son fonctionnement logistique	13
Un quartier pensé dans sa globalité et ancré dans son territoire	14

Préambule

La Région entend jouer un rôle moteur pour relancer la construction de logements en Île-de-France aux côtés des intercommunalités et des communes. Pour construire plus, il faut surtout construire mieux en aménageant des quartiers où les Franciliens seront heureux de vivre. Il doit s'agir de quartiers vivants et beaux, alliant logements, emplois, services et nature, qui répondent à l'objectif de réduction de notre impact écologique. La desserte en transports en commun participe à cet objectif.

Pour aider les territoires à construire plus et autrement, la Région a mis en place par la délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 une nouvelle aide destinée à accompagner les collectivités franciliennes dans l'aménagement de quartiers innovants et écologiques.

Par le présent règlement, qui tient lieu de cahier des charges, la Région invite les communes et les intercommunalités franciliennes à manifester leur intérêt pour cette démarche et à lui adresser leurs projets de quartier innovant et écologique.

Ce règlement entre en vigueur à compter du **1^{er} octobre 2023**.

I. Principes généraux

a) Enjeux

L'aide régionale a comme enjeux de :

- favoriser la création de logements autour des gares et stations des réseaux de transport en commun existants et à venir, tout en optimisant les mobilités actives au sein des quartiers et en promouvant un meilleur équilibre emploi-logement ;
- favoriser la transition écologique et l'innovation urbaine par la réduction de l'empreinte écologique des quartiers (y compris pendant les phases de chantier), le développement des circuits courts, de l'économie circulaire et de nouvelles solutions d'efficacité énergétique ;
- aider les collectivités à financer les équipements indispensables à la ville de la proximité et garante d'une mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle (espaces et équipements publics, espaces paysagers, services aux habitants, services de santé...), équipements qui démontrent de leur efficacité écologique ou font preuve d'innovation.

La volonté de la Région est d'inscrire sa démarche en complémentarité avec les accompagnements proposés par les partenaires franciliens du développement durable. Chacun œuvre de manière spécifique en fonction de son domaine de compétences mais en concertation avec l'ensemble du réseau. Tous ces acteurs convergent vers l'objectif commun de soutenir un développement urbain à moindre empreinte écologique.

b) Qu'est-ce qu'un quartier innovant et écologique ?

Les 100 quartiers innovants et écologiques se trouveront dans toute l'Île-de-France, aussi bien en zone urbaine que dans les territoires ruraux, dans des quartiers desservis par les transports en commun ou destinés à l'être dans le cadre de la programmation régionale des transports ou qui veillent à développer la multimodalité. L'aide régionale accompagne les territoires volontaires dans la construction de logements, en vue d'atteindre l'objectif de réalisation de 70 000 logements par an en Île-de-France.

Pour favoriser la reconstruction de la ville sur elle-même et la régénération du tissu urbain existant, en particulier des friches, la Région soutient la réalisation de nouveaux quartiers ainsi que la mutation de quartiers existants ayant un fort besoin de renforcement des équipements de proximité, d'amélioration des espaces publics, de coutures urbaines et d'amélioration de leur performance écologique.

Dans ce cas, une attention particulière sera apportée aux modalités de prise en compte de la gestion des pollutions et des matériaux issus de la démolition/réhabilitation des sites et bâtiments concernés.

Si les communes doivent contribuer activement à l'effort régional de logements, il n'en demeure pas moins que chaque quartier doit constituer une entité cohérente, articulée avec son environnement et fonctionnellement mixte pour répondre aux usages du quotidien : habitat, lien social, emplois, services, équipements, déplacements, loisirs, circulation des marchandises nécessaires aux habitants, entreprises et équipements locaux. Le quartier doit être un lieu de convivialité, d'épanouissement, qui favorise la mixité sociale et intergénérationnelle ainsi que la mutualisation des espaces et usages.

Un quartier innovant doit s'inscrire dans une logique de laboratoire de la ville de demain. L'innovation s'apprécie notamment par la nouveauté des procédures et des pratiques d'aménagement, de ses équipements (tiers lieux, espaces collaboratifs, fab lab, espaces logistiques urbains...), par l'effet démonstratif du quartier pour d'autres projets urbains. L'innovation peut s'inscrire dans la promotion de nouveaux usages de la ville, notamment grâce au numérique ; mis à profit par les collectivités ou les habitants, le numérique permet une meilleure gestion des flux d'énergie, une mobilité plus active, plus interactive, un meilleur accès aux services, une optimisation des livraisons... Enfin, l'innovation peut résider dans l'exemplarité des résultats obtenus dans la mise en place de circuits courts, de mixité des fonctions d'un bâtiment ou d'un équipement, ou en matière de performances énergétiques par exemple et plus largement dans la gestion des ressources et la mise en œuvre d'une économie circulaire (matériaux/déchets notamment).

Écologiques, ces quartiers permettent l'émergence d'une ville plus durable face aux défis de la transition énergétique et écologique. Ils sont situés à proximité des réseaux de transports en commun, existants et à venir et ils en favorisent l'accès et veillent aux mobilités actives. Ils participent à la limitation de l'artificialisation des sols et leur imperméabilisation ainsi que des émissions de gaz à effet de serre. Ils favorisent le recours aux énergies renouvelables tout en permettant aux Franciliens d'habiter et de travailler dans un environnement de qualité. Ils rompent avec un urbanisme trop minéral en réintroduisant la nature en ville et en préservant ou en rétablissant les continuités écologiques et en veillant à la qualité du bâti. Ils emploient de nouvelles solutions pour réduire la consommation d'énergie, l'impact des consommations et la production de déchets.

c) Quelles actions sont attendues ?

Le dispositif vise à aider, dans ces quartiers innovants et écologiques, la réalisation ou l'amélioration d'équipements et d'aménagements de proximité rendus nécessaires par l'arrivée de nouveaux habitants, par le renforcement d'une centralité territoriale, par la recherche d'une meilleure qualité de vie ou par l'atteinte d'objectifs en matière d'innovation et d'écologie. La Région entend apporter son aide financière à des équipements qui démontrent leur inscription dans une approche écologique ou font preuve d'innovation.

II. Eligibilité

a) Porteurs de projet

Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que les établissements publics territoriaux d'Île-de-France peuvent présenter des projets de quartier innovant et écologique.

b) Bénéficiaires de la subvention

Les bénéficiaires de l'aide sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, les établissements publics territoriaux, les établissements publics d'aménagement et **les offices publics d'habitat** dès lors qu'ils interviennent sur le périmètre de compétence défini dans leurs statuts, ainsi que toute autre personne publique,

para publique ou privée intervenant dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée (concession d'aménagement ou autres).

c) Opérations éligibles

Ces quartiers peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la commune, ou de l'EPCI, ou d'un établissement public, ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée.

En cas de maîtrise d'ouvrage d'un office public de l'habitat, sont éligibles les opérations réalisées en initiative propre, financées par une commune, un EPCI à fiscalité propre ou un EPT.

En cas de maîtrise d'ouvrage déléguée, sont éligibles les actions réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée (SEM, SPL, ou tout autre type d'opérateur) dans le cadre d'un contrat relevant du titre I du livre quatrième de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales (DSP, concession de travaux, marché de partenariat) ou de l'article L. 300.4 du code de l'urbanisme (concession d'aménagement) et bénéficiant d'une participation financière de la commune ou de l'EPCI.

La subvention régionale doit avoir pour effet direct la baisse des coûts pesant sur la collectivité concedante pour la réalisation de l'opération susmentionnée, et ne doit en aucun cas procurer un avantage économique au risque qu'elle puisse être qualifiée d'aide d'Etat conformément à l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

d) Projets de quartiers

Est éligible tout projet s'inscrivant dans la définition du quartier innovant et écologique tel que défini dans la partie I.b).

L'innovation : un objectif transversal

Un quartier innovant et écologique doit s'inscrire dans une logique de laboratoire de la ville de demain. L'innovation peut concerner de très nombreux aspects et devra s'apprécier de façon différente en fonction du lieu où elle est proposée.

Tout en respectant les différents objectifs énoncés ci-dessous, le projet de quartier devra se montrer particulièrement innovant sur au moins l'un d'entre eux (ces objectifs sont détaillés en annexe) :

- ✓ Un quartier qui contribue à l'effort régional de logement
- ✓ Un quartier vivant, mixant logements emplois et services de proximité, sûr et agréable
- ✓ Un quartier exemplaire en matière de transition écologique et énergétique
- ✓ Un quartier qui favorise les mobilités durables et qui intègre les enjeux de logistiques urbaines.
- ✓ Un quartier pensé dans sa globalité et ancré dans son territoire

Sans arrêter de taille minimale qui ne correspondrait pas à toutes les réalités régionales, il est attendu que le quartier candidat soit d'une dimension significative pour que son engagement en faveur du développement durable ait un sens. Un quartier est nécessairement constitué de plusieurs îlots.

Dans le cadre du respect de l'esprit de la délibération n° CR 2017-02 relative à « l'action régionale pour la production de logements - amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social », les communes candidates comptant plus de 30% de logements sociaux (hors logements PLS) ont l'obligation de s'engager par courrier à ne pas construire de nouveaux logements en PLAI sur le quartier proposé au dispositif 100 quartiers

innovants et écologiques, à moins qu'il ne s'agisse de reconstitution de l'offre dans le cadre de la politique de renouvellement urbain.

Répondant aux objectifs de la stratégie régionale fret et logistique, les projets candidats devront présenter une analyse des enjeux logistiques permettant de comprendre comment seront organisés l'acheminement des marchandises, l'approvisionnement des commerces et la gestion des livraisons aux particuliers. Ils préciseront notamment des éléments quantitatifs en termes de flux générés et de suivi des émissions polluantes (GES et qualité de l'air), les aspects de réglementation de circulation et de livraisons, les équipements à prévoir notamment en termes d'avitaillement en carburant alternatif, les possibilités de mutualisation des équipements pour mixer les usages et limiter les besoins de construction.... La description devra permettre de mieux comprendre l'impact de l'organisation logistique du quartier à l'échelle locale et à l'échelle régionale.

e) Actions subventionnées

Afin de soutenir des projets opérationnels, l'aide régionale est une aide en investissement, qui vise des actions dont la maturité permet une mise en œuvre rapide. La première demande de subvention doit intervenir dans un délai d'un an à compter de l'approbation de la convention-cadre par la commission permanente.

Dans une logique de ville durable, la Région entend faire converger différents moyens d'intervention dont elle dispose au sein de ces quartiers exemplaires.

Aide spécifique

L'aide régionale spécifique pour les 100 quartiers innovants et écologiques porte en priorité sur le domaine de l'aménagement :

- Les projets ou réalisations qui concourent au caractère innovant et écologique du quartier ;
- Les équipements de proximité nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants (réalisation ou amélioration) : petite enfance, scolaires et périscolaires, sportifs, culturels, santé, loisirs, équipements de livraison pour les habitants et les entreprises (espaces logistiques urbains, mini hubs ...) si le caractère innovant ou écologique de l'action est avéré ;
- L'aménagement des espaces publics qui permettent d'améliorer la qualité urbaine, la cohésion sociale et les déplacements piétons et cyclables, et les flux de marchandises si le caractère innovant ou écologique de l'action est avéré ;
- Les prestations d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la mesure où celles-ci sont relatives à la mise en œuvre d'une ou des actions du programme dans une limite financière de 10% par action.

Afin d'améliorer la réflexion sur des sujets nouveaux ou expérimentaux, il est possible pour les lauréats d'inclure dans leur tableau d'action une étude d'aide à maîtrise d'ouvrage, à l'échelle du quartier, ciblée sur une thématique spécifique (économie circulaire, biodiversité, agriculture urbaine, matériaux géo-sourcés...) dans une limite financière de 10% de la dotation régionale accordée au quartier.

Sont exclues du champ de financement de cette aide spécifique : la construction, la réalisation ou la réhabilitation de logements relevant d'autres dispositifs ainsi que les acquisitions foncières et les dépollutions foncières. Les acquisitions de locaux (hors terrain d'assiette) sont éligibles.

Autres aides régionales

Pour renforcer son accompagnement en faveur des 100 quartiers innovants et écologiques, et selon la nature des actions présentées par le porteur de projet, la Région peut mobiliser ses

autres dispositifs à la condition que les actions proposées répondent aux modalités d'éligibilité requis par ces dispositifs, dans les domaines suivants :

- Environnement :
 - La transition énergétique et la réduction de l'empreinte carbone : réhabilitation du parc existant, efficacité énergétique, production d'énergies renouvelables (réseaux de chaleur, chaufferies bois, géothermie de surface...)
 - La restauration de la biodiversité et de la nature en ville : végétalisation, gestion alternative de l'eau dans la ville, restauration de la trame verte et bleue, renaturation des berges, zones humides, toitures végétalisées exemplaires...
 - La réduction de la pollution, du bruit et l'amélioration de la qualité de l'air
 - La réduction et la valorisation des déchets au niveau local sur l'espace public ou des espaces dédiés (compostage de quartier, espaces mutualisés, recycleries/ressourceries, déchèteries, espaces de tri et d'apport volontaire, dispositifs de collecte des biodéchets)
 - L'intégration de matériaux biosourcés dans les opérations de construction et de réhabilitation¹ peut faire l'objet d'une demande d'aide dans le cadre du dispositif « Réflexe bois-biosourcés » pour financer une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage spécifique.
 - Le développement de l'économie circulaire notamment par la prise en compte du réemploi sur site et de gestion des déchets de chantier...
- Mobilité locale : intermodalité, circulations en modes actifs, logistique locale, soutien à la mobilité innovante et partagée, écomobilité (plans de déplacement scolaires et d'entreprises...), sécurité routière, stationnement, déclinaison du PDU à l'échelle locale...
- Agriculture urbaine et circuits courts
- Promotion d'un meilleur équilibre habitat-emploi local : lieux de télétravail, espaces de coworking, permettant de limiter les déplacements domiciles-travail
- Développement de la ville intelligente, mobilisant le numérique pour une meilleure gestion urbaine, permettant des économies d'utilisation des ressources (eau, énergie)
- Dispositifs en faveur du développement économique des territoires
- Logement.
- Stratégie fret et logistique : desserte des zones logistiques, innovation, projets logistiques partenariaux, logistique dans les projets d'aménagement

Une articulation peut également être cherchée avec les fonds européens et les dispositifs régionaux relatifs aux quartiers prioritaires de la politique de la ville et au renouvellement urbain.

Une même action ne peut en revanche cumuler l'aide spécifique aux 100 quartiers innovants et écologiques et une autre aide de la Région.

III. Procédure de dépôt et de sélection des projets

a) Etapes

1. Dépôt du dossier par le porteur de projet

Dès le vote du présent règlement par l'Assemblée régionale, les communes et intercommunalités franciliennes peuvent adresser leur(s) dossier(s) de demande à la Région.

¹ Détails sur <https://www.iledefrance.fr/reflexe-bois-biosources>

Le dépôt se fait de façon dématérialisée sur mesdemarches :
<https://mesdemarches.iledefrance.fr/aides/#/cridfprd/connecte/PCTDATSPC951ET1023/depot/simple>

2. Sélection par le jury d'élus et de personnalités qualifiées

Un jury d'élus et de personnalités qualifiées se réunit une à deux fois par an, suivant le calendrier des commissions permanentes, pour sélectionner les projets de quartiers, les actions retenues et proposer le montant de la dotation régionale prévisionnelle, selon le mode de calcul défini dans la partie IV du règlement.

Son avis est motivé au regard des objectifs définis dans la partie I du présent règlement, en s'appuyant sur l'analyse préalable d'un comité technique réunissant les services de la Région et de l'Institut Paris Region, et pouvant faire appel à d'autres experts selon la nature des dossiers.

L'examen du dossier porte sur la valeur du projet de quartier dans sa globalité et sur celle des opérations sur lesquelles l'aide régionale est attendue. Le dossier de candidature comporte obligatoirement, d'une part, un exposé sur la façon dont le quartier répond aux 6 objectifs et à l'exigence transversale d'innovation, et, d'autre part, pour chaque action proposée au financement régional, le détail sur son caractère innovant ou écologique (dans la fiche-action).

Le jury peut également :

- pour les dossiers sélectionnés : demander des éléments complémentaires avant la présentation du projet à la commission permanente ;
- pour les dossiers non-sélectionnés : indiquer les pistes d'amélioration et autoriser la collectivité territoriale à soumettre ultérieurement un dossier affiné ;
- invalider tout dossier incomplet, ne comportant pas les éléments permettant de juger la pertinence des réponses apportées aux objectifs régionaux.

3. Approbation finale par la commission permanente du conseil régional

Les propositions du jury sont examinées par la commission permanente du conseil régional qui désigne, sur cette base, les projets lauréats, arrête le programme d'actions négocié et le montant de la dotation régionale prévisionnelle et approuve la convention-cadre qui en découle.

La commission permanente peut attribuer à la même séance les premiers financements d'opérations contractualisées.

b) Composition du jury

Le jury est présidé par le Vice-président chargé de l'écologie, du développement durable et de l'aménagement.

Il est composé de :

- 8 élus régionaux :
 - Le Vice-président chargé de l'aménagement
 - 7 élus nommés par arrêté de la Présidente du Conseil régional
- 8 personnalités qualifiées nommées par arrêté de la Présidente du Conseil régional.

IV. Montants des aides régionales

a) L'aide régionale spécifique aux 100 quartiers innovants et écologiques

Afin de s'adapter à la diversité des situations, en particulier en zone urbaine et en zone rurale, les porteurs de projet pourront choisir entre deux modes de calcul de la dotation régionale prévisionnelle :

- un taux d'intervention régional de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention régionale par quartier s'adressant davantage aux secteurs urbains où sont réalisés des projets souvent partenariaux et d'envergure,
- un taux d'intervention régional de 50% maximum dans la limite de 1M€ de subvention régionale par quartier s'adressant davantage aux territoires ruraux porteurs, par nature, de projets d'échelle plus locale.

La dotation régionale prévisionnelle est ensuite ventilée d'un commun accord entre le(s) porteur(s) de projet et la Région sur l'ensemble des actions négociées à l'échelle du quartier.

Le porteur du projet de quartier, qui, dans sa globalité, s'engage sur un taux d'au moins 50% de surface de plancher de l'ensemble des constructions à venir (neuves ou réhabilitation) en matériaux biosourcés pourra obtenir le doublement de la subvention pour les actions présentées (bâtiments neufs ou rénovés) qui visent le label « bâtiment biosourcé » niveau 1 ou supérieur.

Dans ce cas, pour chaque action éligible au doublement :

- le taux d'intervention régional maximum pourra passer selon le mode de calcul choisi, de 30% à 50 % ou 50 % à 70%,
- ainsi si toutes les actions sont concernées, l'enveloppe globale maximale par quartier pourra potentiellement être doublée, le plafond passant de 1 à 2M€ ou de 4 à 8M€ maximum par quartier, selon le mode de calcul choisi.

Au moment du dépôt du dossier de demande de subvention, pour les actions postulant à ce doublement, le demandeur devra fournir :

- la notice descriptive du projet au stade APD du bâtiment, indiquant les matériaux envisagés et leur utilisation (différents lots),
- ainsi que l'état de l'utilisation des matériaux biosourcés dans l'ensemble des opérations en travaux et déjà achevées, dans le cadre du Quartier Innovant et Ecologique, afin de suivre l'engagement du 50% de surface de plancher en biosourcés sur l'ensemble du quartier.

Le taux de cofinancement s'applique sur le coût total HT.

b) Les autres aides régionales

Pour les autres aides mobilisées dans le cadre de ces quartiers, les montants et modalités sont définis dans le cadre des dispositifs régionaux concernés.

Dans un souci de cohérence, de renforcement de l'intervention régionale et de simplification des demandes d'aide par les collectivités territoriales, une analyse transversale des projets pouvant relever de ces différents dispositifs régionaux sera menée par le comité technique.

V. Conventionnement

Une convention-cadre « 100 Quartiers Innovants et Ecologiques », conforme au modèle annexé au présent règlement, approuvée par délibération de la commission permanente et signée entre le(s) porteur(s) du projet et la Région fixe :

- les objectifs et intentions poursuivis par la collectivité en matière d'aménagement et de développement sur l'ensemble de son territoire ainsi que sur le quartier retenu, en toute cohérence avec les principes retenus dans le SDRIF et le SRCAE,
- la dotation régionale prévisionnelle,
- le programme d'actions négocié précisant pour chaque action : l'objectif poursuivi, la maîtrise d'ouvrage, l'échéancier de réalisation, le coût prévisionnel, le plan de financement prévisionnel, et, pour chaque action de construction ou de réhabilitation de bâtiment postulant au doublement de la subvention au titre du biosourcé, la surface de plancher prévue ainsi que le niveau du label « bâtiment biosourcé » visé, en référence aux conditions définies par arrêté ministériel,
- la ventilation de la dotation régionale prévisionnelle sur le programme d'actions négocié, précisant, lorsque le cas se présente, le doublement de la subvention régionale pour les actions de construction ou de réhabilitation de bâtiment visant au moins le niveau 1 du label « bâtiment biosourcé »,
- le cas échéant, la liste d'actions relevant d'autres dispositifs régionaux prévus dans le cadre du projet de quartier.

Afin d'assurer une répartition territoriale de l'aide :

- la signature d'une seule convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » par quartier est permise quel que soit le porteur de projet
- la signature de deux conventions-cadres « 100 quartiers innovants et écologiques » maximum est permise sur le territoire d'une commune.

A cet égard, une attention particulière sera apportée à l'équilibre géographique des projets et au maillage harmonieux de leur répartition territoriale.

Le dernier dossier de demande de subvention doit être déposé au plus tard 4 ans et demi après la date de la commission permanente approuvant la convention-cadre. Ce dossier doit, le cas échéant, être finalisé dans les trois mois qui suivent et, en tout état de cause, la décision de la commission permanente relative à la dernière attribution ne peut intervenir au-delà du délai de 5 ans à compter de la date d'approbation de la convention-cadre.

L'aide régionale visant à soutenir la mise en œuvre opérationnelle des quartiers, le maître d'ouvrage bénéficiaire s'engage à adresser à la Région sa première demande de subvention au plus tard un an après l'approbation de la convention-cadre par la commission permanente. Dans le cas où le porteur de projet souhaite modifier ou substituer une action inscrite dans le programme de la convention-cadre, le dossier de quartier doit être représenté devant le jury. Après approbation du jury, la modification fait l'objet d'un avenant à la convention-cadre, soumis à l'approbation de la commission permanente.

Chacune des actions financées par la Région conformément au programme d'actions de la convention-cadre fait l'objet d'une convention de financement entre la Région et le bénéficiaire de la subvention régionale.

Trois cas de figure peuvent se présenter :

- Cas n° 1 - le bénéficiaire de l'aide est le porteur de projet : dans ce cas, la convention de financement est signée entre le porteur de projet et la Région.
- Cas n° 2 - le bénéficiaire de l'aide est un maître d'ouvrage public autre que le porteur de projet : dans ce cas, la convention de financement est signée entre le bénéficiaire et la Région.
- Cas n° 3 - le bénéficiaire de l'aide intervient dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée : dans ce cas, la convention de financement est signée entre le bénéficiaire, la collectivité concédante (porteur de projet ou non) et la Région.

Chaque bénéficiaire de subvention est soumis à l'obligation pour les structures subventionnées [de publier une ou plusieurs offres de stage sur la plateforme « Trouver un](#)

stage en Ile-de-France ». ~~d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum,~~ conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 ~~modifiée et aux objectifs cibles de la Région :~~

Montant de la dotation	Plancher
De 1 € à 23.000 €	1 stagiaire
De 23.001 à 100.000 €	2 stagiaires
De 100.001 € à 500.000 €	3 stagiaires

~~Au delà, le nombre de stagiaires fait l'objet d'une négociation annuelle avec le bénéficiaire de la subvention s'appliquant à l'ensemble des subventions,~~

~~La négociation peut prendre en compte la situation de handicap du stagiaire,~~

~~Le nombre de stagiaires peut être fixé au cas par cas en fonction :~~

- ~~• du montant de la subvention,~~
- ~~• de la capacité d'accueil de la structure,~~
- ~~• des plafonds légaux.~~

VI. Mise en œuvre et suivi

L'état d'avancement de la convention-cadre fait l'objet d'un suivi technique annuel dans le cadre d'un comité technique *ad hoc* associant *a minima* le(s) porteur(s) de projet et les services de la Région. Un bilan partagé avec la Région est produit par le(s) porteur(s) de projet à l'issue de la mise en œuvre du programme d'actions négocié.

VII. Visibilité de l'action régionale

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, les bénéficiaires des subventions régionales s'engagent à valoriser la contribution régionale dans toutes leurs actions et supports de communication, promotion et médiatisation liées à l'objet de ce soutien. De plus, ils s'engagent à informer suffisamment en amont la Région de tous événements, manifestations et opérations de valorisation des projets subventionnés afin que celle-ci puisse le cas échéant être représentée.

Les obligations à respecter par les bénéficiaires en la matière sont détaillées dans les conventions de financement.

Annexe : les objectifs détaillés des 100 Quartiers Innovants et Ecologiques

Les projets sont sélectionnés selon leur capacité à répondre aux objectifs suivants et à proposer au moins une réponse innovante dans l'un de ces domaines.

Pour la constitution de leur dossier, les porteurs de projet peuvent s'appuyer, sur les outils et démarches d'accompagnement mises en place par la Région et de ses partenaires en faveur du développement durable (référentiels, chartes, ...).

L'innovation : un objectif transversal

Le quartier s'inscrit dans une logique de laboratoire et d'expérimentation de la ville de demain. L'innovation peut concerner de très nombreux aspects du quartier. Tout en respectant chacun des objectifs ci-dessous, le projet de quartier doit se montrer particulièrement innovant sur au moins un des objectifs cités.

L'innovation peut s'apprécier notamment par la nouveauté des procédures et des pratiques d'aménagement, par l'effet démonstrateur du quartier pour d'autres projets urbains. L'innovation peut s'inscrire dans la promotion de nouveaux usages de la ville, notamment grâce au numérique ; elle peut également rendre l'habitant plus actif dans sa mobilité et pendant ses déplacements, dans l'accès aux services ou encore dans la gestion de son logement. Enfin, l'innovation peut résider dans l'exemplarité des résultats obtenus en matière de performances énergétiques par exemple.

Elle est mesurée de façon différente selon le contexte et le lieu dans lequel le projet est réalisé.

Le dossier du porteur de projet peut montrer notamment en quoi la conception puis la gestion du quartier permet de constituer :

Un quartier qui contribue à l'effort régional de logement

Le projet de quartier est porté par un territoire qui s'engage sur une contribution significative à l'effort de construction régionale, en vue d'atteindre l'objectif de réalisation de 70 000 logements par an en Île-de-France.

L'effort de construction est apprécié en fonction de la localisation du territoire, de la mixité du programme, de la politique de logement communale et intercommunale (par le biais des PLH notamment quand ils existent) et de la réponse apportée aux objectifs de la Région en matière de logement.

L'offre de logements du quartier répond à la diversité des besoins des populations du territoire (familles, étudiants, personnes âgées, jeunes travailleurs, ...) en favorisant une variété des catégories de logements (locatif social et privé, accession sociale et libre, hébergement, habitat participatif) et des typologies (taille, collectif/individuel...). A ce titre, il sera veillé à ne pas concentrer les logements très sociaux en application de la délibération n°CR 39-16 relative à l'action régionale en faveur du logement dispositif anti-ghettos.

Un quartier vivant, mixant logements, emplois et services de proximité, sûr et agréable

Les quartiers sont des lieux de vie, du vivre-ensemble où les Franciliens peuvent non seulement habiter, mais aussi travailler, trouver des services et équipements, s'éduquer, s'épanouir, s'impliquer dans la vie locale, tisser des liens, développer un sentiment d'appartenance et de cohésion sociale.

Les projets doivent traduire un effort notable d'amélioration de la ville de la proximité.

Ils comprennent des actions majeures en matière d'équipements de proximité nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants (petite enfance, scolaires et périscolaires, sportifs, culturels, santé, loisirs...) et d'aménagement des espaces publics qui permettent d'améliorer la qualité urbaine et la vie des habitants (résorption des coupures urbaines, création d'espaces verts de détente et de respiration, amélioration de la trame paysagère, déplacements piétons et cyclables, agriculture urbaine et jardins partagés, gestion écologique des espaces extérieurs...).

Le quartier favorise la mixité intergénérationnelle, sociale et fonctionnelle, tant du point de vue des liens sociaux que de l'accessibilité physique des aménagements et équipements. Son offre de logements, de services, d'équipements et d'emplois répond aux besoins de toutes les populations qui le composent. Ses projets permettent la mutualisation des usages (équipements multifonctionnels, utilisations différenciées des bâtiments selon les moments de la journée et de la semaine...) et favorisent les rencontres (espaces intergénérationnels, lieux associatifs et culturels...). Ses projets intègrent le principe de mutation, du fait de l'évolution rapide des pratiques urbaines et des besoins des habitants. La conception des quartiers répond à cette exigence d'adaptabilité.

Le projet favorise l'équilibre habitat-emploi. Il contribue à la diversification de l'offre d'emploi, notamment par le maintien et l'accueil d'une économie de proximité : commerces, services, PME-PMI, activités d'économie résidentielle, des structures d'économie sociale et solidaire, espaces de travail partagés, tiers lieux...

Un quartier exemplaire en matière de transition écologique et énergétique

Les projets visent prioritairement à améliorer la performance environnementale des quartiers, en s'inscrivant dans les orientations des différents schémas et plans régionaux.

Ils favorisent le maintien ou la restauration de la biodiversité et de la nature en ville. Rompant avec un urbanisme trop minéral, ils prévoient des actions de végétalisation et de renaturation, de lutte contre les îlots de chaleur, de reconstitution des continuités écologiques (trames vertes et bleues), de gestion alternative de l'eau, d'ouverture de la ville sur le fleuve, d'aménagement écologique des berges. Ils pensent, dès la phase de conception, la problématique de la gestion écologique des espaces verts aménagés.

Économes en espace, les quartiers préviennent le mitage des terres agricoles et des paysages naturels, construisent en priorité la ville sur la ville (reconversion de bâtiments existants et de friches) et limitent l'artificialisation de sols et leur imperméabilisation.

Le quartier s'inscrit dans une stratégie énergétique et participe activement à la transition énergétique et la réduction de l'empreinte carbone. D'une part, il favorise la réduction des consommations d'énergie à travers la réalisation de projets sobres, la gestion optimisée de la distribution et des consommations d'énergie (« smart grids », bâtiments intelligents...), la rénovation énergétique des bâtiments et l'accompagnement de l'évolution des usages. D'autre part, il peut intégrer la production d'énergies renouvelables et de récupération (solaire thermique ou photovoltaïque, réseaux de chaleur, pompes géothermiques et aérothermiques de surface, chaufferies bois...).

Les aménagements permettent un meilleur traitement des pollutions, nuisances et risques. Ils participent notamment à l'amélioration de la qualité de l'air, à la réduction du bruit en milieu urbain, au traitement des sols pollués, la gestion des eaux pluviales et à la prise en compte des risques d'inondation dans les constructions.

Le quartier privilégie le développement des circuits courts, notamment en favorisant les activités agricoles destinées à la distribution locale.

Logique d'économie circulaire

La conception du quartier doit anticiper le cycle de vie du foncier en favorisant la mutualisation des espaces, la mutabilité des constructions, et en intégrant le principe de l'économie de la fonctionnalité appliquée au foncier.

Le quartier innovant et écologique privilégie les éco-matériaux (issus du réemploi, issus du recyclage, biosourcés, géo-sourcés...) et un approvisionnement local. La déconstruction sélective à l'appui d'un diagnostic produits-matériaux-déchets, et l'anticipation de la gestion des déblais/remblais, permettent de favoriser les solutions de valorisation et de tendre vers des chantiers « zéro déchet » :

Pour la gestion des futurs déchets, le quartier prévoit les équipements adéquats : ressourceries, repair café, espaces de partage, locaux poubelles/conteneurs enterrés, aménagements urbains permettant la collecte et le tri des déchets...

La prise en compte de la gestion des biodéchets et des espaces verts doit permettre de favoriser les solutions de compostage de proximité, la valorisation du compost avec des circuits agricoles de proximité, et la récupération des eaux pluviales et de ruissèlement.

Usage des ressources renouvelables

L'objectif est de promouvoir l'utilisation de matériaux biosourcés (bois, chanvre, paille, ouate de cellulose, ...) au sein des Quartiers Innovants et Ecologiques.

Pour atteindre cet engagement à l'échelle du quartier, les directives d'aménagement doivent fixer des objectifs équivalents au niveau 1 du label « Bâtiment biosourcé » et tous les acteurs de l'opération, aménageurs, promoteurs et maîtres d'ouvrage doivent être incités à signer le « Pacte Bois Biosourcés ». Une information sur l'existence du dispositif « Reflexe bois-biosourcés » doit être faite en amont des opérations afin que les acteurs puissent bénéficier, s'ils le souhaitent.

Enfin, le projet de quartier peut démontrer son exemplarité en visant des objectifs spécifiques du type territoire à énergie positive, « 0 déchet » ou « 0 phyto ».

Un quartier qui favorise les mobilités durables et qui pense son fonctionnement logistique

Les quartiers favorisent les mobilités durables pour les personnes et les marchandises (logistique urbaine), en rendant les déplacements moins dépendants des modes individuels motorisés. L'aménagement du quartier, notamment en améliorant la qualité de ses espaces publics et en promouvant les offres de mobilité alternatives à la voiture particulière, concourt au développement des mobilités actives et/ou innovantes. Les aménagements de la voirie et des espaces publics pour les vélos et les piétons répondent à des usages locaux, de rabattements vers les transports en commun et de loisirs. Le quartier facilite l'utilisation collective de la voiture (covoiturage, auto-partage, transports à la demande, politique de stationnement adaptée...) et des véhicules moins émetteurs (écomobilité...). L'accompagnement vers ces nouveaux usages, rendant les habitants davantage acteurs dans leurs mobilités, est apprécié.

L'organisation des livraisons et des transports de marchandises notamment avec le développement du e-commerce et des livraisons à domicile, est devenue un élément structurant pour contribuer aux objectifs de réduction de l'impact écologique et préserver le bon fonctionnement des espaces publics et de qualité de vie des riverains.

Pour être agréable à ses habitants comme à ceux qui y travaillent, il est nécessaire d'y mener une réflexion sur les flux qui lui permettent d'assurer son fonctionnement. La démarche des 100 quartiers innovants et écologiques doit être l'occasion de faire le point sur ses besoins et ce qui pourrait être amélioré en matière de circulation de marchandises, en tenant compte des

évolutions attendues et des évolutions sociétales. La prise en compte des besoins dans la conception des aménagements permettra de mieux organiser les flux amont (approvisionnement des commerces) et aval (livraison finale au particulier), de favoriser leur mutualisation et de faciliter l'intégration urbaine et la multifonctionnalité de ces espaces. Cette réflexion doit permettre d'identifier les flux générés par les entreprises implantées, les habitants, de s'interroger sur la présence d'emplacements de livraison adaptés pour les commerces, la possibilité pour un camion d'accéder aux pieds des immeubles pour les emménagements/déménagements, l'opportunité de favoriser la mise en place d'un hub de livraison, d'une station d'avitaillement en carburants alternatifs, de dimensionner les pistes cyclables existantes ou à créer pour les vélos cargos (et les vélos familiaux).

Ces aménagements viseront à promouvoir l'usage des modes de livraison plus respectueux de l'environnement (cyclo logistique, véhicules non polluants, points relais ou conciergerie pour réduire les flux finaux...).

L'utilisation de nouvelles technologies et de systèmes innovants (IoT, capteurs, ...) pour construire une connaissance des flux de marchandises à l'échelle du quartier et faciliter leur prise en compte dans les choix d'aménagement et l'adaptation des réglementations sera appréciée.

Les projets d'aménagement privilégient la création de logements, d'emplois et de services autour ou à proximité des réseaux de transport en commun existants et à venir, notamment des pôles de transport structurants (gares, stations de tramway, de métro, arrêts de bus à haut niveau de service). Il convient d'organiser les rabattements vers les pôles de transports en commun dans une logique d'intermodalité et d'accessibilité pour tous (y compris les personnes à mobilité réduite).

Un quartier pensé dans sa globalité et ancré dans son territoire

Le quartier est une entité cohérente, pensée en association avec les populations. Ce dialogue est mené à toutes les étapes du projet, de la conception du quartier à la gestion courante, favorisant ainsi l'appropriation du quartier par ses habitants et usagers. De même, le projet prévoit les modalités de concertation et de partenariat avec les autres acteurs locaux : partenaires institutionnels, opérateurs, acteurs économiques...

Le quartier s'intègre dans un territoire plus vaste, à travers une stratégie globale pensée à l'échelle communale et intercommunale. Le projet prend en compte les documents de planification locaux et intercommunaux (SCOT, PLU, PLD, PLH...), les démarches de développement durable si elles existent de type « Agenda 21 », « plan climat air énergie territorial », ainsi que les autres schémas régionaux. Il apporte une réponse aux besoins identifiés à ces différentes échelles, en s'appuyant sur les études réalisées. Il précise les complémentarités avec les projets d'aménagement voisins et examine les possibilités de mutualisation et de mixité des usages.

Le projet intègre une analyse des coûts globaux de réalisation, de gestion et de maintenance du futur quartier. Il favorise l'adaptabilité et la réversibilité des aménagements. Il fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation réguliers reposant sur des indicateurs précis.

Annexe 7 - Projet partenarial d'aménagement Mont d'Est à Noisy-le-Grand

PPA

LA TRANSFORMATION DU MONT D'EST



NOISY EST



PREAMBULE.....	4
A. AMBITIONS ET OBJECTIFS DU PPA	6
A.1. Orientations stratégiques	6
A.1.1. Orienter et accompagner le devenir du tertiaire	6
A.1.2. Retravailler la trame urbaine	6
A.1.3. Mettre la qualité environnementale au service du cadre de vie.....	7
A.1.4. Développer une stratégie sur l’habitat et retrouver un équilibre de peuplement contribuant à l’attractivité du site	7
A.2. Objectifs contractuels	8
A.2.1. Engager les partenaires dans un PPA de préfiguration	8
A.2.2. Garantir la cohérence des projets	8
A.2.3. Engager les études préalables pour aboutir à un Plan Guide.....	9
A.2.4. Projeter la signature d’un PPA opérationnel	9
B. LES SIGNATAIRES DU CONTRAT.....	10
C. Le projet « TRANSFORMATION DU MONT D’EST »	11
C.1. Périmètres du projet	11
C.1.1. Périmètre d’action	11
C.1.2. Périmètre de réflexion élargi	12
C.2. Insertion du projet dans son contexte	13
C.3. Présentation des projets déjà engagés et avancement	13
C.3.1. Aménagement du quartier ABRAXAS et démolition / reconstruction des rampes PKO ..	13
C.3.2. Implantation d’une ferme urbaine	15
C.3.3. Esplanade de la Commune de Paris	16
C.3.4. Reconversion de Noisy Résidence	18
C.3.5. Aménagement de la ZAC Maille Horizon NORD	19
C.3.6. Aménagement de la ZAC Maille Horizon SUD	20
C.3.7. Opération programmée d’amélioration de l’Habitat copropriétés dégradées (OPAH CD) les Espaces d’Abraxas.....	21
D. Présentation des actions.....	22
D.1. Pour mémoire : Etude stratégique préalable au PPA	22
D.2. ETAPE 1 : Etudes préalables et diagnostics.....	23
D.2.1. ETUDES PLATEFORMES	23
D.2.2. ETUDES PERIMETRIQUES	24
D.3. ETAPE 2 : Etudes de faisabilité technique.....	25
D.4. ETAPE 3 : Définition de scénarios	25
D.5. ETAPE 4 : Plan Guide.....	25
D.6. En continu : concertation des usagers.....	26
D.7. Bilan financier prévisionnel du projet.....	26

D.8. Calendrier des études	26
E. Gouvernance du contrat.....	27
E.1. Pilotage et principes de conduite du projet.....	27
E.1.1. Organisation des maîtrises d’ouvrage.....	27
E.1.2. Désignation d’un opérateur unique.....	27
E.1.3. Points d’arrêts	28
E.2. Organisation des instances de suivi	28
E.2.1. Le comité de pilotage (COPIL)	28
E.2.2. Le comité technique (COTECH)	28
E.2.3. Le comité restreint.....	29
E.2.4. Suivi et évaluation.....	29
E.3. Les référents du PPA	29
F. engagements des parties.....	30
G. Mise en œuvre du PPA.....	34
G.1. Communication autour du projet.....	34
G.2. Durée et actualisation du contrat.....	34
H. Liste des annexes	35
I. Signatures	35

PREAMBULE

La Ville de Noisy le Grand occupe une place stratégique au sein de l'est francilien, profitant d'une situation géographique aux portes de Paris et du dynamisme démographique et économique hérité des années 1970 et de l'aménagement de la ville nouvelle de Marne la Vallée.

Le quartier du Mont d'Est incarne l'une des opérations pionnières de la ville nouvelle, aménagée à l'époque par EPA Marne dans un mouvement de rééquilibrage vers l'Est de la croissance économique régionale. Il s'agit du Centre Urbain Régional de la ville nouvelle et du premier quartier d'affaire de l'Est parisien, qui réunit et organise de façon très ordonnée des commerces, des bureaux et des logements selon les principes de l'urbanisme de dalle.

Sa porte d'entrée, tournée vers Paris, est symbolisée par les Espaces d'Abraxas construits par Ricardo Bofill en 1983, véritable figure de proue du quartier. Avec les Arènes de Picasso réalisées dans le site voisin du Pavé Neuf, ils constituent un monument repère devant structurer cette urbanisation nouvelle et incarner la modernité de Marne la Vallée. La desserte du RER A, doublée de la proximité de l'autoroute, renforcent son caractère de quartier centralisateur et multifonctionnel souhaité pour la ville nouvelle.

Cependant, la complexité des dessertes intérieures et le ceinturage du quartier par un large boulevard lui confèrent une dimension d'enclave isolée du reste de la commune. Les dysfonctionnements engendrés par la déconnexion des dalles piétonnes, le vieillissement des espaces publics, l'obsolescence des bureaux et l'accélération non maîtrisée des mutations du tissu tertiaire, menacent l'avenir du site.

Par ailleurs, la situation privilégiée du quartier comme carrefour d'échanges et pôle tertiaire d'envergure est aujourd'hui remise en perspective par le projet du Grand Paris Express et l'aménagement de Noisy Champs.

Dans ce contexte, la Ville porte un ambitieux projet de rénovation et de restructuration du Mont d'Est. Le réaménagement de l'esplanade de la Commune de Paris, le développement de la ZAC Maille Horizon Nord et l'aménagement des Espaces d'Abraxas préfigurent ainsi la transformation engagée sur le quartier d'affaires.

Un important travail reste à faire sur les liens et les transitions entre ces projets et les espaces limitrophes. Afin de mettre en cohérence les réflexions urbaines engagées et à venir, la Ville, l'Etat, la Métropole du Grand Paris et l'EPT Grand Paris Grand Est ont engagé en 2022 la mise en place d'un Projet Partenarial d'Aménagement (PPA). Cet outil doit permettre d'accélérer la définition et la mise en œuvre d'un projet d'aménagement complexe, à travers le partage des objectifs et des actions entre les partenaires publics et privés du territoire, l'organisation de la gouvernance et la mutualisation des financements. La Banque des Territoires et l'EPFIF ont confirmé leur volonté de participer et de s'inscrire parmi les partenaires et financeurs de cet ambitieux projet.

La Région et ses établissements publics ont manifesté leur intérêt pour ce PPA dans lequel s'inscrit notamment l'aménagement de l'Esplanade de la commune de Paris.

A plus long terme, la mutation du quartier du Mont d'Est présente une opportunité rare : offrir à Noisy le Grand et aux territoires auxquels la ville s'est associée une visibilité métropolitaine en terme d'innovation urbaine, d'inclusion sociale et de requalification des espaces publics.

Dans un monde en mouvement, les conceptions d'hier deviennent rapidement obsolètes.

Au-delà des quartiers d'affaires, il y a aujourd'hui une place pour un autre tertiaire.

Au-delà des quartiers de logements classiques, il y a désormais une place pour des quartiers « hybrides », qui tiennent compte des aspirations et des rythmes des jeunes générations, qui privilégient la multifonctionnalité des espaces privés, qui encouragent à la réoccupation des espaces publics.

Au-delà de la conception « patrimoniale » de l'aménagement urbain, il existe désormais une autre vision, qui privilégie l'usage des espaces privés et publics.

Au primat du « contenant », qui a prévalu depuis les années 60 du siècle précédent, se substitue aujourd'hui une aspiration au « contenu » qui, de manière croissante, conditionnera l'attractivité des quartiers naissants ou, comme le cas du Mont d'Est, des rénovations profondes.

L'opération engagée à travers le PPA du Mont d'Est sera donc conduite avec le souci constant de préparer la ville de Noisy le Grand aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de demain, et d'associer ses habitants et usagers à la définition de ce projet emblématique.

A. AMBITIONS ET OBJECTIFS DU PPA

A.1. Orientations stratégiques

Les signataires du PPA s'entendent sur l'ambition globale de poursuivre la transformation du Mont d'Est en établissant un Plan Guide d'ensemble qui assure une requalification urbaine, économique et environnementale durable.

Les orientations générales listées ci-dessous seront précisées en amont du lancement des études prévues par le PPA via une étude stratégique préalable dont le contenu et le calendrier sont précisés au point D.1.

A.1.1. Orienter et accompagner le devenir du tertiaire

Le quartier du Mont d'Est est identifié comme le 3^e pôle d'affaires en Ile de France réunissant 13 000 emplois et 550 000 m² de bureaux. Le développement économique et le renouvellement du tissu tertiaire et commercial sont de ce fait des enjeux stratégiques majeurs.

Le PPA visera donc à organiser et coordonner la redynamisation du tissu économique du Mont d'Est. Il définira pour cela les axes de développement et/ou de mutation sur lesquels positionner le marché tertiaire. Il veillera à assurer l'équilibre global du territoire en matière d'activités économiques en intégrant les marchés existants et en devenir, en vue de faire du quartier du Mont d'Est une destination forte et identifiable.

A.1.2. Retravailler la trame urbaine

L'urbanisme de dalle du Mont d'Est rend particulièrement tangible l'importance des continuités et des circulations dans l'espace public. Il pose la question des mutations et restructurations urbaines nécessaires afin de transformer les fondamentaux à l'origine des dysfonctionnements constatés sur le site.

Les signataires partagent le diagnostic d'un site enclavé et s'entendent sur la nécessité de résorber les discontinuités physiques et fonctionnelles pour lier les espaces entre eux et les connecter aux quartiers voisins.

Le PPA visera donc à retravailler en profondeur la lisibilité et la fluidité des déplacements, notamment en rendant intelligibles les différents niveaux de sols, et en apportant des perspectives et de la respiration. Il veillera en ce sens à intégrer le devenir des deux grands « blocs » urbains constitués par le centre commercial Les Arcades et le parking d'intérêt régional dit PKO. Il intégrera dans cette réflexion l'approche globale de la mobilité à mettre en œuvre sur le quartier entre les flux d'accès au RER, les mobilités douces, les livraisons, le stationnement et le parking d'intérêt régional.

L'approche urbaine devra également s'attacher à requalifier l'entrée de Ville depuis l'autoroute A4, à valoriser le patrimoine paysager et architectural du site et à assurer la tranquillité du quartier.

A.1.3. Mettre la qualité environnementale au service du cadre de vie

L'importante minéralité du Mont d'Est représente une opportunité pour la mise en œuvre d'un projet exemplaire dans l'adaptation et la transformation de l'urbanisme de dalle face aux enjeux du réchauffement climatique.

Au-delà de la renaturation du quartier, le PPA visera à garantir un niveau d'ambition élevé pour la qualité environnementale et l'amélioration du cadre de vie, et proposera pour cela une déclinaison appropriée par secteur d'intervention (rénovation énergétique des bâtiments, requalification des espaces publics, résorption des îlots de chaleur, récupération des eaux pluviales...) ainsi que des pistes d'expérimentations et d'innovations.

A.1.4. Développer une stratégie sur l'habitat et retrouver un équilibre de peuplement contribuant à l'attractivité du site

Le quartier connaît une forme de ségrégation urbaine et des problématiques d'usage qui entraînent une dégradation de l'image de ce secteur et accélère le phénomène de déqualification du quartier.

La présence de Noisy Résidence au centre du quartier, anciens bureaux transformés en centre d'hébergement, génère une occupation inadaptée dans des conditions d'accueil et de suivi dégradées. Diverses procédures sont en cours pour permettre la reconversion et la requalification du site.

A l'ouest du site se trouvent les Espaces d'Abraxas, un ensemble immobilier mixte d'environ 600 logements sujet à un fort sentiment d'insécurité, pour lequel une OPAH-CD (2022-2027) a été engagée afin d'accompagner, d'une part, le redressement du fonctionnement et, d'autre part, les travaux de rénovation indispensables à la revalorisation des copropriétés. Dans les logements sociaux, des objectifs adaptés devront être définis avec les bailleurs afin de rééquilibrer le peuplement des résidences dans la perspective d'une plus grande mixité sociale. Dans le cadre de l'OPAH-CD, les bailleurs sociaux – CDC Habitat au Palacio et Seqens au Théâtre – se sont engagés à porter provisoirement des logements pour les ménages les plus en difficulté.

D'autres ensembles de logements sociaux, mixtes ou privés sont présents sur le quartier et nécessitent un état des lieux poussé afin d'appréhender leurs éventuels besoins d'accompagnement dans des difficultés sociales, financières, juridiques ou techniques, et d'assurer la cohérence des actions avec le projet global de transformation du quartier. L'état des lieux des logements sociaux pourra s'appuyer sur les Conventions d'utilité sociales des bailleurs sociaux, la Convention intercommunale d'attributions de Grand Paris Grand Est ainsi que sur les travaux à venir de la Conférence intercommunale du logement. Le diagnostic de l'habitat privé mené par Grand Paris Grand Est en 2021-2022 a conclu à la nécessité de mettre en place une veille des copropriétés, notamment dans le cadre d'un dispositif de VOC (Veille et observation des copropriétés) qui sera lancé par Grand Paris Grand Est en 2023.

Enfin, les mutations d'initiatives privées de bureaux en logements, parfois en hébergements temporaires, se sont accélérées ces dernières années notamment sur les immeubles les plus anciens situés sur les dalles supérieures. Ces reconversions successives menacent le dynamisme économique du quartier et appellent la définition urgente d'une stratégie d'accompagnement sur ces immeubles.

Dans le cadre du projet de redynamisation du quartier, les opérations de logements devront donc s'inscrire dans une stratégie d'habitat et de peuplement globale participant à l'attractivité du Mont d'Est.

A.2. Objectifs contractuels

A.2.1. Engager les partenaires dans un PPA de préfiguration

A travers le présent contrat PPA, les signataires s'engagent à :

- Contractualiser sur la mise en place d'une gouvernance partagée pour la mise en œuvre d'un projet complexe ;
- Partager les mêmes ambitions stratégiques et s'engager dans une réflexion commune pour le devenir du quartier du Mont d'Est ;
- Permettre la bonne coordination des projets en cours et à venir en veillant au partage des informations et à la concertation des signataires préalablement aux décisions déterminantes ;
- Mutualiser les outils et les moyens financiers dont ils disposent pour accompagner la réalisation des différentes actions du PPA.

A.2.2. Garantir la cohérence des projets

La multiplicité des projets en cours sur le Mont d'Est et les territoires voisins pose la question de la cohérence globale et des connexions à assurer entre les projets, d'un point de vue à la fois programmatique (offre tertiaire et commerciale, volumes des constructions, identité et écosystème d'acteurs recherchés...), opérationnel (superposition des plannings, articulation des chantiers, gestion des nuisances...) et urbain (continuités d'espaces publics, adaptations du réseau viaire aux nouveaux trafics générés...).

Le présent PPA de préfiguration doit constituer un cadre afin de :

1/ Coordonner et identifier les points de connexions possibles, générant possiblement des adaptations à la marge, dans la réalisation des différents projets déjà en phase opérationnelle sur le périmètre d'intervention, à savoir :

- La requalification de l'Esplanade de la Commune de Paris
- L'implantation d'une ferme urbaine sur la dalle Gustave Courbet
- L'OPAH CD Abraxas
- La reconversion d'immeubles de bureaux

2/ Encadrer et accompagner la définition programmatique des opérations en cours d'études, à savoir :

- Le réaménagement du quartier ABRAXAS associé à la démolition et reconstruction des rampes Nord du parking PKO et à la requalification de l'allée du Clos des Aulnes ;
- La reconversion, voire la restructuration de l'hôtel social Noisy Résidence

- Le devenir des immeubles de bureaux mis en vente, notamment sur Central 1 et Central 2

3/ Définir et organiser les opérations à venir dans le cadre du Plan Guide à établir dans le cadre du présent contrat.

A.2.3. Engager les études préalables pour aboutir à un Plan Guide

Les signataires du contrat de préfiguration s'engagent à enclencher les actions et les études prévus suivant les modalités décrites au point D. L'objectif final du PPA de préfiguration étant de parvenir à la définition d'un Plan Guide qui décline, dans le respect des objectifs stratégiques définis, le programme opérationnel à engager.

Cela inclue :

- La validation préalable par les signataires des axes stratégiques lors d'un comité de pilotage. Ces axes stratégiques découleront d'une étude lancée préalablement à la signature du PPA et dont le contenu est précisé au point D.1 ;
- L'engagement, le suivi et la coordination des études suivantes :
 - o Etape 1 : études préalables dites « plateformes » et « périmétriques »
 - o Etape 2 : études techniques
 - o Etape 3 : définition de scénarios
 - o Etape 4 : Plan Guide
- L'animation, tout au long du contrat, de la concertation des usagers notamment à travers le Club Destination Mont d'Est

A.2.4. Projeter la signature d'un PPA opérationnel

A l'issue du PPA de préfiguration et de la validation du Plan Guide par l'ensemble des signataires, les partenaires impliqués dans la poursuite du projet s'accorderont sur la mise en place d'un PPA opérationnel afin de préciser les modalités de mise en œuvre des opérations définies au Plan Guide.

B. LES SIGNATAIRES DU CONTRAT

Le présent contrat de PPA de préfiguration rassemble dans un premiers temps les partenaires institutionnels initiateurs du projet, déjà engagés dans les projets en cours et les instances de travail pour la redynamisation du quartier.

Les signataires sont :

- **L'Etat**, représenté par le préfet de Seine-Saint-Denis M. Jacques WITKOWSKI ;
- **La Métropole du Grand Paris**, représentée par son président M. Patrick OLLIER ;
- **L'EPT Grand Paris Grand Est** représenté par son président M. Xavier LEMOINE ;
- **La Ville de Noisy le Grand**, représentée par son Maire Mme Brigitte MARSIGNY ;
- **La Région Ile de France**, représentée par sa présidente Mme Valérie Pécresse ;
- **EpaMarne**, représenté par son directeur général M. Laurent GIROMETTI ;
- **L'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France**, représenté par son directeur général, M. Gilles BOUVELOT ;
- **La Banque des Territoires**, représentée par le directeur régional Ile-de-France M. Richard CURNIER ;
- **La SPLA-IN NOISY EST**, représentée par sa présidente Mme Brigitte MARSIGNY ;
- **La SOCAREN**, représentée par sa présidente Mme Brigitte MARSIGNY.

Les signataires sont membres de droit des instances de gouvernance du PPA.

Le PPA pourra associer par ailleurs, dans ses instances de gouvernance, des partenaires non signataires, dont une liste (non exhaustive et soumise à évolution) est présentée ci-après :

- La société KLEPIERRE en tant que propriétaire du centre commercial Les Arcades ;
- La Région Ile-de-France ;
- Le conseil départemental de Seine-Saint-Denis ;
- Les opérateurs du logement présents sur le site, notamment SEQENS, CDC Habitat, INLI, LOGIREP ;
- La RATP ;
- La DIRIF

D'autres partenaires sont identifiés, notamment le collectif « Destination Mont d'Est » qui réunit les usagers du quartier (habitants, entreprises, commerces), et constitue la structure consultative privilégiée dans le cadre de la concertation à engager tout au long du PPA de préfiguration.

La liste des cosignataires pourra être élargie par voie d'avenant afin d'associer largement toutes les parties prenantes du projet en fonction l'avancement des études et de la stratégie d'intervention.

C. LE PROJET « TRANSFORMATION DU MONT D’EST »

C.1. Périmètres du projet

C.1.1. Périmètre d’action

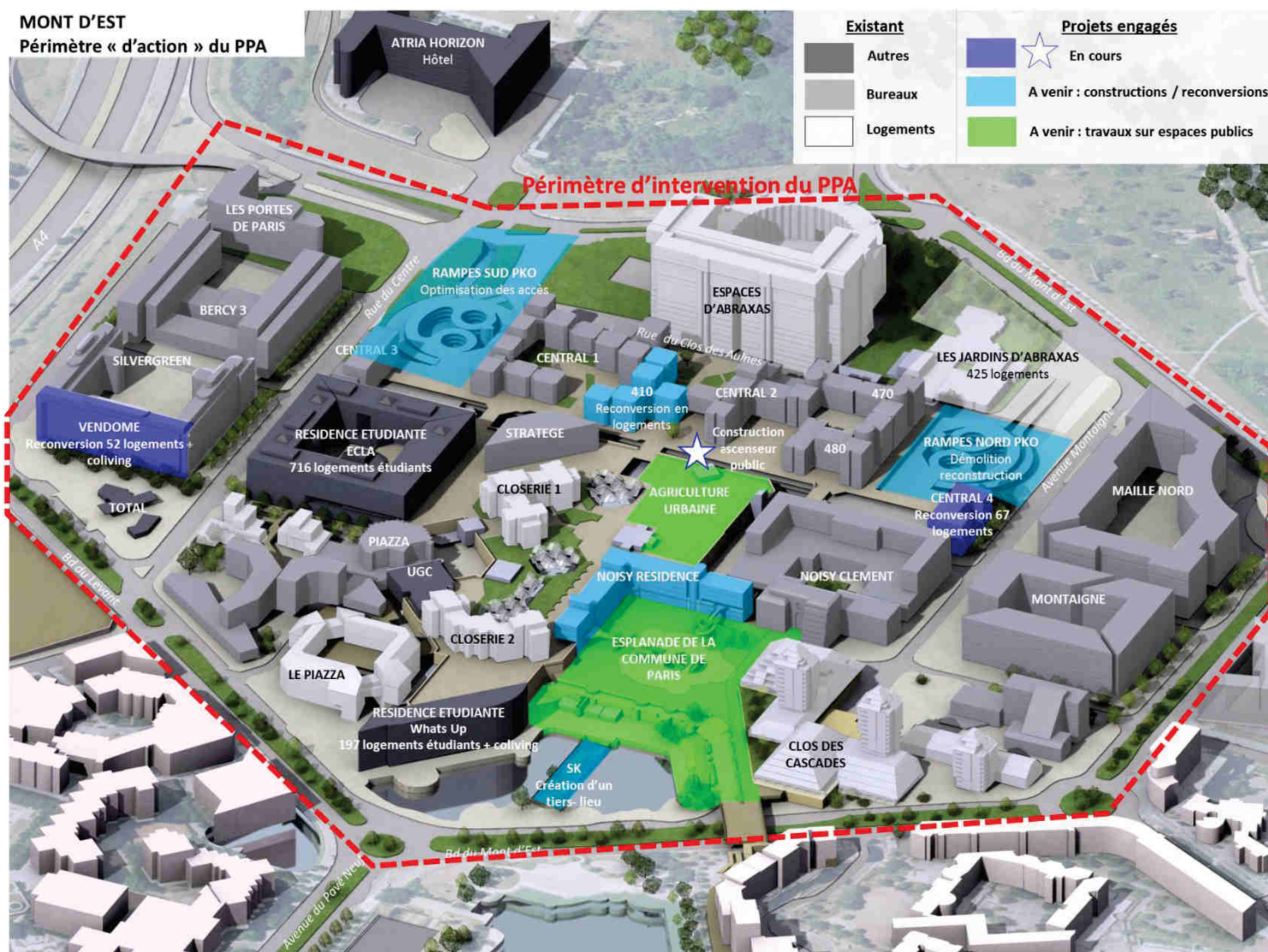
Le périmètre d’action dans lequel s’inscriront les futures opérations couvre l’intégralité du quartier du Mont d’Est, délimité en forme d’« hexagone » par les boulevards périphériques suivants :

- Boulevard du Mont d’Est à l’Ouest, au Nord et au Nord-Est
- Boulevard du Levant au Sud-Est
- Boulevard du Rempart au Sud

Les axes cités-dessus jouent un rôle prépondérant dans la liaison et la desserte du quartier et sont donc inclus au périmètre d’action.

Il est entendu que ce périmètre opérationnel pourra, selon les scénarios et le Plan Guide à définir d’après le périmètre de réflexion élargi présenté ci-dessous, s’étendre ponctuellement au-delà des boulevards périphériques sur une emprise ou une parcelle voisine présentant un intérêt à s’intégrer aux interventions projetées.

MONT D'EST Périmètre « d'action » du PPA



C.1.2. Périmètre de réflexion élargi

Le projet s'inscrit dans un périmètre de réflexion élargi incluant les différents projets urbains et économiques menés sur :

- L'ensemble du territoire de la Ville de Noisy le Grand (notamment les ZAC Maille Horizon Nord et Maille Horizon Sud, les quartiers voisins du centre-ville et du Pavé Neuf...) ;
- Les communes limitrophes de Bry-sur-Marne, Villiers-sur-Marne, Champs-sur-Marne et Neuilly-sur-Marne ;
- Les pôles tertiaires du territoire métropolitain et les nouvelles dynamiques associées au développement du Grand Paris Express.

C.2. Insertion du projet dans son contexte

Le quartier du Mont d'Est, conçu dans les années 1970, développe un urbanisme de dalle qui présente aujourd'hui des dysfonctionnements liés à plusieurs facteurs :

- Le centre du quartier est occupé par plusieurs ouvrages de dalles compacts isolés des rues et des quartiers voisins :
 - o Le centre commercial des Arcades, très actif et en cours de modernisation, présente un fonctionnement introverti ;
 - o Le parking PKO constitue une fracture urbaine
 - o Les dalles piétonnes Gustave Courbet et Clos de la Courtine, au statut d'espaces publics, sont déconnectées du sol et donc désertées et sujettes à l'insécurité
- Les immeubles de bureaux connaissent pour certains une vacance importante et une obsolescence accélérée et coûteuse. Les objectifs de gains énergétiques découlant du décret tertiaire imposent des travaux de rénovation importants que les propriétaires peuvent difficilement porter, conduisant à une vente accélérée des actifs ;
- La dégradation progressive d'une part des logements, la présence de Noisy Résidence et la transformation d'une partie des logements ou bureaux en logements ou hébergements sociaux de fait, conduisant à un déséquilibre de peuplement nuisant à l'attractivité du quartier ;
- Les cheminements piétons sont confus et traversent des espaces publics inadaptés dont les vocations sont principalement techniques : aires de livraison et de collecte des ordures, parc de stationnement, couloirs en sous-sols...
- L'ensemble du quartier est très minéral et les espaces publics accumulent des signes de vétusté avancée (étanchéité hors d'usage, dalles descellées, bétons éclatés...)

C.3. Présentation des projets déjà engagés et avancement

Face à ces constats, la Ville s'est engagée depuis plusieurs années dans la transformation du quartier du Mont d'Est à travers différents projets aux stades d'avancement variés.

C.3.1. Aménagement du quartier ABRAXAS et démolition / reconstruction des rampes PKO

A l'ouest du Mont d'Est se trouvent les « Espaces d'Abraxas » édifiés par l'architecte Ricardo Bofill entre 1978 et 1983. Cet ensemble résidentiel de plus de 600 logements constitue un témoignage architectural emblématique de l'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée et de son centre urbain régional du Mont d'Est. Ils se décomposent en 3 entités dont 2 copropriétés mixtes : le Théâtre à l'ouest et le Palacio à l'est, complétés au centre par un immeuble en forme d'arche : l'Arc.

Cet ensemble immobilier souffre d'un isolement fonctionnel et d'une situation enclavée entre le boulevard du Mont d'Est et un important parking en ouvrage dit le « PKO ».

Le PKO est le parc de stationnement principal du quartier Mont d'Est. Il compte près de 5 000 places et répond, dans des espaces différenciés, aux besoins générés par :

- Le centre commercial des Arcades ;
- Les entreprises et copropriétés présentes au Mont d'Est, pour le stationnement de leurs travailleurs et résidents ;
- Les travailleurs pendulaires empruntant la gare RER du Mont d'Est.

L'ouvrage comprend deux paires d'entrées et sorties qui distribuent les véhicules sur 5 niveaux différents via un système de rampes droites et hélicoïdales au Nord et au Sud.

Ambitions :

Pour permettre la revalorisation des Espaces d'Abraxas et des espaces publics périphériques, et afin d'améliorer la lisibilité et de rationaliser l'utilisation du foncier, la Ville a engagé les actions suivantes :

- La définition d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dédiée dans le plan local d'urbanisme soumis à révision et arrêté par le Conseil de territoire de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est lors de sa séance du 26 septembre 2017 ;
- La conclusion d'un protocole d'accord avec la société VINCI CONSTRUCTION France, auquel s'est substitué le groupement ADIM – MARIGNAN, portant sur l'examen de la faisabilité technique et financière d'un programme de recomposition urbaine à vocation résidentielle, basé sur la démolition et reconstruction préalable des rampes d'accès au PKO ;
- La conclusion d'une promesse de vente portant sur les emprises nécessaires au projet et maîtrisées par la Commune.

Avancement :

Des travaux de démolition de l'ancien groupe scolaire du Clos des Aulnes et des rampes droites NORD d'accès au PKO se sont achevés en juillet 2019. Les rampes hélicoïdales NORD restent aujourd'hui en fonctionnement, et un ensemble d'accès provisoires a été aménagé depuis les voies de desserte au NORD et au SUD.

Les démolitions au NORD ont permis de libérer les emprises nécessaires à la livraison par ADIM MARIGNAN en octobre 2022 de la première phase de construction des Jardins d'Abraxas, comportant 425 logements et des commerces en rez-de-chaussée organisés autour d'un mail central.

Des études de faisabilité techniques et financières sont actuellement conduites par la SOCAREN afin de définir les scénarios d'intervention possibles sur les rampes hélicoïdales NORD. Ces études intègrent la requalification de l'Allée du Clos des Aulnes, longeant le PKO à l'ouest, qui concentre plusieurs problématiques de dépôts sauvages et d'insécurité.

La programmation de l’emprise foncière qui serait libérée suite à la démolition des hélices NORD n’est pas arrêtée à ce stade.

C.3.2. Implantation d’une ferme urbaine

Dans le cadre des actions portées au profit de la végétalisation, de la santé et de la qualité de l’air, la Ville a lancé en juin 2021 un appel à projet avec l’objectif d’implanter un projet d’agriculture urbaine regroupant :

- Une ferme urbaine multifonctionnelle à vocation principalement productive et marchande
- Une offre de restauration rapide, saine et locale

Ce projet est né de l’identification d’une grande emprise d’environ 5000m² disponible sur les espaces publics de la Place Gustave Courbet, en toiture sur dalle du centre commercial Les Arcades, et de la volonté d’accroître l’attractivité et le rayonnement du quartier.

Ambitions :

Une étude de faisabilité rendue fin 2020 a permis de confirmer le grand potentiel du site et de conforter les ambitions attendues sur ce projet, à savoir :

- Soutenir la transition écologique et alimentaire en fournissant en circuit court des produits frais et à maturité, et en proposant une offre de restauration saine et accessible à tous. Une approche écologique et vertueuse est attendue à la fois pour la production maraîchère et l’offre de restauration ;
- Améliorer le cadre de vie et l’environnement en végétalisant et en renforçant la présence de la biodiversité sur la dalle. Les activités déployées devront permettre une exploitation et une animation du site tout au long de l’année ;
- Contribuer au développement et au renouvellement économique du quartier en nouant des partenariats locaux s’inscrivant dans une logique d’économie circulaire et pouvant favoriser des parcours d’insertion ;
- Proposer des actions pédagogiques et sociales permettant de créer du lien et de sensibiliser les habitants aux problématiques écologiques et alimentaires.

Avancement :

A l’issue de l’appel à projets, le lauréat « Ma Salade à Toit » a été désigné en mars 2022. Depuis cette date, la Ville a engagé des études en vue de réaliser les travaux de viabilisation préalables du site, portant sur :

- La rénovation technique du bâtiment destiné à accueillir les cuisines professionnelles et les bureaux de l’exploitant ;
- La réfection d’étanchéité et la sécurisation de la toiture terrasse.

Les consultations travaux sont en cours pour un démarrage du chantier prévu mi 2023. Le site sera alors mis à disposition de l’Exploitation, via une Convention d’Occupation Temporaire, afin d’être aménagé et de débiter l’exploitation en 2024.

C.3.3. Esplanade de la Commune de Paris

Ambitions :

L'esplanade de la Commune de Paris est située à l'emplacement de l'ancienne gare routière, en sortie de RER Noisy-Mont d'Est. Cette gare routière qui avait été ouverte en 1977 a été désaffectée en 2013 lorsqu'elle a été déplacée plus à l'est, laissant à cet endroit un vide immense et peu attrayant.

Le projet de réaménagement de l'Esplanade de la Commune vise à redonner à cette entrée de ville un nouveau visage à la hauteur des ambitions que la Ville a pour son quartier d'affaire.

Par délibération en date du 17 novembre 2016, le conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de la concertation préalable à l'opération de réaménagement du secteur de l'esplanade de la Commune de Paris.

Les objectifs sont les suivants :

- Requalifier les espaces publics situés dans l'emprise et en périphérie de l'ancienne gare routière désaffectée ;
- Créer une nouvelle place urbaine paysagée, à ciel ouvert, à la sortie de la station de RER Noisy-le-Grand Mont d'Est permettant de revaloriser l'image de cette entrée de ville et ainsi d'améliorer la qualité du cheminement vers le nouveau quartier Maille Horizon Nord ;
- Assurer des liaisons piétonnes, agréables et sûres, entre cette place, le parc du lac et le pôle multimodal (nouvelle gare routière) ;
- Développer en périphérie de cette nouvelle place une offre de commerces de proximité et de passage ;
- Restructurer et réhabiliter la partie supérieure de la dalle en préservant les liaisons fonctionnelles existantes

Par délibération en date du 29 juin 2017, le conseil Municipal :

- A approuvé le bilan de la concertation de l'opération de réaménagement du secteur de l'esplanade de la Commune de Paris,
- A approuvé les enjeux, les objectifs, le périmètre d'intervention, le programme et le bilan financier prévisionnel de l'opération,
- A confié l'aménagement et la réalisation de cette opération à la SOCAREN,
- Et approuvé le traité de concession avec la SOCAREN,

Le programme des équipements publics à réaliser dans le périmètre défini en annexe du traité de concession prévoit :

- La démolition partielle de la dalle constituant l'Esplanade de la Commune de Paris au droit de l'ancienne gare routière ;
- La création d'une nouvelle place urbaine paysagée ouverte sur les lacs et à ciel ouvert à vocation commerciale et de promenade ;
- La requalification des abords de la sortie du RER avec notamment la création d'une sortie directe depuis la place nouvellement créée ;
- La requalification de l'Esplanade des Commune et ses abords ;
- La mise en valeur du lac ;

- L'amélioration et la simplification des liaisons fonctionnelles, techniques, logistiques à chaque niveau et mais aussi verticale entre les 4 niveaux existants (niveau salle des billets, niveau bassin, niveau Esplanade des communes, niveau Place Gustave Courbet) ;
- La préservation et requalification des différents accès fonctionnels et techniques situés à l'intérieur ou en périphérie du périmètre d'intervention ;
- La préservation et mise en valeur des œuvres d'art présentes sur l'Esplanade de la Commune (« Les Taureaux ») ;
- La sécurisation de ces espaces publics.

Un concours de maîtrise d'œuvre a été lancé le 21 juillet 2017. Le groupement de maîtrise d'œuvre MOREAU KUSUNOKI ARCHITECTES / KERIM SALOM ARCHITECTURE / OGI / CAP PERROT STUDIO a été retenu en février 2018.

Par délibération du 21 février 2019, le conseil du territoire a approuvé l'avenant 1 au traité de concession d'aménagement, ayant pour objet d'acter le transfert de la compétence aménagement à l'EPT GPGE.

Par délibération du 25 juin 2019, le conseil du territoire a approuvé l'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement ayant pour objet

D'ajouter au programme prévisionnel des équipements publics :

- Le réaménagement du bassin des Nouilles et de ses berges
- La restitution des accès à la rue de la Pergola / la place Jean-Baptiste Clément suite au percement de la dalle jusqu'à la place Jean-Baptiste Clément

D'ajouter au programme de construction, la création de surfaces commerciales supplémentaires en sous-sol dans l'ouvrage du métro SK désaffecté au droit du périmètre du projet.

Avec près de 3000 m² de surface disponible, des hauteurs sous plafond à la fois très importantes et atypiques, le potentiel fonctionnel du site (toute activité confondue - restauration, culture, sport, loisir, etc.) constitue une opportunité de développer un lieu emblématique pour animer le quartier et faire du Mont d'Est un lieu de destination à l'échelle de la Métropole. La reconversion de l'ancien métro SK, en un lieu hybride interdisciplinaire alors baptisé « Station K ».

Suite à une consultation d'opérateur commerciale lancé en 2018, la SOCAREN a signé un protocole d'accord portant sur la cession des surfaces commerciales modifié par avenant en novembre 2021 portant sur un ensemble de 5 719 m² SDP (dont 831 m² en mezzanines) situé en périphérie de la nouvelle place urbaine et 2 908 m² SDP en souterrain dans le volume du SK.

La SOCAREN a acquis les murs et procédé à l'éviction de l'ensemble des commerces existants et nécessaires pour la réalisation de l'opération.

La CDAC a donné un avis favorable au projet le 28 septembre 2021.

Le permis de construire a été délivré le 17 mars 2022.

Avancement :

La réhabilitation et revitalisation du bassin des Nouilles achevée en 2021 a marqué la fin de 1^{ère} phase du projet.

Concernant le SK, un appel à projet lancé en 2022 a permis de présélectionner des opérateurs pour exploiter le site, la SOCAREN poursuit ses échanges avec les candidats pour proposer un projet viable

et qui réponde au besoin d'animation du quartier. Le résultat de l'appel à projet devrait être rendu public courant 2023.

Les travaux de démolition et de réhabilitation de la dalle ainsi que ceux de préparation du local de la « Station K » seront engagés courant 2023 pour une livraison prévue en 2026.

C.3.4. Reconversion de Noisy Résidence

Les immeubles Noisy Résidence se situent sur l'Esplanade de la Commune de Paris et correspondent à d'anciens bureaux transformés en résidence de tourisme en 2003-2004. Il s'agit d'une seule copropriété détenue par une multitude de propriétaires privés ayant acheté en LMP ou LMNP.

Il s'agit de 2 immeubles distincts regroupant 171 logements :

- Noisy 1 : 55 logements, construit en 1985. Initialement classée résidence de tourisme 3 étoiles.
- Noisy 2 : 116 logements, construit en 1979.

L'exploitant actuel est la Compagnie Hôtelière de Gestion (CHG), racheté par RB GROUP en août 2021.

Les immeubles ont été transformés en hébergement d'urgence et sont sous contrat avec DELTA (Pôle d'Hébergement et de Réservation Hôtelière). Ils accueillent un public adressé par le 115 : actuellement 126 familles représentant 673 personnes.

Cet accueil d'urgence est réalisé sans accompagnement social des familles dans des logements inadaptés et aucuns espaces communs pour les enfants, engendrant des perturbations sur l'espace public.

Dans ce contexte, un administrateur judiciaire a été nommé en mars 2021 avec attribution des pleins pouvoirs depuis septembre 2022.

Ambitions :

L'ambition de la Ville est de mettre fin à l'hébergement d'urgence dans ces immeubles et de les réhabiliter afin de mettre en place une nouvelle exploitation (hôtel, logements, activités).

Pour cela, à la demande de la Commune, l'État a réduit depuis 4 ans le nombre de familles orientées vers la résidence :

- 2017 : 824 personnes, 162 familles
- 2023 : 673 personnes, 126 familles

La Commune a également engagé l'acquisition de logements et possède actuellement 40 lots et 6 en cours de négociation. Diverses procédures sont en cours pour accélérer la reconversion du site.

Avancement :

Concernant le relogement des ménages, 522 personnes seront relogées dans 2 résidences temporaires à Noisy à l'horizon 2024, avec accompagnement social des familles :

- Ilot Bleu à Maille Horizon sud : 252 personnes, 49 logements, ESS. Ouverture en juin 2023
- Ilot Vert – route de Gournay (projet) : 270 personnes, 49 logements, ESS. Ouverture prévisionnelle 1T 2024.

Les relogements restants seront organisés par l'État en dehors de Noisy-le-Grand et du département.

Concernant la transformation et la rénovation des immeubles, des discussions sont en cours avec un Groupe hôtelier pour l'immeuble Noisy 1 (90 à 122 chambres). Pour l'immeuble Noisy 2, une étude de faisabilité est en cours pour la réalisation de 95 logements en LLI. La mise en place d'une DUP est également à l'étude en partenariat avec l'EPFIF.

C.3.5. Aménagement de la ZAC Maille Horizon NORD

Ambitions :

Situé à l'extrémité occidentale de la commune de Noisy-le-Grand, le site de « Maille Horizon Nord » couvre environ 11 ha à proximité direct du quartier du Mont d'Est partageant avec ce quartier le boulevard du Mont d'Est.

Ce nouveau quartier urbain mixte à pour vocation de tisser le lien urbain entre le quartier du Mont d'Est à dominante de tertiaire situé sur le coteau et les quartiers pavillonnaires des Bas Heurts et de la Varennes en direction de la plaine de la Marne à proximité direct du collège et lycée international.

Par délibération du conseil municipal en date du 19 novembre 2014, la Ville a approuvé la création de la zone d'aménagement concerté de Maille Horizon Nord.

Développé autour d'un grand parc public de 2ha, le programme prévisionnel de l'opération au stade du dossier de réalisation approuvé par le conseil municipal en date du 12 mars 2015, prévoit ainsi 148 500 m² de surface de plancher (SDP) répartis comme suit :

- 58 000 m² SDP de logements, dont 30 % de logements sociaux
- 68 000 m² SDP de bureaux ;
- 9 000 m² SDP d'équipement public dont un groupe scolaire de 21 classes (8 classes maternelles et 13 classes élémentaires) et un Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant et un équipement sportif couvert
- 7 500 m² de commerces et services ;
- 6 000 m² SDP pour la réalisation d'un complexe hôtelier

Le conseil municipal en date du 12 mars 2015 a approuvé le traité de concession avec la SOCAREN, relatif à la réalisation de la ZAC « Maille Horizon Nord ».

Le Conseil de la Métropole du Grand Paris a délibéré, dans sa séance du 8 décembre 2017, pour déterminer les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain. L'opération de la ZAC « Maille Horizon Nord à Noisy-le-Grand » ne relevant pas de l'intérêt métropolitain, l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est est devenu l'autorité compétente pour poursuivre la réalisation de cette opération. Il s'est également vu transférer les droits et obligations détenus par la Commune de Noisy-le-Grand au titre de la concession d'aménagement qui la liait à la SOCAREN.

Avancement :

Le contexte épidémique mondial de 2020/2021 a profondément marqué le secteur immobilier de bureau. Compte tenu de l'avancement de la réalisation de la ZAC et face à la difficulté de commercialisation de la partie du programme prévue en bureau, il s'est avéré nécessaire en 2022 de modifier le programme de construction de la ZAC afin de s'adapter au contexte économique et mieux répondre aux attentes de la ville et du territoire.

Par une délibération en date 13 décembre 2022, le conseil territorial de Grand Paris Grand Est a approuvé la modification n°1 du dossier de réalisation ayant pour objet de modifier le programme de construction de la ZAC Maille Horizon Nord

Le programme global des constructions initialement fixé à 148 500 m² est ramené à 127 000 m² de surface de plancher répartis comme suit :

- 71 000 m² SDP de logements familiaux dont 25% de logements sociaux ;
- 13 000 m² SDP pour la réalisation d'une résidence hôtelière et d'une résidence service ;
- 8 000 m² SPD pour la réalisation d'une résidence senior ;
- 19 000 m² SDP de bureaux, activités, services ;
- 7 000 m² SDP de commerces ;
- 9 000 m² SDP d'équipements publics comprenant un groupe scolaire, un établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) et un équipement sportif couvert.

L'ensemble des programmes sont réalisés à l'exception des lots B2 (résidence senior, pôle de santé, logements) et B3b (résidence service, bureaux, logements, commerces, activité) dont les travaux devraient démarrer en fin 2023 / début 2024 pour une livraison début 2022 et le lot C2b (création d'une nouvelle école à l'étude).

C.3.6. Aménagement de la ZAC Maille Horizon SUD

Ambitions :

La Ville de Noisy-le-Grand a souhaité lancer un projet d'aménagement sur ledit secteur, couvrant une surface d'environ 9 ha, sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) en lien avec sa stratégie d'urbanisation sur son territoire.

Les ambitions de la création de la future ZAC Maille Horizon Sud sont les suivantes :

1. Proposer un parti d'aménagement reposant sur tout ou partie des principes de l'urbanisme d'anticipation environnementale en matière de structuration du quartier et en matière de programmation immobilière et de préconisations des grands principes constructifs (bioclimatisme architectural et urbain) des futurs ensembles immobiliers,
2. Développer un projet urbain emblématique en entrée de ville en faisant le lien avec les projets développés sur les secteurs à proximité, le développement urbain global de la Ville et en prenant en compte les éléments de coupure urbaine existants dans l'objectif de permettre un développement cohérent à l'ouest de la Ville,
3. Dessiner un maillage viaire permettant d'améliorer la desserte du secteur et faciliter l'accessibilité inter-quartiers et les déplacements alternatifs,
4. Dessiner un quartier mixte en prenant en compte les continuités écologiques et en préservant autant que possible les secteurs et les valoriser.

Dans le cadre de la création de la ZAC Maille Horizon Sud, la Ville de Noisy-le-Grand a souhaité confier à un interlocuteur unique à savoir la SPLA-IN la réalisation des études préalables à la création de la ZAC Maille Horizon Sud.

Avancement :

Les premières études (études urbaines ; Faune/Flore et Trafic) ont été lancées en mars 2022. La Ville de Noisy a validé en février 2023 un plan guide permettant de fixer les grandes orientations d'aménagement pour le secteur Maille Horizon Sud.

En parallèle, les études permettant la rédaction du dossier d'étude d'impact ont été lancées en février 2023.

En mars 2023, la Ville et l'EPT GPGE via la SPLAIN Noisy-Est lanceront la phase 2 des études urbaines afin d'aboutir à un plan de composition. Cette étape visera à fixer la programmation du futur quartier en vue d'un dossier de création de ZAC au troisième trimestre 2023.

C.3.7. Opération programmée d'amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées (OPAH CD) les Espaces d'Abraxas

Face aux dysfonctionnements constatés ces dernières années dans les Espaces d'Abraxas (paupérisation de la population, sentiment d'enclavement important, insécurité...) le quartier intègre en 2015 la nouvelle géographie prioritaire dans le cadre de la réforme des territoires de la politique de la ville. Afin de mettre fin à ce cycle de déqualification, la municipalité a engagé un ambitieux programme d'aménagement aux abords de ce secteur avec la construction de bureaux, de logements et de commerces (aménagement de la ZAC Maille Horizon Nord et construction des Jardins d'Abraxas).

Pour éviter un décrochage entre les nouvelles copropriétés et le parc privé déjà construit, la Ville a décidé, en collaboration avec l'Agence Nationale de l'Habitat, de renouveler le Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) en cours depuis 2014, en intégrant les Espaces d'Abraxas au nouveau périmètre d'action.

Lancé en mai 2018 pour une durée de trois ans, ce nouveau dispositif POPAC a permis d'accompagner les copropriétés du Palacio et du Théâtre sur des 1ers éléments d'études. Une enquête sociale et des Diagnostics Techniques Globaux ont été réalisées pendant cette période afin de connaître les difficultés techniques et sociales de ces immeubles.

Au vu de l'ensemble des difficultés auxquelles sont confrontées les copropriétés du Palacio et du Théâtre, l'EPT Grand Paris Grand Est et la Ville de Noisy-le-Grand ont sollicité auprès de l'ANAH la mise en œuvre d'une Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat pour traiter les copropriétés dégradées (OPAH-CD) à l'échelle des Espaces d'Abraxas. Il est, en effet, nécessaire que les deux copropriétés, appartenant à un même ensemble architectural, soient traitées conjointement.

Ambitions :

La mise en place de cette OPAH-CD doit permettre de redresser les copropriétés et de pérenniser leur fonctionnement. Les objectifs d'intervention comprennent plusieurs axes :

- Le renforcement de la mobilisation des copropriétaires et l'accompagnement du travail du Conseil syndical,
- La clarification des comptes et l'amélioration de la gestion courante,
- L'intensification du traitement des impayés,
- L'accompagnement social des ménages les plus fragiles,

- La mise en œuvre du portage ciblé provisoire de logements pour aider à redresser la situation financière et permettre l'engagement des travaux,
- La requalification des copropriétés par la mise en œuvre de travaux votés lors des assemblées générales.

Avancement :

Les premiers mois de suivi animation ont déjà permis :

- Volet animation :
 - Information les copropriétaires du lancement de l'OPAH-Cd et des outils possibles par le biais de la création d'une gazette
 - Réalisation d'une formation sur les bases de la copropriété
- Volet social :
 - Démarrage des permanences sociales à destination des propriétaires occupants en situation de fragilité
 - Réalisation d'un diagnostic GUSP ANAH
- Volets impayés :
 - Travail sur la réduction des impayés (1 commission « impayés » réalisée)
- Volet technique :
 - Définition des programmes travaux des 2 copropriétés.
Le théâtre est en cours de renégociation des devis travaux et de nouveaux postes sont à l'étude, dans l'objectif d'atteindre un gain énergétique de près de 50% et une étiquette énergétique B après travaux (BBC rénovation).
Le Palacio est en phase APD, avec l'objectif de voter les travaux lors d'une AGE en septembre 2023.

D. PRESENTATION DES ACTIONS

D.1. Pour mémoire : Etude stratégique préalable au PPA

Les signataires du présent contrat PPA sont informés du lancement anticipé d'une étude stratégique visant à fixer la ligne directrice du projet et poser les bases des ambitions programmatiques à décliner dans les futurs scénarios d'aménagement.

L'objectif poursuivi par cette étude consiste à définir une vocation au quartier, lui confier une identité forte autour de laquelle organiser les transformations en cours et à venir. Cela nécessite en premier lieu de cibler le marché tertiaire et la zone d'attractivité sur lesquels positionner le quartier, afin d'orienter et accompagner sa mutation en ce sens. Également, cela interrogera nécessairement la mutation et le devenir du centre commercial Les Arcades, dont la bonne articulation sera l'une des conditions de la réussite du projet.

Le déclenchement de cette étude interviendra en anticipation de la signature du présent contrat. La présentation du rendu final de l'étude et des axes stratégiques retenus sera organisée dans le cadre des instances de gouvernance du PPA.

D.2. ETAPE 1 : Etudes préalables et diagnostics

D.2.1. ETUDES PLATEFORMES

Au vu de la complexité du site, plusieurs études seront nécessaires afin de constituer la « boîte à outils » consolidée sur les dimensions foncières, tertiaires, urbaines, patrimoniales et environnementales. Cet ensemble d'études est regroupé sous le terme « études plateformes » et comprend :

- Etude foncière :
 - ETAPE 1 : Recollement et complétude des données existantes sur le découpage foncier et volumétrique du site, l'identification des propriétaires et les relevés topographiques. L'objectif étant de constituer la base de données du patrimoine existant sur le quartier : classification, état d'occupation, identification des risques administratifs ;
 - ETAPE 2 : Analyse des gisements et des potentiels de valorisation fonciers basée sur : analyse de la conformité technique (obligations de destination et d'usage, audit des bâtiments) + analyse juridique (état contractuel du bâtiment, identification des situations à risques)
 - ETAPE 3 : Définition de portefeuilles stratégiques suivant différentes typologies : valorisation immédiate ou à moyen long terme, types de valorisation (vente, réhabilitation, reconversion ou mutation, démolition reconstruction, densification, opportunité d'implantation d'une opération d'urbanisme transitoire...). Cette étape devra intégrer les conclusions des études tertiaires décrites ci-dessous.

Les sites mutables rapidement sur lesquels sont identifiés des actions à court terme pourront, sous réserve que l'opportunité soit justifiée par la pertinence du projet et que l'incidence financière de l'acquisition soit compatible, faire l'objet d'une convention d'intervention foncière avec l'EPFIF visant à garantir leur maîtrise foncière. Cette opportunité devra être préalablement validée par les signataires en comité de pilotage.

- Etudes tertiaires : Afin de préciser les potentiels de mutabilité foncière des parcelles, ces études de marché présenteront une analyse problématisée du tissu économique existant : bilan de l'occupation des locaux, loyers pratiqués, conduite d'entretiens avec les principaux propriétaires et entreprises occupantes (intérêt stratégique pour le territoire, projections sur leur devenir sur site, projets de développement / déménagement / cession, nature d'activité...), enjeux d'accompagnement dans le cadre des objectifs stratégiques définis pour le devenir du tertiaire.
- Etudes urbaines et environnementales
 - Diagnostic mobilité : parcours usagers et types de flux, mobilités douces, potentiels de déploiement des liaisons verticales vers les dalles
 - Espaces publics : qualité des espaces et leurs usages, continuités et discontinuités

- Environnement : îlots de chaleurs, leviers d'actions environnementale, potentiels de végétalisation, récupération des eaux de pluies, rétention d'eau à la parcelle, connexions trames vertes et bleues, albédo des revêtements, réverbération des façades...
- Patrimoine : potentiels de valorisation du patrimoine paysager, urbain et architectural du Mont d'Est (labels, définition de parcours, stratégie de valorisation)
- Etude commerciale
 - Diagnostic de l'occupation des locaux et identification des potentiels de développement / requalification
 - Collecte des intentions stratégiques du centre commercial Les Arcades, étude des potentiels de mutation / restructuration du centre

D.2.2. ETUDES PERIMETRIQUES

Les signataires partagent la nécessité d'une coordination des différents projets d'aménagement en cours ou à venir.

- Mise en synthèse des projets en cours

Les études dites « périmétriques » appréhenderont la cohérence de la programmation d'ensemble et des calendriers opérationnels des projets listés au point C.3. Ces opérations présentent des degrés d'avancement variés. Dans ce contexte, les pilotes et les partenaires associés à cette action préciseront dans le cahier des charges des études quelles sont celles dont la programmation peut être redéfinie.

Au regard des ambitions stratégiques poursuivies, l'étude définira les axes d'articulation et de mise en cohérence à intégrer aux opérations en cours dans le cadre d'un projet urbain d'ensemble.

Elle proposera un ordonnancement des différents programmes, dans l'objectif de limiter le risque de concurrence dans la commercialisation des différents produits et de faciliter la coordination des chantiers. Elle identifiera les opérations pour lesquelles une temporisation des actions et/ou un ajustement de la programmation s'avèrent nécessaires pour garantir la cohérence du projet final.

- Identification des sites déclencheurs

Cette étape prévoira l'intervention d'architectes urbanistes pour identifier les sites leviers pour la transformation du Mont d'Est et précisera pour chacun les axes de redynamisation projetés, en cohérence avec les projets déjà engagés. L'étude intégrera une cartographie des sites potentiels pour de futures opérations et les intégrera à la réflexion globale sur la soutenabilité financière et le développement urbain maîtrisé de la commune.

Cette étude devra également permettre de :

- Engager rapidement la sécurisation foncière des sites sur lesquels des mutations non maîtrisées sont déjà engagées, notamment sur les immeubles de bureaux. Dans ce cadre, des Conventions d'Intervention Foncières pourront être engagées avec l'EPFIF.

- Définir les outils règlementaires à mobiliser (par exemple l'opportunité et le périmètre d'engagement d'une DUP).

D.3. ETAPE 2 : Etudes de faisabilité technique

Sur la base des études précédentes, les études de faisabilité technique viseront à recueillir les données techniques des sites déclencheurs identifiés, en vue d'assurer la faisabilité opérationnelle des scénarios d'intervention qui seront établis par la suite.

Ces études pourront notamment porter, de façon non limitative, sur :

- La collecte des plans d'origine (dossiers de permis de construire)
- Les investigations de recherche amiante et plomb ;
- Le diagnostic des réseaux ;
- Les sondages structure et les études de portance ;
- Le diagnostic pollution des sols ;
- Les diagnostics électriques ;
- La réalisation de relevés (plans de façades, relevés géomètres...) ;
- Diverses investigations visant à définir les procédés constructifs utilisés ;
- Tout autre type de mesure nécessaire (par exemple le calcul des nuisances sonores et vibratoires liées à la présence du RER...)

Ces études seront précisément définies et dimensionnées suite au rendu des études de l'Etape 1 et à l'identification des sites déclencheurs autour desquels s'organiseront les scénarios d'intervention.

D.4. ETAPE 3 : Définition de scénarios

Sous une forme qui sera à définir (concours d'idées, appel à projets...), les signataires organiseront la consultation d'équipes pluridisciplinaires (architectes, urbanistes, paysagistes) en vue d'établir la synthèse des études préalablement menées et proposer des scénarios d'aménagement répondant aux ambitions stratégiques définies.

Il s'agira de définir une programmation opérationnelle globale pour la transformation du Mont d'Est répondant aux objectifs de recomposition urbaine, de redynamisation du tertiaire et de qualité environnementale.

Ces scénarios proposeront un ordonnancement des différents programmes. Les candidats mettront en perspective les choix programmatiques, leur équilibre économique et les enjeux en termes d'attractivité.

D.5. ETAPE 4 : Plan Guide

Cette dernière étape consistera à faire arbitrer les signataires sur le choix du scénario retenu lors d'un COPIL, afin d'aboutir à la réalisation d'un Plan Guide. Cette étape intègre la définition des modalités

de montage opérationnel de la ou des opérations d'aménagement qui feront l'objet du PPA opérationnel, ainsi que la formalisation des documents contractuels.

D.6. En continu : concertation des usagers

Le PPA doit permettre la mise en place d'une instance de suivi Organisation d'ateliers thématiques ou sectorisés auprès des différents usagers (habitants, employés, commerçants) => Club « Destination Mont d'Est ». Connaître les enjeux identifiés et les attentes.

D.7. Bilan financier prévisionnel du projet

Un tableau synthétique des études à engager et de la répartition de leur prise en charge par les signataires est présenté en Annexe 1.

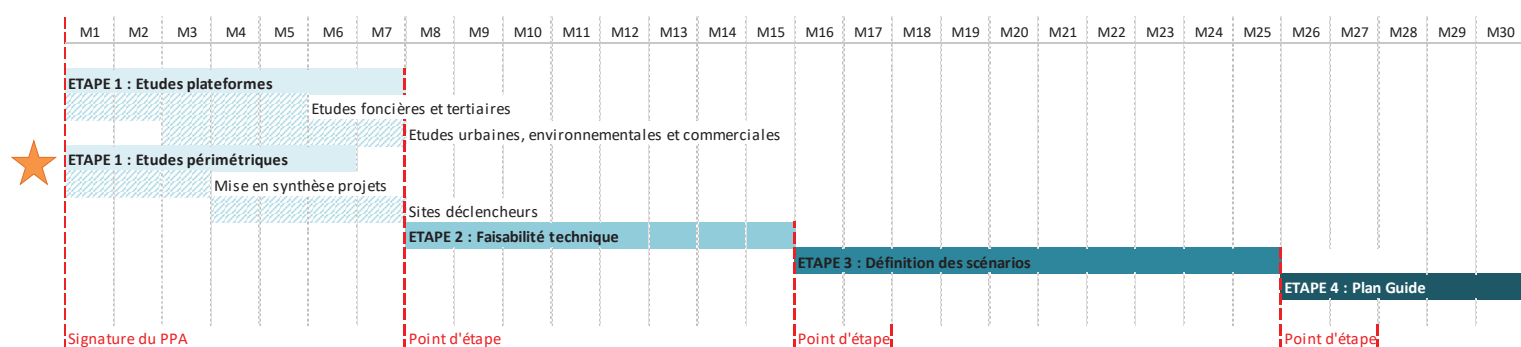
Concernant le projet de requalification de l'Esplanade de la Commune de Paris, il est précisé que l'estimation du montant des financements fléchés PPA sur cette opération dépendra :

- Du résultat de l'appel d'offres entreprises (en cours lors de la signature du présent contrat) ;
- De l'obtention de différentes subventions sollicitée sur l'opération (notamment ANCT et dépôt d'un deuxième dossier Fonds Friche)

Au stade de la signature du présent contrat, cette opération est donc indiquée pour mémoire dans le tableau des financements prévisionnels présenté en Annexe 1.

D.8. Calendrier des études

Le calendrier ci-dessous présente le principe de phasage des études du PPA de préfiguration ainsi que les points d'étape identifiés. Il pourra être adapté par les signataires selon les besoins du projet.



★ Lancement de l'étude stratégique préalable

E. GOUVERNANCE DU CONTRAT

E.1. Pilotage et principes de conduite du projet

E.1.1. Organisation des maîtrises d'ouvrage

Le Maire de Noisy le Grand, de par sa fonction et sa proximité avec les habitants, est l'animateur privilégié du PPA.

La maîtrise d'ouvrage du PPA est répartie de la façon suivante et retranscrite en annexe dans la maquette financière :

- L'EPT Grand Paris Grand Est est maître d'ouvrage des études en lien avec sa compétence de développement économique.
- La Métropole du Grand Paris est maître d'ouvrage des études structurantes.
- La Ville est maître d'ouvrage des actions relatives à la concertation et aux études commerciales.

En qualité de maîtres d'ouvrage, la Métropole, l'EPT et la Ville valideront conjointement et en concertation étroite les livrables et les conclusions qui découleront des différentes études.

E.1.2. Désignation d'un opérateur unique

En vue d'assurer la cohérence et le pilotage des études à engager ainsi que l'ordonnancement général du projet, les maîtres d'ouvrage signataires s'accordent à désigner la SPLAIN NOISY-EST comme opérateur commun chargé d'assurer la bonne coordination du PPA.

La SPLAIN aura la charge de l'organisation des instances et sera responsable du pilotage de l'ensemble des études du contrat. Les missions précises de l'opérateur seront détaillées dans des conventions et contrats à engager avec les maîtres d'ouvrage concernés.

Elles consisteront notamment, de façon non limitative, à :

- Rédiger les cahiers des charges des études à engager, organiser les consultations et la désignation des intervenants ;
- Assurer le suivi et la coordination des études, organiser le reporting régulier lors des instances de gouvernance du PPA ;
- Fixer et encadrer les échanges avec l'ensemble des partenaires et assurer la coordination administrative (montage des réunions, COTECH et COPIL, compte-rendu).

Le détail des missions, les modalités de contractualisation et de suivi des missions seront établies dans le cadre des instances de gouvernance du PPA.

E.1.3. Points d'arrêts

La gouvernance du contrat prévoit des points d'arrêt permettant aux partenaires de décider des modalités de révision ou d'ajustement des étapes restant à engager et de la mise en œuvre du contrat PPA.

Ces points d'étape s'organiseront durant les COPIL suivant chaque rendu d'études tel que figurant en Annexe 1 du contrat.

E.2. Organisation des instances de suivi

Le contrat PPA permet de fixer la gouvernance autour du projet en instaurant les instances chargées du suivi.

E.2.1. Le comité de pilotage (COPIL)

Les comités de pilotage seront co-présidés par le Maire de Noisy le Grand, le Président de la Métropole du Grand Paris, le Président de Grand Paris Grand Est et le Préfet de Seine Saint Denis. Il réunira également les autres partenaires signataires du contrat.

L'opérateur commun Noisy-Est, à désigner pour la coordination du contrat assurera l'organisation administrative de l'instance (convocation et compte-rendu). Il en assurera également la préparation et l'animation en étroite collaboration avec la Ville.

Ces comités de pilotage se réuniront à minima 2 fois par an.

Ils auront pour mission d'assurer le suivi stratégique de l'exécution du contrat PPA, en particulier pour :

- Piloter l'ensemble des actions et s'assurer de la cohérence globale du projet ;
- Prendre les décisions nécessaires suite aux propositions d'arbitrages et d'orientations nouvelles formulées par le comité technique ;
- Acter le déclenchement des phases successives d'études suite aux points d'étapes prévus ;
- Décider de la mise en place d'avenants éventuels au présent contrat, notamment pour mettre en œuvre les orientations et actions nouvelles, intégrer de nouveaux signataires ou partenaires, ou revoir les modalités de gouvernance.

E.2.2. Le comité technique (COTECH)

Les comités techniques seront composés des référents PPA des signataires du contrat, de leurs collaborateurs jugés utiles en fonction de l'ordre du jour et, au besoin, d'autres acteurs non-signataires.

L'opérateur commun Noisy-Est, à désigner pour la coordination du contrat assurera l'organisation administrative de l'instance (convocation et compte-rendu). Il en assurera également la préparation et l'animation en étroite collaboration avec la Ville.

Ces comités techniques se réuniront à minima 4 fois par an.

Ils auront pour mission d'assurer le suivi de l'exécution du contrat PPA, en particulier pour :

- Préparer les COPIL ;
- Assurer le suivi du projet et son bon déroulement ;
- Tirer le bilan des études engagées et s'assurer la cohérence globale ;
- Rechercher les solutions et propositions nécessaires en vue de la bonne poursuite du projet ;
- Proposer en ce sens les arbitrages nécessaires à soumettre en COPIL ;
- S'accorder sur les modalités de mise en œuvre des études et actions à engager (maîtrise d'ouvrage, financements) dans le respect des engagements pris au titre du présent contrat.

E.2.3. Le comité restreint

Les comités restreints réuniront les partenaires signataires et seront responsables de l'animation du PPA et de la coordination opérationnelle de l'ensemble des actions nécessaires.

Ils se réuniront autant que nécessaire et seront chargés de suivre l'avancement et le bon déroulement des actions prévues par le PPA.

E.2.4. Suivi et évaluation

Les modalités seront à définir dans la période de mise en œuvre de premières actions du PPA : indicateurs de suivi à identifier, outils de pilotage à établir, groupe de travail dédié à mettre en place.

E.3. Les référents du PPA

Chaque signataire du contrat PPA désigne au sein de ses services un référent PPA dont le rôle est notamment de mobiliser les expertises et ressources de sa structure selon les besoins du projet.

Les référents désignés sont :

- Pour la Ville de Noisy le Grand : la Direction de l'Aménagement Durable
- Pour l'Etat : le service Planification et Aménagement du Territoire (DRIEA - UD93)
- Pour la MGP : la Direction de l'Aménagement Métropolitain
- Pour GPGE : la Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme
- Pour la Région Ile de France : la Direction de l'aménagement durable des territoires
- Pour EPAMARNE : la Direction Générale
- Pour la Banque des Territoires : le Service de Développement Territorial Seine Saint Denis et Val d'Oise de la Direction Régionale Ile de France
- Pour l'EPFIF : la Direction Stratégie, Partenariats et Expertises
- Pour la SPLAIN NOISY-EST : la Direction Générale
- Pour la SOCAREN : la Direction Générale

F. ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'ensemble des signataires s'engage à :

- Participer à la gouvernance du PPA ;
- Elaborer et mettre en œuvre la stratégie définie dans le cadre du PPA ;
- Mettre en commun les données à leur disposition concernant les sujets traités dans le cadre du PPA ;
- Partager les conclusions des études et des démarches sur des sujets liés au PPA, que celles-ci soient réalisées ou à mener et qu'elles soient menées dans le cadre du PPA ou en dehors ;
- Accompagner le financement des études pour lesquelles ils sont identifiés comme financeurs dans le tableau présenté en annexe 1

La Ville de Noisy le Grand s'engage à :

- Assurer avec l'EPT GPGE, la MGP et l'Etat l'animation du dispositif de gouvernance du PPA (comités de pilotages, comités techniques, comités restreints) et l'association des différents partenaires financeurs à toutes les étapes des études ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue en annexe 1 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA sur tout sujet nécessaire ;
- Organiser la concertation des usagers tout au long du projet ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

L'Etat s'engage à :

- Assurer avec la Ville, l'EPT GPGE et la MGP l'animation du dispositif de gouvernance du PPA (comités de pilotages, comités techniques) ;
- Contribuer au financement des actions et études décrites en annexe 1 et sur lesquelles sa participation ne pourra excéder 50%. Des financements complémentaires pourront être décidés par voie d'avenant. Les financements feront l'objet de décisions attributives de subvention au fur et à mesure de l'avancement des actions, considérant que le présent contrat constitue une convention-cadre valant demande de subvention.
- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA sur tout sujet nécessaire ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat et au fait qu'elles s'inscrivent bien dans les orientations stratégiques de l'Etat qui guident le pilotage du CPER¹.
- Contribuer à la communication commune.

1 Notamment : développer une approche de mixité fonctionnelle à différentes échelles en contribuant à une production équilibrée de logements, inscrire les actions dans un objectif transversal « zéro artificialisation nette », privilégiant la reconstruction de la ville sur la ville, accompagner le développement lié aux nouvelles dessertes et à l'offre multimodale, dans une vision multifonctionnelle et durable des nouveaux pôles d'attractivité.

La Métropole du Grand Paris s'engage à :

- Assurer avec la Ville, l'EPT GPGE et l'Etat l'animation du dispositif de gouvernance du PPA (comités de pilotages, comités techniques) ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue en annexe 1 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA sur tout sujet nécessaire ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

L'EPT Grand Paris Grand Est s'engage à :

- Assurer avec la Ville, la MGP et l'Etat l'animation du dispositif de gouvernance du PPA (comités de pilotages, comités techniques) et l'association des différents partenaires financeurs à toutes les étapes des études ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue en annexe 1 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA sur tout sujet nécessaire ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

La Région Ile de France s'engage à :

- Participer aux comités de pilotage ;
- Participer aux comités techniques, ainsi qu'aux réunions de conduite des différentes études prévues au PPA qui correspondent à ses domaines d'intervention ;
- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA sur tout sujet nécessaire ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

La Banque des Territoires s'engage à :

- Participer au comité de pilotage et comité technique du PPA
- Etudier une contribution financière selon les différentes formes d'intervention qu'elle peut mettre en œuvre (ingénierie, prêt ; investissements en fonds propres). Ces contributions seront soumises à l'approbation des comités d'engagement compétents de la Banque des Territoires et en ce qui concerne l'ingénierie, sur la base de cahiers des charges.

La Banque des Territoires intervient également au développement de la ville de Noisy le Grand à travers des actions d'ingénierie rappelées ci-dessous :

- Le cofinancement de la mission de suivi animation du dispositif OPAH-CD Abraxas à hauteur de 150 000€ ;
- Le cofinancement d'une étude de préfiguration à la création d'une foncière de revitalisation à Noisy le Grand. Subvention à hauteur de 11 250€ au bénéfice de la SOCAREN ;

- Le cofinancement d'une mission AMO concernant le montage du hub d'innovation à Noisy le Grand à hauteur de 20 000€.

L'EPFIF s'engage à :

- Participer aux comités de pilotage ;
- Participer aux comités techniques, ainsi qu'aux réunions de conduite des différentes études prévues au PPA qui correspondent à ses domaines d'intervention ;
- Appuyer la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des actions et des études selon la répartition prévue en annexe 1 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences et règles internes de financement ;
- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA sur tout sujet nécessaire ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

EPAMARNE :

- Participer aux comités de pilotage ;
- Participer aux comités techniques, ainsi qu'aux réunions de conduite des différentes études prévues au PPA qui correspondent à ses domaines d'intervention ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue en annexe 1 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA sur tout sujet nécessaire ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

Au titre de son statut d'opérateur à designer :

La SPLAIN NOISY-EST s'engage à :

- Organiser et piloter les comités de pilotage ;
- Organiser et piloter les comités techniques, ainsi que les réunions de conduite des différentes études prévues au PPA qui correspondent à ses domaines d'intervention ;
- Coordonner les actions et les études ;
- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA sur tout sujet nécessaire ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

Au titre des opérations structurantes dans le périmètre d'études du PPA :

La SOCAREN s'engage à :

- Participer aux comités de pilotage ;
- Participer aux comités techniques, ainsi qu'aux réunions de conduite des différentes études prévues au PPA qui correspondent à ses domaines d'intervention ;

- Apporter son concours technique aux actions et études prévues dans le présent PPA dès lors qu'elles correspondent à ses domaines d'intervention et de compétences ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

G. MISE EN ŒUVRE DU PPA

G.1. Communication autour du projet

Les signataires s'entendent sur les principes de communication suivants à mettre en œuvre dans le cadre du PPA :

- Une communication commune sous forme de communiqués de presse sera mise en place lors des principales étapes du projet. Cette communication sera pilotée par la Ville de Noisy le Grand ;
- Les signataires s'engagent à afficher les logos des autres partenaires dans toute parution ou communication ayant attrait au présent PPA

G.2. Durée et actualisation du contrat

La durée de validité du présent contrat de PPA de préfiguration est fixée à 3 ans à compter de sa signature. Celle-ci correspond à la durée estimée de réalisation des études en vue d'aboutir à l'établissement du Plan Guide qui permettra d'enclencher la signature d'un PPA opérationnel.

Le présent PPA pourra être modifié par voie d'avenant. Tout avenant devra être présenté en comité de pilotage et validé par l'ensemble des signataires.

Sont notamment considérées comme substantielles et devront faire l'objet d'un tel avenant les modifications portant sur :

- L'ajout d'un nouveau partenaire et/ou signataire ;
- L'ajustement substantiel des concours financiers des études et actions prévus dans le présent contrat ;
- La modification des engagements pris par les signataires ;
- L'intégration de nouvelles études et/ou actions, notamment à la suite des points d'étapes ;
- Toute modification du périmètre initial ;
- La prolongation du présent contrat, passé le délai contractuel des 3 ans.

H. LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Tableau de financements

I. SIGNATURES

Brigitte Marsigny Maire de Noisy-le-Grand	Jacques Witkowski Préfet de Seine-Saint-Denis
Patrick Ollier Président de la Métropole du Grand Paris	Xavier Lemoine Président de Grand Paris Grand Est
Valérie Pécresse Région Ile-de-France	Gilles Bouvelot Directeur Général de l'EPFIF
Ivan Chetaille Directeur Territorial de la Seine-Saint-Denis Banque des Territoires	Laurent Girometti Directeur Général EPA Marne
Jean-Baptiste Rey Directeur Général - SPLAIN Noisy-Est	Laurent Forêt Directeur général SOCAREN

PROJET PARTENAIL D'AMENAGEMENT - LA RECONQUÊTE DU MONT D'EST- NOYÉ LE GRAND																		
Tableau de suivi - données d'entrée et lancement d'études																		
Périodicité : Etude stratégique globale	ACTION					FINANCEMENTS PRÉVISIONNELS												
	Etudes	Intitulé	Description	MDS	MOD/MSD	Calendrier	Coût estimé (M€)	MDS	SP2	Etat	MRP	SPARAFIN	Montant des Travaux en €	SP2	Autres	TOTAL	%	
	Etude stratégique globale	Appréhension stratégique du Mont d'Est- Noyé le Grand (voir le cahier d'opérations)	MRP*	Projet Provis 100	MRP - Besoins pour 2023	40 000 €					20 000	20 000 €				40 000 €	100%	
Sous-total						40 000 €	0,4	0,4	0,4	0,4	20 000	20 000 €	0,4	0,4	0,4	20 000 €	100%	
TOTAL prévisionnel étude préalable						40 000 €	0,4	0,4	0,4	0,4	20 000	20 000 €	0,4	0,4	0,4	20 000 €	100%	
En continu	ACTION					FINANCEMENTS PRÉVISIONNELS												
	Etudes	Intitulé	Description	MDS	MOD/MSD	Calendrier	Coût estimé (M€)	MDS	SP2	Etat	MRP	SPARAFIN	Montant des Travaux en €	SP2	Autres	TOTAL	%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	SP2	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
		Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	
	Conclusions d'opérations	Méthode d'analyse stratégique d'études	MRP*	MRP (MDS, MDS, MDS)	10/2023	0,000 €										0,000 €	0%	

**Annexe 8 - Avenant n° 1 à la convention "friche industrielle
Messier et bois de Bretèche" à Champlan (91)**



DISPOSITIF RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES

CONVENTION N ° EX053200

Friche industrielle Messier et Bois de Bretèche – Commune de Champlan

AVENANT N°1

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2, rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération N° CP 2023-272 du 21 septembre 2023

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

La commune de Champlan, sise place de la mairie à Champlan (91160), représentée par son maire, Monsieur Christian LECLERC,

ci-après dénommée « *la commune* »

L'établissement public foncier d'Île-de-France,
dont le siège social est situé au 14 rue Ferrus, 75014 Paris
ayant pour représentant son directeur général, Gilles BOUVELOT,

ci-après dénommé « *l'Epfif* »

d'autre part

APRES AVOIR RAPPELE :

En novembre 2020, à l'issue de la deuxième session de l'AMI « *Reconquérir les friches franciliennes* », le projet porté par la ville de Champlan d'acquisition de parcelles sur la friche industrielle Messier et Bois de Bretèche a été désigné lauréat (délibération n° CP 2020-436 du 18 novembre 2020). L'attribution de la subvention correspondante a donné lieu à la conclusion d'une convention de financement.

Par courrier en date du 24 mars 2023 et délibération du conseil municipal du 11 avril 2023, la commune de Champlan a demandé le transfert du bénéfice de la subvention à l'établissement public foncier d'Île-de-France qui, compte-tenu des difficultés rencontrées pour l'acquisition de plusieurs parcelles sur la friche, en assurera finalement la maîtrise d'ouvrage.

En outre, par courrier en date du 11 juillet 2023, la commune de Champlan a fait part du retrait de la vente des parcelles boisées AN 324 et AN 327 (dites parcelles n°5 et 6), et a sollicité leur substitution par les parcelles AN 367 (parcelle n°8), AN 363 (parcelle n°9) pour un coût d'acquisition au prorata des surfaces à renaturer de 365 370 € HT. L'acquisition des deux autres parcelles AN 359 et AN 365 (parcelles n°3 et 4) est toujours inscrite dans l'assiette subventionnable pour un coût de 305 000 € HT. Cette modification partielle du programme initial des acquisitions n'impacte pas le montant plafond de la base subventionnable fixée à 400 000 € HT.

L'Epfif, par courrier en date du 2 août 2023, a fait part de son accord pour être désigné bénéficiaire de la subvention régionale et d'accepter les dispositions de la convention transférée et de son avenant.

C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de l'avenant de transfert et de modification

Le présent avenant a pour objet :

- d'une part de transférer la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 2020-436 du 18 novembre 2020 à la commune de Champlan, vers l'Etablissement public foncier d'Île-de-France qui reprend le projet et en assure la maîtrise d'ouvrage. L'Epfi s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de la commune de Champlan à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée ;
- d'autre part de modifier partiellement le programme initial des acquisitions, en substituant les parcelles dites n°5 et 6 (cadastrées AN 324 et AN 327) par les parcelles dites n°8 et 9 (cadastrée AN 367 et AN 363), sans impact sur le montant plafond de l'assiette subventionnable retenue. Le descriptif de ces acquisitions est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche-projet » de cet avenant n°1 à la convention.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région a attribué à la commune une subvention correspondant à 50% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 400 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 200 000 €.

La subvention de 200 000 € est transférée à l'Epfi et lui sera versée dans les conditions précisées dans la convention transférée, sous réserve du respect par l'Epfi de l'ensemble des conditions fixées par la convention et le présent avenant.

Article 2 - Modification

L'articles 2.1 de la convention n° CP 2020-436 est modifié comme suit :

2.1 : Obligations relatives à l'opération subventionnée

L'Etablissement public foncier d'Île-de-France s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les opérations définies dans la ' fiche projet ' annexée à cet avenant.

Selon les conditions mentionnées dans la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la commune de Champlan et la Communauté Paris Saclay signé le 24 juillet 2020, l'EPFIF s'engage à déduire du prix de cession la subvention régionale perçue pour la réalisation du projet mentionné dans la fiche projet.

À défaut du respect des dispositions ci-dessus, le bénéficiaire reverse à la Région Île-de-France l'intégralité de la subvention perçue au titre de la présente convention, au prorata des années restant à courir.

Article 3 - Dispositions financières

Le montant maximum de la subvention régionale reste fixé à 200 000 € pour la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans la fiche-projet annexée à la convention. L'établissement public foncier d'Île-de-France est bénéficiaire de la totalité soit 200 000 €, afin de poursuivre la mise en œuvre du projet.

Article 4 -

À compter du 21 septembre 2023, dans toute la convention ci-dessus rappelée, le terme « bénéficiaire » désigne l'Etablissement public foncier d'Île-de-France et non plus la commune de Champlan qui n'assure plus à compter de cette date la maîtrise d'ouvrage de l'opération : « Friche industrielle Messier et Bois de Bretèche ».

Article 5 - Autres dispositions

Le nouveau bénéficiaire, l'Epif, en tant que personne morale de droit public, n'est pas soumise à l'obligation de respecter la charte régionale des valeurs de la République et de laïcité.

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant à la convention et l'annexe dénommée « fiche-projet » n° EX053100 « Reconquérir les friches franciliennes – Mairie de Champlan » approuvée par la délibération n° CP 2020-436 du 18 novembre 2020 et modifiée par la délibération n° CP 2023-272 du 21 septembre 2023.

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux

Le _____

Pour la commune de Champlan,

Le _____

Pour la Région Île-de-France,

Le Maire,
Christian LECLERC
(signature revêtue du cachet de la commune)

La présidente du conseil régional
Valérie PECRESSE

Le _____

Pour l'Etablissement public foncier d'Île-de-France,

Le directeur général
Gilles BOUVELOT
(signature revêtue du cachet de l'établissement)

DOSSIER N° EX053100 – RFF friche industrielle Messier et Bois de Bretèche - EPFIF

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)

Délibération Cadre : CP2021-63 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700

Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPFIF ETABL PUB FONCIER IDF
Adresse administrative : 4/14 RUE FERRUS
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Gilles BOUVELOT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 novembre 2020 - 31 décembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet porte sur une friche industrielle des bords de l'Yvette située sur la partie Sud-Ouest de la commune entre les rives du cours d'eau et le chemin du Moulin par le Bas.

Actuellement, cet espace est délaissé et il subsiste des locaux à l'abandon dans lesquels de nombreux éléments sont stockés, des carcasses de véhicules à l'extérieur et des dépôts divers polluant le secteur.

Le projet s'inscrit dans le projet plus large d'aménagement du secteur de la Bretèche, qui comprendrait un projet de logements des « Coteaux de la Bretèche » (120 logements), la requalification du site du Moulin de la Bretèche qui date du XIIIème siècle et la renaturation des berges de l'Yvette.

La commune souhaite lancer une réflexion et un projet multi partenarial pour requalifier cette friche, la rendre compatible avec son environnement futur, en améliorant le cadre de vie des habitants, tout en préservant la biodiversité.

L'aide financière permettra de procéder à des acquisitions foncières.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total des acquisitions des parcelles n° 3, 4, 8 et 9, au prorata de leurs surfaces à renaturer, s'élève à 670 370 € HT, et plafonné 400 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- CHAMPLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions foncières des parcelles n°3 (AN 359), 4 (AN 365), 8 (AN 367) et 9 (AN 363)	670 370,00	100,00%
Total	670 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Ile-de-France AMI Friches	200 000,00	29,83%
Autofinancement	470 370,00	70,17%
Total	670 370,00	100,00%

Annexe 9 - Avenant n° 1 à la convention « comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'ouest » à Gagny (93)



DISPOSITIF « RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES »
AMI n°4

*Comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'ouest – Gagny (93)
(EX061115)*

AVENANT N°1

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-272 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Commune de GAGNY
dont le statut juridique est : Commune
N° SIRET : 219300324 - 00015
dont le siège social est situé au : 1 esplanade Michel TEULET 93 220 GAGNY
ayant pour représentant Monsieur Rolin CRANOLY, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

En novembre 2021, à l'issue de la quatrième session de l'AMI « Reconquérir les friches franciliennes », le projet porté par la commune de Gagny a été désigné lauréat (CP 2021-417) et s'est vu attribuer une subvention de 2 200 000 € correspondant à 11,95% d'une dépense prévisionnelle de 18 416 792€ HT. L'attribution de cette subvention a donné lieu à la conclusion d'une convention de financement signée le 13 janvier 2022 par la Région et le 26 janvier 2022 par le bénéficiaire.

Par courrier en date du 6 juillet 2023, la commune de Gagny a fait part d'une modification du calendrier de réalisation des travaux suite à un report du démarrage du chantier en raison d'un arrêté préfectoral et d'une évolution du montant prévisionnel des études et des travaux. Elle sollicite de fait la modification de la base subventionnable hors taxes retenue pour les études et les travaux ainsi que la modification du taux de la subvention, sans impact sur le montant maximum de cette dernière.

Ci-dessus l'objet du présent avenant

SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT A LA CONVENTION

Par délibération N° CP2021-417 du 19 novembre 2021, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la commune de Gagny pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée fiche projet annexée à la présente convention « comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'ouest à Gagny » (référence dossier n° EX061115).

Le présent avenant a pour objet de modifier le taux d'intervention et la base subventionnable de la subvention sans impact sur le montant maximum de la subvention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire la modification du taux d'intervention le portant à 60% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel actualisé s'élève à 14 439 821,20 € HT, plafonné à 3 666 666,66€ HT, soit un montant maximum de subvention de 2 200 000€ HT décomposé en :

- une dépense subventionnable de 333 333,33€ HT pour les études, soit une subvention de 200 000€ ;
- une dépense subventionnable de 3 333 33,33€ HT pour les travaux, soit une subvention de 2 000 000€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de cet avenant n°1 à la convention.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant à la convention et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2021-417 du 19 novembre 2021 et modifiée par la délibération N° CP2023-272 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Région Île-de-France
La présidente du conseil régional
Valérie Pécresse

Le

Le bénéficiaire
Commune de Gagny
Monsieur Rolin CRANOLY, Maire

**DOSSIER N° EX061115 - Comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'Ouest -
COMMUNE DE GAGNY**

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)

Délibération Cadre : CP2021-63 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152005-1700

Action : 15200501- Plan Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	3 666 666.66 € HT	60 %	2 200 000,00 €
Montant total de la subvention			2 200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GAGNY
Adresse administrative : 1 ESPLANADE MICHEL TEULET
93220 GAGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rolin CRANOLY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir le projet de comblement et sécurisation des anciennes carrières de l'Ouest pour la commune de Gagny.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La mission de maîtrise d'œuvre a démarré en septembre 2021, dans la continuité des études géotechniques et de mise en sécurité réalisées. Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est à prendre en compte dans le cadre de la modification de périmètre du projet initial approuvé en commission permanente du 19 novembre 2021.

Description :

Les carrières de l'Ouest, contigües à un quartier résidentiel, sont d'anciennes carrières de gypse dont l'activité a cessé en 1956. Elles sont en partie nues, et en partie boisées et le site dans son ensemble présente une forte déclivité. Ces carrières présentent des risques d'effondrement, avec des galeries, qui atteignent jusqu'à 15 mètres de hauteur et nécessitent d'être sécurisées par comblement. En effet, depuis la fin de l'exploitation du site, les infiltrations d'eau fragilisent, année après année, les colonnes de gypse qui soutiennent le plafond de ces galeries.

Il est prévu de conserver la vocation naturelle du site, mais il est nécessaire de le sécuriser sur 9 à 10ha, pour pouvoir l'ouvrir en partie au public.

À ce titre, la commune a fait l'objet d'un premier soutien financier, à hauteur de 54 k€ (session 2 de l'AMI), pour la réalisation des études pré-opérationnelles. Il s'agit maintenant de soutenir les travaux de mise en

sécurité et de comblement ainsi que les honoraires de maîtrise d'œuvre associés.

Une partie du site, qui reste à définir, sera réservée à la préservation de la biodiversité.

Une étude d'impact habitats / flore / faune, concernant le projet de requalification des carrières, a été menée en avril 2018.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Le montant des études et des travaux s'élève à 14 439 821,20€ HT, plafonnés à 3 666 666,66€ HT. La subvention est calculée au taux de 60%. Le montant des études s'élève à 602 792,50€ HT, plafonné à 333 333,33€. La subvention est calculée au taux de 60%, soit 200 000€. Le montant des travaux s'élève à 13 833 028,70€ HT, plafonné à 3 333 333,33€. La subvention est calculée au taux de 60%, soit 2M€.

Localisation géographique :

- GAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes - Frais de maîtrise d'œuvre	606 792,50	4,20%
Travaux de comblement, sécurisation des carrières de l'Ouest	13 833 028,70	95,80%
Total	14 439 821,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	2 200 000,00	15,23%
Autofinancement	12 239 821,20	84,77%
Total	14 439 821,20	100,00%

Annexe 10 - Fiches-projets Urbanisme transitoire

**DOSSIER N° EX077272 - Dispositif de soutien aux initiatives d'Urbanisme Transitoire - UT15 -
"Place de l'Europe" - Commune de MANTES LA JOLIE**

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

Délibération Cadre : CP2017-522 du 18/10/2017

Imputation budgétaire : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	62 500,00 € HT	50,00 %	31 250,00 €
	Montant total de la subvention		31 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES-LA-JOLIE

Adresse administrative : 31 RUE GAMBETTA
78200 MANTES LA JOLIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Raphaël COGNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'aménagement transitoire du futur pôle multimodal sur le secteur de la Place de l'Europe (Mantes Station) en matière de valorisation et de renaturation.

Dates prévisionnelles : 13 mai 2023 - 13 mai 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Description :

Dans l'attente des travaux de réaménagement du pôle d'échange multimodal en 2026, la Ville de Mantes-la-Jolie souhaite intervenir à court terme sur le secteur stratégique de la Place de l'Europe (Mantes Station) en matière de valorisation, d'animation et de renaturation.

Les objectifs du projet d'aménagement transitoire sont les suivants :

- Activer de nouveaux usages en anticipation du futur aménagement du pôle d'échange multimodal.
- Amorcer un futur rôle de centralité de la place.
- Expérimenter de nouveaux mobiliers urbains.
- Préfigurer un îlot de fraîcheur et corridor écologique en « pas japonais » (continuité de la trame verte).

Pour cela, la Ville de Mantes-la-Jolie envisage d'intervenir sur l'esplanade piétonne en face du bâtiment voyageur, en deux temps en concevant un double aménagement : un premier voué à rester toute l'année sur site et un second destiné à l'animation de l'espace public lors des saisons printanières et estivales.

Les réalisations prévues sont l'achat de mobilier, plantations de végétaux en chantier participatif et animations évènementielles.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement destiné à rester sur site toute l'année : achat du mobilier et plantations	25 000,00	40,00%
Aménagement saisonnier : conception-réalisation du mobilier, plantation végétaux, suivi des travaux, animation du chantier participatif	35 000,00	56,00%
Bureau de contrôle	2 500,00	4,00%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	31 250,00	50,00%
Subvention Région Île-de-France	31 250,00	50,00%
Total	62 500,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077273 - Dispositif de soutien aux initiatives d'Urbanisme Transitoire - UT15 -
"Halle Rustic" - Commune de MONTEREAU-FAULT-YONNE -**

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

Délibération Cadre : CP2017-522 du 18/10/2017

Imputation budgétaire : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	354 731,00 € HT	50,00 %	177 365,50 €
	Montant total de la subvention		177 365,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE

Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur James CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Dans l'attente de la requalification de la Halle RUSTIC (ancienne salle polyvalente municipale), la ville souhaite aménager la salle pour y accueillir une activité économique de production locale de bières pour la vente à des tiers.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 1 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Description :

Les principaux objectifs de ce projet transitoire sont :

- d'installer et d'expérimenter une activité de micro-brasserie artisanale permettant d'assurer la production et la vente de bière artisanale en direct mais également au sein de la Maison du Terroir (équipement municipal de promotion des produits locaux)
- à terme, si le succès est au rendez-vous, de pérenniser cette activité productive, de maintenir la vente et la consommation au sein de la halle gourmande tout en assurant une animation du lieu en lien avec les autres occupants.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué le taux maximum qui est de 50 %.

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre - études	59 273,00	16,71%
Travaux : gros oeuvre clos et couvert, aménagements intérieurs et gros équipements	295 458,00	83,29%
Total	354 731,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur du projet	177 365,50	50,00%
Région Île-de-France	177 365,50	50,00%
Total	354 731,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077274 - Dispositif de soutien aux initiatives d'Urbanisme Transitoire - UT15 -
"Aménagements sportifs du Bois l'Abbé" - Commune de CHAMPIGNY-SUR-MARNE**

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

Délibération Cadre : CP2017-522 du 18/10/2017

Imputation budgétaire : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	90 000,00 € HT	50,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPIGNY SUR MARNE

Adresse administrative : 14 RUE LOUIS TALAMONI
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Christian FAUTRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Error! Unknown op code for conditional.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 15 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre d'une opération ANRU au sein du Quartier Prioritaire du Bois l'Abbé, le projet consiste à imaginer et concevoir des aménagements transitoires sportifs pendant plus de 2 ans qui préfigureront la création d'une future polarité sportive d'ici 2027 (gymnase omnisport, city-stade et équipements en plein air).

Ces aménagements ont vocation à activer le concept de "design actif" (libre utilisation, mixité et inclusion, incitation, approche usager, qualité urbaine) en lien avec la dynamique des JO 2024 -Terre des Jeux.

L'objectif principal est de proposer des animations sportives et ludiques pour tous afin d'inciter à la pratique sportive des publics du quartier, par des conceptions colorées et qui s'inscrivent dans le mobilier urbain.

Les aménagements sportifs prévus ont été définis suite à une phase de concertation habitante dont les résultats ont été connus mi-juin 2023. Ils répondent au principe de design actif : aire de pratique collective, piste d'athlétisme colorée, trampoline intégré au sol, mur multifonctions (escalade, jeux de ballons), jeux d'équilibre, podium etc.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation d'une aire de pratique collective sur sol souple	15 000,00	23,81%
Aménagement d'une piste d'athlétisme	45 000,00	71,43%
Aménagement d'une zone dédiée au design actif : trampoline intégré au sol, mur multifonctions	3 000,00	4,76%
Total	63 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	45 000,00	50,00%
Subvention Région Île-de-France	45 000,00	50,00%
Total	90 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX077268 - Dispositif de soutien aux initiatives d'Urbanisme Transitoire - UT15 - "UPOP" - LES COUSINES

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

Délibération Cadre : CP2017-522 du 18/10/2017

Imputation budgétaire : 905-515-20421-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	50 000,00 € TTC	40,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES COUSINES

Adresse administrative : 19 GABRIEL PERI
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Catherine YERLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Occupation culturelle et artistique temporaire d'un local dans le cadre de l'opération ANRU du quartier Le Morillon à Montreuil, pour pouvoir accueillir et accompagner professionnellement 10 jeunes artistes issus des QPV.

Dates prévisionnelles : 16 mai 2023 - 5 juin 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Description :

Ce projet transitoire repose sur la mise à disposition temporaire d'espaces et d'équipements pour soutenir la création, avec une exposition finale et l'organisation de temps de médiations artistiques avec les habitants du territoire.

L'objectif principal de l'initiative est de former, accompagner et valoriser de nouveaux jeunes artistes issus des QPV du 93 via des expositions, de l'art urbain, des ateliers participatifs avec les habitants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 40 %, le taux

maximum étant de 50 %.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux aménagement	10 220,00	20,44%
Achat matériel équipement audiovisuel	25 788,00	51,58%
Achat matériel équipement mobilier	13 992,00	27,98%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	1 000,00	2,00%
Région Île-de-France	20 000,00	40,00%
Subvention Est Ensemble (obtenue)	15 000,00	30,00%
Fondation Chaume (obtenue)	14 000,00	28,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX077269 - Dispositif de soutien aux initiatives d'Urbanisme Transitoire - UT15 - "La Saulaie" - HALAGE

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

Délibération Cadre : CP2017-522 du 18/10/2017

Imputation budgétaire : 905-515-20421-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	333 334,00 € TTC	50,00 %	166 667,00 €
	Montant total de la subvention		166 667,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALAGE

Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Elisabeth MASSE-BOURGAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Le projet consiste à expérimenter un pôle dédié aux structures de l'ESS dans un ex-bâtiment industriel (1400 m², spécialisé dans la signalisation de voirie) de L'Île-Saint-Denis.

Dates prévisionnelles : 12 mai 2023 - 1 juillet 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Description :

Ce projet transitoire a vocation à préfigurer une offre pérenne et modulable pour les acteurs de l'ESS du territoire.

Les principaux objectifs sont de :

- Proposer une solution de relocalisation temporaire et immédiate aux structures du PHARES, bâtiment voisin accueillant un pôle ESS, pendant ses travaux de réhabilitation et de surélévation qui auront lieu de décembre 2023 à fin septembre 2025

- Développer l'offre de bureaux et d'ateliers dédiés à l'ESS sur un territoire en besoin et en demande.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement

nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué le taux maximum qui est de 50 %.

Localisation géographique :

- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements intérieurs (menuiseries, revêtements)	100 000,00	30,00%
Electricité	33 334,00	10,00%
Création et installation des "boîtes dans la boîte"	200 000,00	60,00%
Total	333 334,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur du projet	166 667,00	50,00%
Région Île-de-France	166 667,00	50,00%
Total	333 334,00	100,00%

DOSSIER N° EX077270 - Dispositif de soutien aux initiatives d'Urbanisme Transitoire - "La Serre du Ruisseau" - ASSOCIATION LES AMI-ES DE LA SERRE DU RUISSEAU

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

Délibération Cadre : CP2017-522 du 18/10/2017

Imputation budgétaire : 905-515-20421-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	667 764,00 € TTC	20,61 %	137 623,00 €
	Montant total de la subvention		137 623,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMI ES DE LA SERRE DU RUISSEAU

Adresse administrative : 7 VILLA DES TULIPES
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Denis LOUBATON, Vice-président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'expérimentation d'une serre verticale innovante à l'emplacement d'un square municipal fermé au public dans le 18e arrondissement de Paris .

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2023 - 1 novembre 2029

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet consiste en l'expérimentation au sein d'un square municipal fermé au public dans le 18e arrondissement de Paris, d'une serre verticale et rotative, outil innovant pour une renaturation collaborative et participative de l'espace public.

Edifiée dans un quartier populaire, à la Porte de Clignancourt, la serre aspire à rendre ses habitants acteurs de l'amélioration de leur cadre de vie. Lieu de convivialité et de rencontre ouvert sur le quartier, la serre a vocation à accueillir du public pour des ateliers de sensibilisation à l'adaptation au changement climatique. Grâce à son outil de production de semis, elle fournira un accompagnement à la végétalisation d'espaces urbains de particuliers et d'autres partenaires locaux.

Le projet prévoit la construction de la serre (enveloppe, carrousel), les études, achat d'outillage et ameublement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes (bureau d'études, AMO)	120 000,00	17,97%
Construction enveloppe et carrousel	492 416,77	73,74%
Outillage	26 967,23	4,04%
Géothermie	14 400,00	2,16%
Fresque murale	13 980,00	2,09%
Total	667 764,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	14 339,00	2,15%
Subvention Région Île-de-France	137 623,00	20,61%
Ville de Paris - Budget participatif 2021	246 000,00	36,84%
Ligne de crédit - Ville de Paris	83 811,00	12,55%
Privé	185 991,00	27,85%
Total	667 764,00	100,00%

DOSSIER N° EX077271 - Dispositif de soutien aux initiatives d'Urbanisme Transitoire - UT15 - "Maison Faitout" - ASSOCIATION AURORE

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

Délibération Cadre : CP2017-522 du 18/10/2017

Imputation budgétaire : 905-515-20421-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	258 815,00 € TTC	50,00 %	129 407,50 €
	Montant total de la subvention		129 407,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : ASSOCIATION AURORE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FLORIAN GUYOT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'expérimentation d'un nouveau tiers-lieu solidaire et inclusif dans une ancienne gare SNCF de la Petite Ceinture autour de l'alimentation durable.

Dates prévisionnelles : 13 mai 2023 - 1 juin 2038

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Description :

Le projet consiste en l'expérimentation d'un nouveau tiers-lieu solidaire et inclusif dans une ancienne gare de la Petite Ceinture dans le 20e arrondissement de Paris, autour de l'alimentation durable dans des locaux en cours de réhabilitation de la SNCF Immobilier.

Le projet a pour objectif de :

- Former des jeunes éloignés de l'emploi aux métiers de la cuisine et de la restauration via des formations certifiantes ;
- Exploiter un bar-restaurant Ecolabel et proposer aux acteurs du quartier des espaces partagés favorisant la mixité des usages et le développement de liens sociaux ;
- Cultiver les interactions, entre professionnels et futurs professionnels de la cuisine et les interactions avec la population très mixte du quartier Saint-Blaise et du 20e arrondissement.

Le projet concerne essentiellement la réalisation de travaux de rénovation et mise aux normes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en oeuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50 %.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation et mise aux normes : menuiserie, revêtement sol, carrelage, plâtrerie isolation plafond	258 815,00	100,00%
Total	258 815,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	10 500,00	4,06%
Subvention Région Île-de-France	129 407,50	50,00%
DRIET Emploi et territoire (obtenue)	27 500,00	10,63%
Fondation privée (demandée)	91 407,50	35,32%
Total	258 815,00	100,00%

DOSSIER N° EX077275 - Dispositif de soutien aux initiatives d'Urbanisme Transitoire - UT15 - "Les AMIs ROUSSEL" - LAROCAFE

Dispositif : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

Délibération Cadre : CP2017-522 du 18/10/2017

Imputation budgétaire : 905-515-20421-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	124 800,00 € TTC	40,06 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LAROCAFE

Adresse administrative : 76B RUE DE PARIS
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur William OIRY, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Expérimentation dans un local d'activité vacant, situé dans la ZAC de l'Horloge au nord de Romainville, d'un tiers-lieu alliant le monde de l'artisanat et celui de l'animation culturelle.

Dates prévisionnelles : 11 mai 2023 - 1 avril 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Description :

Le projet vise à expérimenter dans un local d'activité vacant, situé dans la ZAC de l'Horloge au nord de Romainville, un tiers-lieu alliant le monde de l'artisanat et celui de l'animation culturelle.

L'objectif principal du projet transitoire est de tester une activité associative culturelle combinée à une activité économique de réemploi de bois en vue de répondre aux besoins d'ameublement des collectivités franciliennes et d'aménagement pour les JO 2024.

La programmation du lieu culturel comprend l'accueil d'une résidence d'artistes, l'organisation d'événements culturels mensuels pour faire vivre le lieu, promouvoir les artistes locaux et créer des passerelles entre les habitants du quartier et d'Est Ensemble. En parallèle, une activité de fabrication de mobilier en surcyclage se déploiera ainsi que des activités pédagogiques à destination des habitants en lien avec le réemploi des matériaux.

Les dépenses d'investissement concernent l'aménagement intérieur de l'espace réservé à l'accueil des

activités culturelles associatives et l'aménagement extérieur pour l'ensemble du site (signalétique, sanitaire, café terrasse).

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 40,06 %, le taux maximum étant de 50 %.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement intérieur et mise au norme ERP	70 800,00	56,73%
Réalisation d'aménagements extérieurs (café terrasse, signalétique, sanitaires)	54 000,00	43,27%
Total	124 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet : LaroCafé	48 000,00	38,46%
Région Île-de-France	50 000,00	40,06%
EPT Est Ensemble (obtenue)	16 800,00	13,46%
Agir in Seine Saint-Denis (demandée)	10 000,00	8,01%
Total	124 800,00	100,00%

**Annexe 11 - Avenant n° 3 à la convention cadre 2018 2020 Etat
Régions et agences d'urbanisme Vallée de la Seine**



AVENANT n° 3
de prolongation à la convention-cadre 2018-2020
- Année 2023 -

entre l'État,
les Régions Île-de-France et Normandie,
et les cinq agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine
pour la mise en œuvre du CPIER Vallée de la Seine



Agence d'Urbanisme
de Rouen et des Bouches
de Seine et Eure



GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité



L'État représenté par Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la Vallée de la Seine,

En présence de Pascal SANJUAN, délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine,

La Région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-272 du 21 septembre 2023,

La Région Normandie, représentée par Monsieur Hervé MORIN, en vertu de la délibération de la commission permanente en date du XXXX,

d'une part,

La coopération des cinq agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C5AU), - agences dûment habilitées par leurs conseils d'administration respectifs -, ayant pour mandataire L'Institut Paris Region, sis au 15 rue Falguière à Paris, représenté par son directeur général, Monsieur Nicolas BAUQUET,

d'autre part,

Après avoir rappelé

La convention-cadre établie entre l'État, les Régions Normandie et Île-de-France et les agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine, pour les années 2018-2020, définit le cadre d'un programme de travail collectif des agences d'urbanisme, en lien avec le schéma stratégique de la Vallée de la Seine et le contrat de plan interrégional État-Régions (CPIER), visant à mettre en œuvre un dispositif pérenne d'observations, d'études et de prospectives (fiche 1.1 du CPIER).

La convention-cadre comprend trois orientations majeures :

1. développer une expertise et un socle de connaissances communes ;
2. répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur de la Vallée de la Seine en matière d'études, d'analyses et d'animation ;
3. organiser une rencontre annuelle pour animer le partenariat et promouvoir une culture commune du territoire et du projet.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

PRÉAMBULE

Afin d'éviter une rupture dans la poursuite des actions soutenues dans le cadre de la démarche Vallée de la Seine, du fait du décalage du calendrier du prochain CPIER, les partenaires du CPIER ont souhaité prolonger l'exécution du contrat 2015-2020 jusqu'à la signature du prochain contrat.

Il convient par conséquent de prolonger jusqu'à fin 2023 la convention-cadre relative à la coopération des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine et de définir le programme de travail de l'année 2023.

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DE L'AVENANT

Après deux avenants ayant prolongé la convention cadre jusqu'à fin 2022, la convention-cadre 2018-2020 relative à la coopération des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine est prolongée d'une année, jusqu'à fin 2023. Cette prolongation s'appuie sur l'avenant n°3 au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 qui, en son article 8 proroge celui-ci jusqu'à la date d'effet du nouveau CPIER de plein exercice.

L'objet du présent avenant est également de définir le programme de travail pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023, les modalités de sa mise en œuvre et son plan de financement.

ARTICLE 2 - PROGRAMME DE TRAVAIL

Le pilotage du programme de travail de la période allant de janvier à décembre 2023 est assuré par L'Institut Paris Region.

Le programme de travail s'articule autour de 3 objectifs.

Objectif 1 (développer une expertise et un socle de connaissances communs) : valoriser et adapter le dispositif de suivi pour répondre aux grands enjeux de la Vallée de la Seine

1.1 Valoriser : mieux donner à voir la Vallée de la Seine et ses grands enjeux

Les cartes, données et études thématiques produites par la coopération des agences d'urbanisme sont aujourd'hui présentées sur le site internet par type de contenu et ne donnent que peu à lire les spécificités du territoire (1) et les grands défis auxquels il est confronté (2).

Il s'agit donc de :

- (1) Construire **un portrait du territoire de la Vallée de la Seine**, immédiatement accessible dès la page d'accueil du site (et non dans l'onglet "Territoires"), comprenant les principaux chiffres clés, un texte court de présentation, un lien vers une carte interactive comprenant les principales données clés, ainsi qu'une carte de "marketing territorial" actualisant le fascicule de chiffres clés et la carte "la Vallée de la Seine, axe majeur de développement durable" produits en 2016.
- (2) Reclassez les contenus du site selon **les grands enjeux stratégiques de la Vallée de la Seine**. Chaque page thématique contiendra des éléments de texte (situation du territoire, évolution depuis le premier CPIER, enjeux actuels et futurs, etc.), des chiffres clés, des liens vers les études et cartes interactives. L'objectif est d'améliorer la visibilité de ces enjeux pour les acteurs du territoire séquanien mais aussi pour des acteurs extérieurs, potentiellement intéressés par des productions thématiques sans que le territoire séquanien ne soit pour eux une référence.

L'élaboration de cette liste d'enjeux clés constituera un premier travail conjoint entre les agences, la DIDVS et les Régions, sur la base des thématiques du schéma stratégique.

La réorganisation du site VdSeine.fr avec des angles thématiques en phase avec les enjeux d'actualité offrira en outre la possibilité d'une meilleure valorisation de ces productions, via des relais sur les réseaux sociaux (Twitter, LinkedIn) aux moments opportuns. Cette refonte du site devra être préparée en amont de la signature du CPIER, afin de pouvoir la mettre en ligne et communiquer au moment opportun.

Un ou des comités éditoriaux du site seront organisés au second semestre 2023, lorsque la proposition de réorganisation du dispositif de suivi sur la base des axes du schéma stratégique aura été formalisée.

1.2 Adapter le dispositif de suivi pour répondre aux grands enjeux de la Vallée de la Seine

Le reclassement des contenus existants permettra également de faire apparaître certaines lacunes dans le dispositif d'observation sur des sujets jugés stratégiques pour le territoire séquanien, ou au contraire de faire le tri dans les informations jugées non essentielles. Les agences proposent de s'appuyer sur la liste de thématiques clés co-élaborée pour compléter le dispositif de suivi et mieux répondre aux enjeux actuels du territoire.

Ce travail devra permettre :

- de combler les lacunes existantes et de constituer une base solide pour l'élaboration du dispositif d'évaluation du CPIER 2023-2027 (indicateurs de diagnostic pertinents pour suivre la dynamique du territoire) ;
- de tisser des liens avec les partenaires du CPIER, dans un but d'élargissement du socle de données.

L'objectif est de faire du site VdSeine.fr la plateforme de référence sur les données du territoire séquanien, co-alimentée par les différents producteurs de données et d'informations et avec des contenus facilement accessibles et appropriables.

Organisation

L'Institut Paris Region assure l'animation des groupes de travail associant les chargés d'études et géomaticiens des agences et visant à restructurer le dispositif de suivi, à compléter ses indicateurs et à produire de nouveaux livrables (portrait de territoire).

L'AURH poursuit la maintenance et l'administration du serveur de bases de données et de l'outil de cartographie interactive qu'elle héberge. La mise à jour des indicateurs par l'ensemble des géomaticiens est maintenue en 2023, permettant d'assurer la continuité du service dans l'attente de la mise en ligne du dispositif de suivi réorganisé.

L'Institut Paris Region assure l'administration et la mise à jour technique du site internet VdSeine.fr. Il pilote la réorganisation de celui-ci consécutive à l'évolution du dispositif de suivi. Il coordonne également, en lien avec les agences d'urbanisme et le comité éditorial, le contenu du site internet et la communication via le réseau social Twitter.

Le comité éditorial, dont la composition est précisée ci-après, se réunit au moins deux fois par an, indépendamment des réunions du comité de pilotage.

La coopération des agences d'urbanisme propose les actualités et contenus concernant les actions auxquelles elle participe et les soumet au comité éditorial (fiche 1 de l'avenant n°3 au CPIER). Le comité éditorial a la charge de proposer les actualités et contenus, concernant les autres fiches, qu'il souhaite voir apparaître sur le site.

Le comité éditorial est composé :

- des représentants des Régions et de leurs correspondants en matière de communication ;
- d'un représentant de la Délégation interministérielle au développement de la Vallée de la Seine ;
- d'un représentant de la Préfecture de Normandie, coordinatrice des services de l'État ;
- d'au moins un représentant de la coopération des agences d'urbanisme (Institut Paris Region).

Objectif 2 (répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur en matière d'études, d'analyses et d'animation) - Les études thématiques : vers une méthode de travail tournée vers l'animation territoriale

2.1 Collaborer avec les partenaires et acteurs du territoire

Les travaux engagés depuis cinq ans avec différents réseaux (agences d'urbanisme, acteurs du paysage, opérateurs fonciers et chambres consulaires) ont permis de créer une culture commune d'aménagement durable et résilient en vallée de la Seine. Ils débouchent aussi sur l'identification de pratiques mieux adaptées aux exigences actuelles, sur la mise en place d'outils partagés autorisant une analyse plus fine des enjeux.

Pour aller plus loin, des synergies doivent être encouragées et certaines actions ajustées pour tendre vers davantage d'opérationnalité. Cela implique non seulement un renforcement de l'animation et du partage de la connaissance mais aussi un travail plus opérationnel auprès des acteurs de terrain, avec une approche décroisée dans la connaissance et l'analyse, comme elle l'est dans la mise en œuvre des projets.

Ainsi en 2023, les agences travailleront de façon rapprochée avec plusieurs acteurs intervenant sur le territoire de la Vallée de la Seine, dans l'objectif de créer des synergies.

Plusieurs rencontres ont été organisées en 2023 et se poursuivront pour rapprocher les partenaires intervenant sur l'axe 1 du CPIER 2015-2022 (coopération des agences, établissements publics fonciers, école nationale supérieure de paysage, Agence de l'eau, Cerema, etc.), dans l'objectif d'élaborer de façon coordonnée de nouvelles propositions de méthodes et d'actions à mener sur la Vallée de la Seine.

Les modalités de ces nouvelles coopérations dans le prochain CPIER seront définies sous le pilotage de l'Etat et des Régions Normandie et Île-de-France.

2.2 Proposer une ou des méthodes de travail renouvelées pour les agences d'urbanisme

En parallèle de la recherche d'une meilleure collaboration avec l'écosystème d'acteurs intervenant sur la Vallée de la Seine, les agences d'urbanisme proposeront une ou des nouvelles méthodes de travail pour les années à venir.

Il pourrait par exemple s'agir :

- d'accompagner l'émergence de solutions opérationnelles d'aménagement associant de multiples acteurs (laboratoire d'innovation territoriale) ;
- d'identifier des territoires démonstrateurs illustrant les différentes problématiques ;

- de mener des ateliers avec les acteurs du territoire sur les enjeux des grandes transitions et de la sobriété en Vallée de la Seine, sur la base des thématiques à enjeux pour la Vallée de la Seine et de leur priorisation dans le document du CPIER finalisé ;
- de tirer les enseignements des retours d'expérience et valoriser les démarches innovantes.

L'objectif de ces propositions serait de créer une dynamique sur le territoire, en phase avec les attentes des élus et des acteurs locaux, permettant de faire le lien entre l'échelle interrégionale et l'échelle locale sur/en lien avec les enjeux de la Vallée de la Seine.

Organisation

L'Institut Paris Region organise et participe aux rencontres avec les partenaires de l'axe 1. Il coordonne la réflexion des agences en vue de proposer une nouvelle méthode de travail.

En fonction des demandes de l'État et des Régions et sous leur pilotage, la coopération des agences fournit les données et informations nécessaires à l'actualisation du schéma stratégique et à l'élaboration du futur CPIER.

Objectif 3 (organiser une rencontre annuelle pour animer le partenariat et promouvoir une culture commune du territoire et du projet)

3.1 Contribuer au Sommet de l'Axe Seine

Les agences d'urbanisme, en tant que partenaires étroits du CPIER, s'associeront à la préparation et à l'animation des ateliers précédant le Sommet de l'Axe Seine, organisé le 10 octobre 2023 par le Journal du Grand Paris, et à la rencontre proprement dite.

Les agences collaborent avec le Journal du Grand Paris pour favoriser la bonne prise en compte des enjeux stratégiques du territoire séquanien dans le programme (par exemple par l'ajout d'un groupe de travail sur l'aménagement durable et l'adaptation au changement climatique). L'intervention des agences lors des groupes de travail et du Sommet pourrait consister en la présentation d'un état des lieux du territoire séquanien et de ses enjeux sur chacune des thématiques abordées, en valorisant les études et les données existantes.

3.2 Pas de rencontre annuelle des agences d'urbanisme en 2023

Considérant le caractère transitoire de l'année 2023 et l'existence du Sommet de l'Axe Seine, l'organisation d'une rencontre annuelle des agences ne s'avère pas opportune en 2023. En conséquence, les prévisions de financement relatives à l'objectif 3 n'intègrent pas l'organisation d'un tel événement.

Organisation

L'Institut Paris Region pilotera l'intervention des agences dans le cadre de l'événement organisé par le Journal du Grand Paris.

ARTICLE 3 - BUDGET PRÉVISIONNEL 2023

DÉCLINAISON DES DÉPENSES PAR OBJECTIF ET PAR AGENCE

	OBJECTIF 1 Centre de ressources (dispositif de suivi, site internet, communication)	OBJECTIF 2 Etudes	OBJECTIF 3 Rencontres	Montant 2023	Répartition par agence
L'Institut	55 200 €	4 100 €	4 050 €	63 350 €	35%
APUR	20 200 €	2 100 €	4 050 €	26 350 €	15%
AURH	30 200 €	2 100 €	4 050 €	36 350 €	20%
AUCAME	20 200 €	3 100 €	4 050 €	27 350 €	15%
AURBSE	20 200 €	2 100 €	4 050 €	26 350 €	15%
	146 000 €	13 500 €	20 250 €	179 750 €	100%

FINANCEMENT CPIER POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} AVRIL au 31 DÉCEMBRE 2023

Proposition de répartition des subventions						
	Montant 2023	Subvention sollicitée 80%	ETAT-FNADT	Région Normandie	Région Île- de-France	Autofinancement 20%
L'Institut	63 350 €	50 680 €	25 340 €		Programme partenarial	12 670 €
APUR	26 350 €	21 080 €	21 080 €			5 270 €
AURH	36 350 €	29 080 €	14 540 €	14 540 €		7 270 €
AUCAME	27 350 €	21 880 €	10 940 €	10 940 €		5 470 €
AURBSE	26 350 €	21 080 €	10 540 €	10 540 €		5 270 €
	179 750 €	143 800 €	82 440 €	36 020 €		35 950 €

Détail par objectif

OBJECTIF 1 - Centre de ressources (dispositif de suivi, site internet, communication)	
Frais de personnel (évolution du dispositif de suivi et évolution du site internet : base estimée 10 jours de travail, 2 personnes/agence)	100 000 €
Frais de personnel (coordination : 15 jours)	15 000 €
Frais de déplacement (estimation 4 déplacements par agence)	1 000 €
Administration et hébergement du site internet	2 000 €
Administration et hébergement du serveur commun de données	10 000 €
Total	146 000 €

81%

OBJECTIF 2 - Etudes	
Frais de personnel (séminaire directeurs, réunions chargés d'études : base 1 journée de travail, 2 personnes/agence)	10 000 €
Frais de personnel (coordination)	3 000 €
Frais de déplacement (estimation 2 déplacements par agence)	500 €
Total	13 500 €

8%

OBJECTIF 3 - Rencontres	
Frais de personnel (réunions de préparation, ateliers et Sommet : base 2 jours de travail, 2 personnes par agence)	20 000 €
Frais de déplacement (estimation 1 déplacement par agence)	250 €
Total	20 250 €

11%

TOTAL DES CHARGES	179750 €	100%
--------------------------	-----------------	-------------

ARTICLE 4 - PILOTAGE GÉNÉRAL DE LA DÉMARCHE

L'Institut Paris Region assure le pilotage de la démarche pour l'année 2023 et la gestion administrative et financière. L'Institut Paris Region organise les réunions interagences et les réunions avec la DIDVS, les Préfectures de Normandie et d'Île-de-France et les Régions Normandie et Île-de-France. Elle assure la rédaction des comptes-rendus.

ARTICLE 5 - RÉILIATION TOTALE OU PARTIELLE, CADUCITE DE LA CONVENTION

En cas de non-respect de ses engagements par l'une ou l'autre des parties, la convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure si celle-ci est sans effet.

La convention est résiliée en cas d'inexécution totale ou partielle de leur programme d'activités par les bénéficiaires ou d'utilisation de leurs subventions respectives à d'autres fins que celles mentionnées dans la convention.

ARTICLE 6 - CLAUSE ÉTHIQUE

Les partenaires s'engagent à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Pour l'État

*Le préfet de la région Normandie
préfet coordonnateur des actions de l'État
pour l'aménagement de la Vallée de la Seine,
Jean-Benoît ALBERTINI*

*Le délégué interministériel
au développement
de la Vallée de la Seine
Pascal SANJUAN*

Pour la Région Île-de-France

Pour la Région Normandie

*La présidente du conseil régional
Valérie PECRESSE*

*Le président du conseil régional
Hervé MORIN*

**Pour la coopération des cinq agences
d'urbanisme de la Vallée de la Seine
(C5AU),
L'Institut Paris Region, mandataire,**

*Le directeur général de L'Institut
Nicolas BAUQUET*

Annexe 12 - Fiches-projets CPIER

DOSSIER N° 23006969 - CPIER 2023 - OBSERVATOIRE DE LA LOGISTIQUE - LSN

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 930-042-65748-404001-1900

Action : 40400102S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	83 234,00 € HT	18,02 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LSN LOGISTIQUE SEINE NORMANDIE

Adresse administrative : 26 RUE ALFRED KASTLER
76130 MONT SAINT AIGNAN

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Sonia DUBES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les actions de LSN en lien avec l'observatoire logistique ont démarré depuis le 1er janvier 2023. Ces actions se poursuivent sur la durée du CPIER.

Description :

Logistique Seine Normandie est un acteur clé du développement logistique de l'Axe Seine. LSN est un des clusters de référence de la filière logistique. Il joue un rôle fondamental dans le CPIER. Animé et mis en oeuvre par LSN dans le cadre de ses missions en faveur de l'attractivité de l'Axe Seine, l'observatoire contribue à fédérer un réseau d'acteurs sur la question logistique en Vallée de la Seine. Son objectif est d'éclairer les prises de décisions publiques, faciliter les implantations et les développements logistiques à travers la mise en commun d'informations, de données et le partage d'outils à des fins de marketing et d'aide à la décision.....

Bilan de l'Observatoire Logistique en 2022 :

Recensement et contribution de la connaissance du foncier compatible avec des implantations logistiques ;

Constitution d'un centre de ressources sur les dynamiques logistiques et contribution au développement d'une « culture » logistique ;

Définition d'indicateurs clés, notamment sur l'emploi « logistique » ;

Création de la transversalité entre les acteurs et d'une vision partagée des enjeux ;

Contribution à l'attractivité et au rayonnement « logistique » de la Normandie et de l'axe Seine.

Finalisation de l'étude INSEE sur l'emploi logistique ;

Proposition de travail 2023/2024 :

Projet d'étude porté par la DREAL Normandie sur la « Caractérisation des évolutions présentes et à venir du foncier logistique aux franges de la Normandie : identification et approfondissement des dynamiques régionales » => en attente de validation côté DGITM ;

Etude de préfiguration pour la mise en place d'un observatoire de l'immobilier logistique (objectif faire évoluer la démarche actuelle centrée sur la connaissance du foncier) ;

Mise en place d'un dialogue Axe Seine/Axe Nord (initiation de coopérations) dans la perspective de la mise en service du Canal Seine Nord Europe : actualisation/enrichissement de la carte ci-contre, organisation d'un séminaire, etc. ;

Mise en place d'un dialogue avec les EPCI de l'Ouest francilien sur la question du foncier et de l'immobilier à vocation logistique => avec l'appui de la Région Ile-de-France – Objectif : faire émerger une stratégie/une vision « Axe Seine » sur cette question de la place de la logistique dans les territoires en lien avec les travaux mis en œuvre dans le cadre du Schéma de Cohérence Logistique Régional.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPIER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Structuration des filières industrielles et des pôles de compétitivité

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	5 000,00	6,01%
Charges de personnel	78 234,00	93,99%
Total	83 234,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	18,02%
Région Normandie	25 794,00	30,99%
Etat (FNADT)	25 794,00	30,99%
Autofinancement	16 646,00	20,00%
Total	83 234,00	100,00%

**DOSSIER N° 23006977 - CPIER 2022- ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE PAYSAGE -
Programme de travail 2023 - 2024**

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 930-042-65748-404001-1900

Action : 40400102S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	196 400,00 € TTC	15,99 %	31 395,00 €
	Montant total de la subvention		31 395,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSP ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
PAYSAGE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 10 RUE DU MARECHAL JOFFRE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame Alexandra BONNET, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les actions démarreront à partir du 1er septembre 2023.

Afin de mettre en cohérence le calendrier des avenants annuels à la convention-cadre et les actions conduites par l'Ecole nationale supérieure de paysage (ENSP) de Versailles, il est proposé que les avenants annuels portent sur des années universitaires

Description :

Le projet s'inscrit dans la continuité de la convention signée en 2015, donnant pour mission à l'Ecole nationale de paysage de Versailles de mettre en œuvre la fiche 1.3 du Contrat de plan interrégional pour la Vallée de la Seine autour de trois objectifs :

1. Proposer des ateliers pédagogiques dédiés à l'innovation et l'expérimentation sur des enjeux paysagers de la vallée de la Seine pour instituer une démarche paysagère dynamique et exigeante qui promeut la connaissance partagée et les projets concertés,
2. Rassembler les compétences "paysage" au travers d'un cluster, réunissant les acteurs investis dans l'aménagement du territoire et les paysages de la Vallée de la Seine ancré dans un réseaux d'acteurs institutionnels, économiques, de l'enseignement et de la recherche, pour porter des démarches paysagères s'inscrivant dans la dynamique vallée de la Seine,
3. Contribuer à structurer l'ingénierie paysagère à l'échelle de la vallée de la Seine via des échanges et

actions communes, notamment dans le cadre des études et investissements financés au titre du CPIER. Pour chacun de ces objectifs, les avenants annuels à la convention précisent la nature des travaux attendus et les moyens financiers qui y sont alloués.

OBJECTIFS POURSUIVIS :

1. Le cluster paysage : construire le réseau de demain

a/ Consolider et élargir le cluster

b/ Montage d'une quatrième édition de la Caravane des paysages qui apportera une vision globale et locale des enjeux du paysage au territoire. L'ENSP communiquera sur la date des événements sur le site Vallée de la Seine et pourra s'appuyer sur les outils de communication des autres membres du réseau....

Les caravanes s'appuieront sur les services urbanisme des villes

c/ Contribuer aux travaux collectifs à mener en matière d'observation, d'animation et de diffusion de la connaissance du territoire de la Vallée de la Seine dans une logique de sobriété foncière avec les autres partenaires du CPIER notamment avec les agences d'urbanisme, les établissements publics fonciers...L'ENSP pourra aussi être à l'origine de la mobilisation des autres partenaires du CPIER pour favoriser le travail inter-fiches.

2. Accompagner l'ingénierie paysagère à l'échelle Vallée de la Seine

a/ L'Atelier pédagogique

b/ L'exposition « synthèse et illustration des enjeux paysagers à l'horizon 2030 »

c/ Les rencontres

3. Valoriser les actions

a/ Stratégie de communication (avec l'AURH) et en lien avec les autres actions du CPIER

b/ Actions de valorisation de la démarche et des produits

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPIER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Connaissance des paysages et de leur évolution

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais animation cluster	101 700,00	51,78%
frais atelier pédagogique	30 000,00	15,27%
Frais de communication	32 200,00	16,40%
Frais événementiels	32 500,00	16,55%
Total	196 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (FNADT)	73 352,00	37,35%
Région Normandie	52 373,00	26,67%
Région Ile-de-France	31 395,00	15,99%
Fonds propres	39 280,00	20,00%
Total	196 400,00	100,00%

DOSSIER N° 23006996 - CPIER 2023 ORGANISATION DU 4ème SOMMET DE L'AXE SEINE

Dispositif : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement (n° 00000941)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 930-042-65748-404001-1900

Action : 40400102S- Actions interrégionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	111 160,00 € TTC	9,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JGPMEDIA
Adresse administrative : 96 BOULEVARD DIDEROT
75012 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Jacques PAQUIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Organiser le troisième sommet de l'Axe Seine

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La préparation de cet évènement démarrera avant le vote de la CP. En effet le 4ème Sommet de l'Axe Seine aura lieu le 10 octobre 2023.

Description :

La 4ème édition "Le Sommet de l'Axe Seine" constituera un des temps forts du CPIER Vallée de la Seine en 2023. Elle se déroulera le 10 octobre 2023 à la Maison de l'Océan à Paris.

Déjà soutenu en 2022 dans le cadre du CPIER et en particulier par la région Ile-de-France, cet évènement vise à animer le débat autour de grandes thématiques qui constituent l'essence du territoire de la Vallée de la Seine : coopérations institutionnelles, logistique, transition énergétique, aménagement...etc....

Il s'agit d'informer, débattre, partager de bonnes pratiques et les initiatives réussies. Il est aussi l'occasion pour les acteurs franciliens et normands de se rencontrer le temps d'une journée.

Cette manifestation pourrait mobiliser environ 350 personnes sur 1 journée ayant pour sujet la Vallée de la Seine comme territoire de projets et de coopération.

Les thématiques en 2023 porteront sur :

-les coopérations territoriales

- l'énergie
- la réindustrialisation
- la logistique et mobilité
- l'aménagement durable

-Un autre temps d'échange portera aussi sur les stratégies de développement et les interactions avec l'Axe Seine du futur Canal Seine Nord et d'un port du Range nord

Afin de concevoir cet évènement, le Journal du Grand Paris qui est l'organisateur, organisera des réunions de travail avec les partenaires de ce territoire afin d'évoquer l'état des lieux, les enjeux du sujet sur le territoire et les objectifs fixés en la matière et les propositions.

Les 5 agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine seront associées à la fois dans les travaux mais aussi dans l'animation des tables rondes.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Dispositif pérenne d'observation d'études et de prospective

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Edition	12 000,00	10,80%
Production	22 400,00	20,15%
Communication	17 700,00	15,92%
Prestations	58 360,00	52,50%
Logistique	700,00	0,63%
Total	111 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (FNADT)	10 000,00	9,00%
Région IDF	10 000,00	9,00%
Région Normandie	10 000,00	9,00%
Autofinancement	81 160,00	73,01%
Total	111 160,00	100,00%

**Annexe 13 - Avenant prolongation de la convention-cadre
2017-2020 État, régions Île-de-France et Normandie et Ecole
Nationale Supérieure de Paysage de Versailles**

AVENANT de prolongation à la CONVENTION-CADRE 2017-2020
pour la mise en œuvre du volet paysager
du CPIER de la Vallée de la Seine
Entre l'État,
Les Régions Île-de-France, Normandie, et,
L'École nationale supérieure de paysage de Versailles
-
Année 2023

Le présent avenant à la convention-cadre 2017-2020 pour la mise en œuvre du volet paysager du CPIER de la Vallée de la Seine est conclu entre :

L'État représenté par Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de Normandie, préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la vallée de la Seine, en présence du délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine, Monsieur Pascal SANJUAN,

La Région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, présidente du Conseil régional, dûment habilitée par la délibération n °CP 2023-272 du 21 septembre 2023,

La Région Normandie, représentée par Monsieur Hervé MORIN, président du Conseil régional, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente en date du 16 septembre 2023,

D'une part,

Et

L'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles, représentée par sa directrice Madame Alexandra BONNET.

D'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Afin d'éviter une rupture dans la poursuite des actions soutenues dans le cadre de la démarche Vallée de la Seine, du fait du décalage du calendrier du prochain CPIER (2024 – 2027), les partenaires du CPIER ont souhaité prolonger l'exécution du contrat 2015-2020 jusqu'à la date d'effet du nouveau contrat.

Il convient par conséquent de prolonger pour l'année universitaire 2023-2024, la convention cadre relative à la mise en œuvre du volet paysager.

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DE L'AVENANT

La convention-cadre 2017-2020 pour la mise en œuvre du volet paysager du CPIER est prolongée d'une année. Cette prolongation s'appuie sur l'avenant n°3 au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 qui en son article 8 proroge celui-ci jusqu'à la date d'effet d'un nouveau contrat de plein exercice.

ARTICLE 2 – PROGRAMME DE TRAVAIL

Compte-tenu de leur déroulement sur l'année universitaire, le programme de travail et les actions correspondantes sont menées sur l'année 2023-2024. Leur détail est fourni en annexe 1 du présent avenant.

ARTICLE 3 – MONTANT DES FINANCEMENTS

Le budget total de l'opération est fixé à 235 462 €, ventilé en recettes et dépenses entre les parties selon la clé de répartition fournie dans l'annexe 2.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINALES

La prise en compte des dépenses sera effective à partir du 01 septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.

L'ensemble des autres dispositions de la convention-cadre 2017-2020 pour la mise en œuvre du volet paysager du CPIER demeurent applicables sans changement.

*
* *

Pour l'État

Jean-Benoît ALBERTINI,
Préfet de la région Normandie,
Préfet coordonnateur des actions de

Pascal SANJUAN,
Délégué interministériel au
développement de la vallée de la

Pour la Région Normandie

***Hervé MORIN,
Président du Conseil régional***

Pour la Région Île-de-France

***Valérie PECRESSE,
Présidente du Conseil régional***

**Pour l'École nationale supérieure
de paysage**

**Alexandra BONNET,
*Directrice***

ANNEXE 1 – Programme de travail sur 2023-2024

Après 8 années de travaux, l'année universitaire 2023-2024 marque un tournant vers une capitalisation, des efforts de diffusion plus larges et vers une opérationnalisation de la démarche. Cette nouvelle année est consacrée à la poursuite de la diffusion de la vision paysagère élaborée par les acteurs et partenaires du CPIER Vallée de la Seine sur 2015-2020. Egalement, les forces sont mobilisées pour accompagner les réflexions du futur CPIER. Grâce à la transversalité de la démarche paysagère, le changement climatique devient le sujet central des actions à travers le déploiement des thématiques suivantes : la réindustrialisation, les aménagements résilients, les îlots de chaleur et de fraîcheur, l'objectif zéro artificialisation net, la gestion et l'usage de l'eau, les énergies renouvelables, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat...

Les actions réalisées visent à sensibiliser de nouveaux cercles d'acteurs en développant des méthodologies pour intégrer de nouveaux partenaires au réseau, à accompagner davantage les élus de la vallée de la Seine et du littoral normand dans le développement de leurs projets et dans l'impulsion de nouveaux objectifs, et à mobiliser les savoirs et les spécificités des acteurs pilotes de la démarche Vallée de la Seine.

Le programme de travail de l'École nationale supérieure de paysage (ci-après : l'ENSP), appuyée par l'Agence l'urbanisme Le Havre – Estuaire de la Seine (ci-après : l'AURH), a été arrêté comme suit :

1. Le cluster paysage : construire le réseau de demain

L'objectif est de poursuivre l'animation du cluster de compétences en « paysage », et de l'élargir, notamment au travers de la définition et de l'utilisation d'outils méthodologiques nécessaires à son bon fonctionnement et à une consolidation de la mise en réseau des acteurs.

En s'appuyant sur les travaux effectués et sur les problématiques identifiées les années précédentes (par leur soin ou par d'autres partenaires du CPIER), l'ENSP et l'AURH mettent en place des actions visant à :

a/ Consolider et élargir le cluster

Afin de consolider le cluster, les outils de présentation des acteurs membres du réseau et de leurs initiatives continuent d'être déployés : calendrier annuel des actions du réseau « paysage » présenté lors de la journée de rentrée ; mise à jour de l'annuaire des professionnels et membres du réseau ; page internet créée sur le site vallée de la Seine identifiant les différents membres du réseau.

Des prises de contacts et des rencontres seront organisées avec des acteurs institutionnels, du monde de l'enseignement supérieur, des grands maîtres d'ouvrage

sur la vallée de la Seine (État, Société du Grand Paris, SNCF Réseau, VNF, HAROPA PORT, Ademe, intercommunalités...) afin de les associer aux événements organisés par l'ENSP et l'AURH et afin d'ouvrir le réseau à des membres qui souhaitent s'investir dans la démarche. Elles seront restituées dans le rapport annuel d'exécution de la mission.

b/ Montage d'une nouvelle édition de la Caravane des paysages au format innovant

Les anciennes éditions :

La Caravane des paysages est un outil qui voit le jour en 2021 à l'occasion de la création de différents supports de capitalisation du premier CPIER 2015-2020. Cet outil porte donc une vision interrégionale et permet à la fois de sensibiliser aux questions de changement climatique sur les territoires et de propulser des futurs projets vers des solutions d'aménagement durables et enviables. Composée de deux moments sur une durée de deux heures, les éditions 2021/2022/2023 ont consisté en plusieurs escales à la demande des territoires. Chacune débute par la conférence « L'Odyssée séquanienne » qui traduit sur une échelle spatiale et temporelle les formations et transformations de la vallée de la Seine depuis l'époque du Carbonifère à nos jours. Ce partage de connaissances est suivi d'un moment de réflexion par l'usage de la prospective, où émergent des réflexions en atelier et laissent places aux débats.

La Caravane s'intègre à des événements organisés au cœur des territoires entre Cherbourg et Paris, entre janvier et août.

Pour cette nouvelle année, le nouveau format vise à toucher davantage d'acteurs séquistiens et extérieurs aux membres du réseau paysage déjà constitué ainsi qu'à impulser des démarches paysagères au sein des territoires. En effet, l'année 22/23 a démontré un réel intérêt des structures d'accueils pour cet outil qui traite du changement climatique et permet d'avoir une approche multi scalaire en s'intéressant dans un premier temps à l'entité Vallée de la Seine dans son ensemble pour se rattacher au territoire local avec une visée opérationnelle. La Caravane peut également être l'occasion d'intégrer un public d'acteurs plus large, en adaptant son format et en s'appuyant sur les contacts des partenaires du CPIER. Pour cela, il est proposé d'étendre le format sur une demi-journée et de lier d'autres intervenants aux quatre escales normandes et aux quatre escales franciliennes (organisation de rencontres avec des experts sur la thématique choisie, projections, visites de site, tables-ronde, etc.). L'ENSP et l'AURH pourront commencer dès septembre 2023 à rédiger les supports de communication à destination des structures pour fixer des dates à partir de janvier 2024 (lettres aux présidents des EPCI du territoire, prise de contact directe auprès des responsables aménagement des territoires/urbanisme, page sur le site vdseine.fr avec les informations sur les escales prévues, posts sur les réseaux sociaux, solliciter les outils de communication des autres partenaires...etc.). Les thématiques choisies pourront s'appuyer sur les travaux des membres du réseau (agence d'urbanisme, Agence de l'eau, EPF, OPP, etc.). La conférence pourra également être mise à jour en fonction des besoins ou nouveaux sujets émergents. Des critères seront à mieux définir concernant les choix des partenariats avec les structures d'accueil : les escales pourront être réalisées à la seule condition d'une présence d'environ vingt participants dont la présence d'au minimum de deux élus. Un travail sera réalisé après chaque escale et fera état de : un questionnaire de satisfaction, une scénette réalisée pour traduire les enjeux du territoire visité et, si possible, un

podcast audio. Chaque escale fera l'objet de communication par les structures d'accueil auprès de leur territoire. L'ENSP et l'AURH se chargeront de diffuser des informations en amont de chaque escale sur les réseaux sociaux et auprès des membres du réseau du territoire. Afin de permettre un meilleur aperçu de la totalité des escales et d'alimenter la page Caravane sur le site internet, une carte pourra être réalisée et alimentée chaque année pour rendre compte des territoires qui ont sollicité la Caravane et ceux qui ont accueilli une escale.

Un rapport sera réalisé afin de montrer la plus-value de la démarche paysage et de la Caravane dans les territoires de la Vallée de la Seine.

Le nouveau format de la Caravane, le calendrier des escales ainsi que les documents de communication seront proposés pour validation au comité de pilotage.

L'ENSP essaiera de s'appuyer sur les outils de communication de la VdS comme le site internet pour communiquer sur les dates des caravanes.

c/ Collaborer avec les partenaires et acteurs du territoire

Les travaux engagés depuis cinq ans avec différents réseaux (agences d'urbanisme, acteurs du paysage, opérateurs fonciers et chambres consulaires) ont permis de créer une culture commune d'aménagement durable et résilient en vallée de la Seine. Ils débouchent aussi sur l'identification de pratiques mieux adaptées aux exigences actuelles, sur la mise en place d'outils partagés autorisant une analyse plus fine des enjeux.

Pour aller plus loin, des synergies doivent être encouragées et certaines actions ajustées pour tendre vers davantage d'opérationnalité. Cela implique non seulement un renforcement de l'animation et du partage de la connaissance mais aussi un travail plus opérationnel auprès des acteurs de terrain, avec une approche décroisonnée dans la connaissance et l'analyse, comme elle l'est dans la mise en œuvre des projets.

Ainsi en 2023-2024, l'ENSP et l'AURH travailleront de façon rapprochée avec plusieurs acteurs intervenant sur le territoire de la Vallée de la Seine, dans l'objectif de créer des synergies.

Plusieurs rencontres ont été organisées en 2023 et se poursuivront pour rapprocher les partenaires intervenant sur l'axe 1 du CPIER 2015-2022 (coopération des agences d'urbanisme, établissements publics fonciers, école nationale supérieure de paysage, Agence de l'eau, Cerema, etc.), dans l'objectif d'élaborer de façon coordonnée de nouvelles propositions de méthodes et d'actions à mener sur la Vallée de la Seine.

Les modalités de ces nouvelles coopérations dans le prochain CPIER seront définies sous le pilotage de l'Etat et des Régions Normandie et Île-de-France.

d/ Proposer une ou des méthodes de travail renouvelées pour les agences d'urbanisme

En parallèle de la recherche d'une meilleure collaboration avec l'écosystème d'acteurs intervenant sur la Vallée de la Seine, l'ENSP et l'AURH proposeront une ou des nouvelles méthodes de travail pour les années à venir.

Il pourrait par exemple s'agir :

- de thématiser les escales de la Caravane des paysages en s'appuyant sur des travaux financés par le CPIER (études des Agences d'urbanisme, de l'AESN, du Cerema, OPP, etc.) et valoriser des sites démonstrateurs,
- de créer des supports visuels et pédagogiques pour introduire les enjeux du prochain CPIER en termes de paysage,
- de mettre en résonance des thématiques et des sujets des différents réseaux d'acteurs pour monter la rentrée du réseau, potentiellement co-animée avec les partenaires de l'Axe 1 du CPIER.

L'objectif de ces propositions serait de créer une dynamique sur le territoire, en phase avec les attentes des élus et des acteurs locaux, permettant de faire le lien entre l'échelle interrégionale et l'échelle locale sur/en lien avec les enjeux de la Vallée de la Seine.

2. Accompagner l'ingénierie paysagère à l'échelle de la vallée de la Seine

L'expertise acquise au cours des différents événements se doit d'être valorisée. De plus, il est possible de constater que les changements climatiques et les volontés de développer économiquement la Seine imposent deux temporalités qui nécessitent la mise en œuvre de dispositifs pour continuer à sensibiliser, à transmettre et ainsi à agir à la mesure des avancées sociales. La fiche 1 de l'avenant n°3 du CPIER vise à développer une ingénierie paysagère à l'échelle de la vallée de la Seine, au service des maîtres d'ouvrage publics et privés, ainsi que des maîtres d'œuvre. Il importe en effet de faciliter l'intégration dans les politiques d'aménagement des apports du réseau paysage. L'ENSP et l'AURH s'engagent à poursuivre la politique de diffusion en s'appuyant sur les actions suivantes :

a/ L'Atelier pédagogique

Mettre en place et piloter le déroulement d'un atelier pédagogique adapté à un espace appartenant à la Vallée de la Seine « monument libre » pour l'année universitaire 2023-2024. Il a pour objectif d'aider les acteurs à ancrer la démarche paysagère dans les territoires, de mettre en lien des structures avec de jeunes diplômés, et de valoriser la profession de paysagiste.

En cette année 2023-2024, l'atelier est divisé en trois groupes de travail de 12 étudiants, disposant chacun d'un bassin versant comme territoire d'étude, aux dynamiques géographiques et territoriales très diverses. Les trois bassins-versants à l'étude sont les suivants :

- La vallée de Touques,
- La valleeuse d'Etretat,
- L'estuaire de la Seine, jusqu'au barrage de Poses.

L'atelier se déroule en trois phases :

- Arpentage de site puis production d'un atlas territorial pour identifier les enjeux et établir une problématique,
- Production individuelle d'une esquisse à l'échelle d'un secteur sélectionné,

- Production de groupe : élaboration des « alliances » nouées à l'échelle d'un bassin-versant et identification des conditions de cohabitation de leurs projets respectifs à travers le territoire.

Afin de valoriser le travail de recherche présent à l'ENSP et de profiter du réseau paysage dans le cadre du CPIER cette année une restitution in-situ est prévue pour tendre vers davantage de communication sur les projets portés par les étudiants. Ces projets présentés sur place et si possible à des élus et des partenaires, permettent de mettre en exergue des situations pré-opérationnelles. Un effort sera produit afin de mettre en lien les travaux de recherches existant des universités des territoires concernés avec les thématiques développées au cours de cet atelier. Une note méthodologique complète ce document.

L'avancement des travaux menés dans le cadre de l'Atelier sera présenté au Comité de pilotage à mi-parcours et en fin de projet.

b/ L'exposition « synthèse et illustration des enjeux paysagers à l'horizon 2030 »

Pour lancer la nouvelle page du CPIER, l'ENSP et l'AURH montent une exposition-événement en 2024. Elle met en scène de manière visuelle et graphique les enjeux paysagers de la vallée de la Seine en s'appuyant à la fois sur le schéma stratégique actualisé, sur la production de documents comme une cartographie de tous les lieux visités et étudiés par le réseau paysage depuis 2015, mais aussi sur les travaux menés depuis 2015 par l'ENSP et l'AURH, sur les bilans des porteurs de projet d'autres fiches-actions du CPIER (Agences d'urbanisme et Etablissements publics fonciers), et sur les clichés des Observatoires Photographiques des Paysages. Elle vise à rendre accessibles à un large public les questions concernant le futur de la vallée de la Seine et pourra servir aux réflexions aux acteurs du CPIER 2024-2027. Elle sera mobilisable, après accord du Comité de pilotage, pour accompagner les grands événements de 2024 (Sommet de l'Axe Seine, JO, etc.). Ainsi, les actions prévues pour ce développement d'ingénierie sont les suivantes : réunions avec les différents partenaires du CPIER, récupération de données à l'automne 2023, projection et mise en forme de ces données.

c/ Les rencontres-événements

Des rencontres sont organisées annuellement pour valoriser les travaux réalisés par l'équipe d'animation et par les étudiants formés par les ateliers pédagogiques, et favoriser leur appropriation par les acteurs du territoire (rentrée du réseau, restitution de l'atelier pédagogique, réunion de présentation des ateliers auprès des acteurs locaux, participation à des événements de partenaires). Celles qui seront programmées en 2023-24 s'appuient sur les éléments apportés par la vision paysagère de la Seine et de ses affluents, baie de Seine incluse, présentée dans l'ouvrage *Plus grand que la Seine*, dans la carte narrative réalisée en 2020, et dans le cadre de productions des partenaires du CPIER.

3. Valoriser les actions

La stratégie de communication et le programme de travail visent à communiquer autour des événements annuels, mais aussi à valoriser les productions des précédentes années.

a/ Stratégie de communication (avec l'AURH), en lien avec les autres actions du CPIER

La stratégie de communication établie pour la fiche 1.3, en lien avec les autres fiches-actions du CPIER notamment avec la fiche-action 1.1 (diffusion des travaux, publicité sur les événements, identification des réseaux auprès desquels communiquer, ligne

graphique, définition d'un calendrier, etc.), sera menée avec le service communication de l'AURH. Il s'agit ici de mener en parallèle de chacune des actions, une communication par le biais de différents médias (site internet vdseine.fr, réseaux sociaux, mails) mais également par différentes formes (flyers, lettres écrites, tableaux, cartes, données audio ou visuelles, etc.) De grandes questions de communication nécessitant une validation par les financeurs du CPIER pourront être présentées et partagées en comité de pilotage. Les enseignements qui en seront tirés seront valorisés dans le cadre plus général du CPIER.

b/ Diffusion et valorisation de la démarche et des produits

L'objectif est également de poursuivre le travail de diffusion et de valorisation de la démarche et des différents outils produits depuis 2015 : expositions itinérantes, films, plaquettes de synthèse des différents ateliers pédagogiques, l'ouvrage *Plus grand que la Seine*, la carte narrative, la conférence *L'Odyssée séquanienne*, etc. Ce volet nécessite de mettre à jour, au fil des événements, le site internet www.vdseine.fr et d'être en relation avec les différents acteurs pour leur proposer de recevoir les produits, ou l'équipe d'animation, pour transmettre les connaissances auprès de leur public.

ANNEXE 2 – Budget prévisionnel

CPIER 1.3 "Connaissance des paysages et de leur évolution

Budget prévisionnel pour la convention d'application 2023-2024

version du 13/04/2023

RECETTES 2023-2024				
Ressources ENSP	Montant ENSP	Montant AURH	%	Total
État (FNADT)	73 352,00 €	20 833,00 €	50 %	94185,00
Région Normandie	52 373,00 €	10 417,00 €	2/3 de 50%	62790,00
Région Île-de-France	31 395,00 €	0,00 €	1/3 de 50%	31395,00
Total subventions	157 120 €	31 250 €		188370,00
Autofinancement	39 280 €	7 812 €		
Total de l'opération	196 400 €	39 062 €		
Montant total de l'opération	235 462 €			
DÉPENSES 2023-2024				
activités	dépenses ENSP	dépenses AURH		
Animation du cluster 2023-2024	101 700 €	5 250,00 €		
Atelier pédagogique	30 000 €			
Communication	32 200 €	11 550,00 €		
Événements 2023-2024	32 500 €	22 262,00 €		
Total dépenses	196 400 €	39 062,00 €		
Coût total de l'opération	235 462 €			

**Annexe 14 - Convention de reconduction de la convention-
cadre 2016-2020 État, Régions Île-de-France et Normandie, EPF
Normandie et EPF Île-de-France**

**CONVENTION-CADRE
entre l'État,
les Régions Île-de-France et Normandie,
l'EPF Normandie et l'EPF Île-de-France**

**RELATIVE AUX ACTIONS DU VOLET FONCIER DU CONTRAT DE PLAN
INTERRÉGIONAL VALLÉE DE SEINE POUR L'ANNÉE 2023**

La présente convention cadre 2023 pour la mise en œuvre du volet foncier, fiche 1.4 du CPIER de la Vallée de la Seine-est conclue entre :

L'État représenté par Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de Normandie, préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la vallée de la Seine, en présence du délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine, Monsieur Pascal SANJUAN

La Région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, présidente du Conseil régional, dûment habilitée par une délibération de la commission permanente n° CP 2023-272 du 21 septembre 2023,

La Région Normandie, représentée par Monsieur Hervé MORIN, président du Conseil régional, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente en date du 16 septembre 2023,

D'une part,

Et

L'Établissement Public Foncier de Normandie, représenté par son Directeur Général, Monsieur Gilles GAL, désigné sous le terme « EPF Normandie »,

L'Établissement Public Foncier d'Île-de-France, représenté par son Directeur Général, Monsieur Gilles BOUVELOT, désigné sous le terme « EPF Île-de-France ».

D'autre part,

PREAMBULE

Afin de poursuivre les actions soutenues dans le cadre de la démarche Vallée de la Seine 2015-2020, renforcer les synergies et les coopérations entre les acteurs intervenant sur les fiches action et dans la perspective d'une nouvelle contractualisation interrégionale, les partenaires du CPIER ont souhaité prolonger l'exécution du contrat 2015-2020 jusqu'à la signature d'un nouveau contrat de plein exercice.

Un avenant n°3 au contrat de Plan Interrégional Etat-Régions Vallée de la Seine signé le 22 mars 2022 vient consacrer les principes de la poursuite des actions conduites en Vallée de la Seine.

Il convient par conséquent de reconduire la convention cadre 2016-2020 relative à la mise en œuvre du volet foncier, qui correspond à la fiche-action 1.4 « Maîtrise du développement urbain » du CPIER de la vallée de la Seine.

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions d'élaboration du programme de travail collectif entre l'Etat, les Régions et les EPFs, afin de favoriser la maîtrise du développement urbain tel que prévu par le CPIER.
- les modalités de financement, par l'Etat et les Régions, des travaux pilotés par les EPF pour l'année 2023. Ces travaux s'organisent autour de deux objectifs principaux détaillés ci-après. Les EPF se réservent la possibilité de solliciter tout autre organisme permettant l'atteinte des objectifs partagés (CCI, agences d'urbanisme,...).

Des conventions d'application à la présente convention précisent en tant que de besoin la nature des travaux attendus et les moyens financiers qui y sont alloués.

1/ Améliorer la connaissance des enjeux et du contexte fonciers

En lien avec les objectifs définis par le schéma stratégique pour la Vallée de la Seine et les actions retenues dans le cadre du CPIER, la connaissance du foncier permet de préparer les opérations d'aménagement, et de mieux utiliser l'espace disponible, notamment par le recyclage urbain et par la densification. Pour être efficiente à l'échelle de la Vallée de la Seine, cette connaissance doit s'appuyer sur des données et des méthodes partagées.

Les EPF coordonnent les travaux suivants :

- Connaissance des pratiques d'optimisation du foncier
- Coordination des outils d'observation et de suivi foncier
- Connaissance du potentiel foncier sur les espaces d'activités

Afin de valoriser au plus tôt les données produites et mobilisées, un document de synthèse est édité à la fin de chaque année.

2/ Développer les capacités d'anticipation et faciliter le recyclage foncier sur les sites stratégiques

Au-delà des connaissances permettant d'appréhender les enjeux et les pratiques, des informations plus précises sont nécessaires pour déterminer la faisabilité des projets sur certains espaces identifiés par les partenaires, structurer une gouvernance sur les sites stratégiques, et passer en phase opérationnelle.

La mission consiste, pour chaque site stratégique, à créer un effet levier important et à faciliter le recyclage foncier et la valorisation, en produisant une étude pré-opérationnelle permettant de :

- diagnostiquer les enjeux environnementaux et urbains
- mesurer la dureté foncière
- proposer un projet de réutilisation
- établir un bilan financier prévisionnel
- proposer une stratégie foncière adaptée

Cette mission a été engagée au travers des précédents programmes de travail. Celle-ci s'échelonne sur plusieurs années et il convient d'en assurer le suivi.

ARTICLE 2 – PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DES MISSIONS

Le territoire de référence est celui défini par le CPIER.

Concernant la mission « Améliorer la connaissance des enjeux et du contexte fonciers », l'intégration de l'ensemble des départements normands et franciliens est possible pour certains travaux (ex : mise en relation des observatoires).

Certains travaux ciblent les espaces les plus pertinents : les territoires à enjeux fonciers font l'objet d'approfondissements en matière de connaissance du foncier (mesure du renouvellement urbain, recensement des friches,...) ; les sites stratégiques bénéficient d'études approfondies destinées à permettre leur gestion foncière dans les meilleures conditions.

ARTICLE 3 – FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT

Les services de l'Etat et les Régions confient aux Établissements Publics Fonciers l'animation de l'action 1.4 du CPIER. Les EPF s'appuient sur la Coopération des Agences d'urbanisme, sur les CCI régionales et le CEREMA pour élaborer et réaliser les travaux nécessaires. Ceux-ci sont soumis à la validation du Comité directeur de la vallée de la Seine. Les EPFs coordonnent la mise en œuvre des actions décidées par le programme de travail annuel.

D'autres partenaires peuvent être associés à la réalisation de ces actions.

Les interventions attendues de la part des agences d'urbanisme, des CCI régionales et du CEREMA sont de trois ordres :

- participation à la conception des travaux
- production, diffusion et exploitation de données
- expertise territoriale et participation aux études sur les sites stratégiques

ARTICLE 4 - DUREE DE LA CONVENTION CADRE

La présente convention porte sur l'année 2023. Les conventions financières signées avec les partenaires sur la base de la présente convention pourront produire leurs effets jusqu'en 2025 pour procéder à l'exécution des missions.

ARTICLE 5 - PROGRAMME DE TRAVAIL 2023

Le programme de travail annuel convenu avec les Établissements Publics Fonciers, en lien avec les agences d'urbanisme et les CCI régionales et le CEREMA est précisé dans les conventions d'application.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENT DES ETABLISSEMENT PUBLICS FONCIERS

Les Etablissements Publics Fonciers s'engagent à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du programme de travail ;
- Pour chaque action engagée au titre de l'exécution de la présente convention de reconduction :
 - Associer les services de l'Etat, les Régions, les agences d'urbanisme, les CCI, le CEREMA et, le cas échéant, d'autres partenaires, au suivi ;
 - Organiser, deux fois par an, une réunion technique permettant aux EPFs (et, en tant que de besoin, leurs partenaires) de présenter l'avancement des opérations et d'envisager, si nécessaire, la modification des cahiers des charges préalablement adoptés ;
 - Envoyer les documents au comité directeur au moins un mois avant leur publication, de manière à pouvoir échanger sur leur contenu avant leur publication ;
 - Assurer la communication aux services de l'État et des Régions de la version finale des études ;
- Pour toute publicité et communication concernant les projets engagés au titre de la présente convention-cadre :
 - mentionner la participation de l'État, des Régions, des agences d'urbanisme, des CCI et du CEREMA, et, le cas échéant, des autres partenaires ;
 - apposer les logotypes des services de l'Etat, des Régions et de la démarche « Vallée de la Seine » conformément aux chartes graphiques en vigueur ;
- Fournir un compte rendu annuel d'exécution des EPFs, comprenant une annexe financière et un bilan d'activité annuel d'ensemble des actions conduites dans le cadre de la fiche action ;
- Faciliter tout contrôle éventuel, lié à l'attribution de fonds publics (Chambre Régionale des Comptes, Inspection Générale des Finances, tout organe de contrôle désigné par les services de l'Etat ou une Région) et répondre à toute demande d'information.

ARTICLE 7 - MONTANT DU FINANCEMENT

Le programme de travail relatif à la maîtrise du développement urbain est financé principalement par l'État et les Régions dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine.

Cette fiche-action figure en annexe 1 de la présente convention.

Les partenaires participent au financement selon les modalités définies dans les conventions d'application.

ARTICLE 8 – BUDGET PREVISIONNEL

Le budget prévisionnel nécessaire à la réalisation du programme de travail de la présente convention est précisé dans les conventions d'application.

La contribution de la Région Normandie inclut, à titre principal une enveloppe dédiée aux sites stratégiques.

ARTICLE 9 - MODALITES DE PAIEMENT

Les modalités de paiement sont définies dans les conventions de financement relatives à chacune des subventions accordées par l'État d'une part et par chacune des Régions d'autre part.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'UTILISATION DU FINANCEMENT

Le représentant de l'État vérifiera que l'utilisation des crédits est conforme aux principes de financement propres à chacun des partenaires. Le cas échéant, des dispositions spécifiques seront énoncées dans les conventions de financement prévues à l'article 9.

ARTICLE 11 CLAUSE ÉTHIQUE

Les partenaires s'engagent à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 – RESILIATION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention-cadre, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

*
* *

Fait à Paris, le XX/XX/2023

Pour l'État

Jean-Benoît ALBERTINI,
Préfet de la région Normandie,
Préfet coordonnateur des actions de l'État
pour l'aménagement de la vallée
de la Seine

Pascal SANJUAN
Délégué interministériel au développement
de la vallée de la Seine

Pour la Région Ile-de-France

Pour la Région Normandie

Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional

Hervé MORIN,
Président du conseil régional

Pour l'EPF Île-de-France

Pour l'EPF Normandie

Gilles BOUVELOT
Directeur Général

Gilles GAL
Directeur Général

FICHE ACTION 1.4 : « Maîtrise du développement urbain »

Objectifs

Un des objectifs stratégiques est de mettre fin à la consommation excessive des espaces naturels et agricoles, au profit de l'urbanisation et des activités économiques. La priorité est clairement donnée au recyclage du foncier déjà urbanisé, en favorisant en particulier celui des friches industrielles, et en s'attachant à la densification du tissu bâti.

Dans cette perspective, les établissements publics fonciers seront mobilisés, en liaison avec les agences d'urbanisme et les observatoires spécialisés, pour améliorer la connaissance des enjeux fonciers et développer les capacités d'anticipation dans la vallée de la Seine. Cette démarche permettra de mesurer l'évolution quantitative et qualitative de la consommation d'espace, au regard des objectifs du schéma stratégique et des documents d'urbanisme. Une attention particulière sera portée aux secteurs présentant les enjeux les plus forts (Confluence Seine-Oise, agglomérations de Mantes, Rouen, Le Havre et Caen en particulier).

Un certain nombre de sites ont d'ores et déjà été identifiés, sur lesquels sont programmées des opérations d'urbanisation ou qui sont susceptibles de faire l'objet de démarches d'ensemble permettant leur reconversion. Cela concerne par exemple les études pré-opérationnelles portées par l'établissement public d'aménagement de la Seine Aval visant la requalification et la transformation de friches industrielles. Ces sites pourront faire l'objet d'un appui spécifique aux études préalables, pour faciliter l'aboutissement de ces opérations. La préparation de projets susceptibles de relever du programme « ville durable » lancé au titre des investissements d'avenir est un des axes à retenir. La réduction de la consommation de foncier agricole sera une priorité.

Description

La mise en réseau des outils d'observation foncière et notamment ceux mis en place avec les établissements publics fonciers, à l'échelle de la vallée de la Seine permettra d'acquérir de la connaissance, de la partager avec les territoires et de dynamiser les démarches qui y sont engagées.

L'autre action consistera à soutenir l'évolution des sites stratégiques et la reconversion de friches industrielles et urbaines, par priorité à l'amont des projets.

Maîtres d'ouvrage

Établissements publics foncier (EPF) Normandie et Île de France, sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), observatoires spécialisés, agences d'urbanisme, collectivités et établissements publics, entreprises, chambres de commerce et d'industrie, établissement public d'aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA), etc.

ANNEXE 2 – Fiche 1 Observation, animation et diffusion de la connaissance du territoire de la Vallée de la Seine, dans une logique de sobriété foncière, extraite de l'avenant n°3 au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020

FICHES ANNEXES :

Fiche 1 : Observation, animation et diffusion de la connaissance du territoire de la vallée de la Seine, dans une logique de sobriété foncière.

Le territoire couvert par le contrat de plan est fortement marqué par une occupation humaine dense et souvent fort ancienne. La pression foncière y demeure forte, tant pour le logement que pour les activités économiques et la dynamique de consommation de terres agricoles et naturelles y est restée longtemps très vive et pèse encore. Par ailleurs, l'intensité des flux de personnes et de marchandises a donné naissance à un réseau étroitement maillé d'infrastructures dont l'empreinte sur l'espace est forte.

Dans un contexte de lutte contre l'artificialisation des sols et de changement climatique, il convient donc que les projets d'aménagement et de développement économique visent à maîtriser leurs impacts écologiques, au travers notamment de stratégies efficaces de sobriété foncière.

Les travaux engagés depuis cinq ans avec différents réseaux (agences d'urbanisme, acteurs du paysage, opérateurs fonciers et chambres consulaires) ont permis de créer une culture commune d'aménagement durable et résilient en vallée de la Seine. Ils débouchent aussi sur l'identification de pratiques mieux adaptées aux exigences actuelles, sur la mise en place d'outils partagés autorisant une analyse plus fine des enjeux.

Pour aller plus loin, des synergies doivent être encouragées et certaines actions ajustées pour tendre vers davantage d'opérationnalité. Cela implique non seulement un renforcement de l'animation et du partage de la connaissance mais aussi un travail plus opérationnel auprès des acteurs de terrain, avec une approche décloisonnée dans la connaissance et l'analyse, comme elle l'est dans la mise en œuvre des projets.

Le dispositif de soutien doit ainsi permettre :

1. D'observer le territoire et analyser les évolutions en cours en croisant les différentes approches (évolutions des activités économiques, recensement des friches, modalités de mobilisation du foncier, préservation des continuités écologiques, insertion paysagère, adaptation au changement climatique...) et en développant leurs interfaces : analyse multicritères des sites, homogénéisation et géolocalisation des données en vue de leur exploitation, notamment cartographique...
2. D'en tirer des enseignements et des propositions d'actions à partager avec les acteurs de terrain, sur la base de données précises et mises en perspective au regard des évolutions constatées et/ou anticipées,
3. D'animer l'ensemble de la démarche pour permettre l'élargissement du champ des acteurs contributeurs et bénéficiaires, tout en veillant à sa cohérence d'ensemble, tant en termes d'objectifs que de méthode et de discours,

4. De diffuser cette connaissance au travers de publications et d'évènements.

Cela suppose ainsi d'accroître la coordination des partenaires qui travaillent déjà ensemble à l'échelle de la vallée de la Seine (agences d'urbanisme, école de paysage de Versailles, établissements publics fonciers, CEREMA...), d'élargir le cercle de ces coopérations pour capitaliser sur la connaissance issue des différentes démarches (observatoire du Foncier logistique porté par LSN, trames vertes et bleues...) et de définir des modalités dédiées d'animation et de diffusion de cette connaissance.

Il convient de veiller à l'appropriation par les acteurs de premier niveau, les communes et les intercommunalités, mais aussi les acteurs privés de l'aménagement, des outils ainsi mis à leur disposition pour faciliter l'exercice des missions d'urbanisme opérationnel, la remise sur le marché des friches nées des mutations économiques ou encore la reconquête des continuités écologiques. Cela permettra notamment de faciliter la mise en œuvre de dispositifs tels que ceux dédiés à la résorption des friches ou ceux visant à la valorisation des sites « clés en mains », voués aux activités industrielles et logistiques.

Ce travail de longue haleine passe par des partenariats pluriannuels permettant de mobiliser les réseaux sus-évoqués. Il importe donc d'éviter toute rupture en 2021 et 2022, tout en adaptant les démarches déjà engagées, au vu notamment des objectifs indiqués ci-dessus et en continuant d'élargir le champ des acteurs et partenaires.

Les actions correspondantes seront financées principalement au titre des fiches-actions 1.1, 1.3 et 1.4 du CPIER pour lesquelles l'État mobilisera le FNADT. Les contributions respectives de l'État et des Régions figurent dans la maquette financière annexée au présent avenant.

Annexe 15 - Convention d'application 2023 de la convention- cadre EPF volet observations foncières

CONTRAT DE PLAN INTERRÉGIONAL VALLÉE DE SEINE
FICHE ACTION 1.4

CONVENTION D'APPLICATION DU CONTRAT DE PLAN INTERREGIONAL
VALLEE DE SEINE FICHE ACTION 1.4

Mise en œuvre du volet 1 : Animation et Observation foncière sur l'axe Seine
Programme de travail 2023

L'Etat représenté par Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la région Normandie et coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la Vallée de la Seine,

En présence de Monsieur Pascal SANJUAN, Délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine,

La Région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional, en vertu d'une délibération n° CP 2023-272 du 21 septembre 2023,

La Région Normandie, représentée par Monsieur Hervé MORIN, Président du Conseil régional, en vertu d'une délibération du 16 septembre 2023,

d'une part,

L'Établissement Public Foncier d'Île-de-France, représenté par Monsieur Gilles BOUVELOT, son Directeur Général, en vertu de la délibération n° A23-2-5 en Conseil d'Administration du 10 juillet 2023
ci-après dénommé « *EPF Île-de-France* ».

L'Établissement Public Foncier de Normandie, représenté par Monsieur Gilles GAL, son Directeur Général, en vertu de la délibération n° 31 du CA du 9 juin 2023
ci-après dénommé « *EPF Normandie* »,

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

Afin de poursuivre les actions soutenues dans le cadre de la démarche Vallée de la Seine 2015-2020, renforcer les synergies et les coopérations entre les acteurs intervenant sur les fiches action et dans la perspective d'une nouvelle contractualisation interrégionale, les partenaires du CPIER ont souhaité prolonger l'exécution du contrat 2015-2020 jusqu'à la signature d'un nouveau contrat de plein exercice. Les principes de cette prolongation sont consacrés dans un avenant n°3 au contrat de Plan Interrégional Etat-Régions Vallée de la Seine signé le 22 mars 2022.

Le pilotage de la mise en œuvre de la fiche 1.4 « Maîtrise du développement urbain » du CPIER est défini par une Convention cadre relative aux actions du volet foncier du CPIER Vallée de la Seine pour l'année 2023, entre l'État, les Régions et les établissements publics fonciers d'Île-de-France et de Normandie. Cette convention distingue 2 principaux volets d'action pour répondre aux enjeux de la fiche action :

- Volet 1 « Améliorer la connaissance des enjeux et du contexte fonciers » par des missions d'observation foncière
- Volet 2 « Développer les capacités d'anticipation sur les sites stratégiques » par une programmation d'études ou de travaux et un accompagnement des collectivités sur les sites stratégiques

Conformément à la convention cadre de l'action du volet foncier du CPIER, les programmes de travail sont déclinés annuellement dans des conventions d'applications. Afin de faciliter la mise en œuvre des interventions, il est apparu souhaitable de dissocier les volets 1 et 2 « Observation foncière » et « Sites stratégiques ».

Il convient donc de préciser dans la présente convention les missions du volet 1 relatif à l'animation et l'observation foncière sur la vallée de la Seine et le partenariat mobilisé à cette fin pour la mise en œuvre du programme de travail engagé sur l'année 2023.

L'avenant n°3 au contrat de Plan Interrégional Etat-Régions Vallée de la Seine comprend plusieurs fiches en annexe, qui permettent de préciser certains champs d'intervention du Contrat de Plan.

La fiche 1 précise plus particulièrement la nécessité d'accroître la coordination des différents partenaires du CPIER qui interviennent dans le cadre de l'axe 1 relatif à l'aménagement durable de la Vallée de la Seine (Coopération des agences d'urbanisme, Etablissements publics fonciers, Agence de l'Eau Seine Normandie, mais aussi le CEREMA et les Chambres de Commerce et d'industrie..) afin de travailler, collectivement, à l'observation, l'animation et la diffusion de la connaissance du territoire de la Vallée de la Seine dans une logique de sobriété foncière.

Les modalités de ces nouvelles coopérations seront définies au cours de l'année 2023, sous le pilotage des services de l'Etat et des Régions Normandie et Île-de-France, et élargis à d'autres acteurs dont les travaux sont connexes, tels que LSN en matière de logistique...

Les EPF et les CCI participeront à ces travaux.

Au titre de la nouvelle programmation, les missions d'animation et d'observation foncière portent :

- Sur le rapprochement des acteurs développant des informations sur les disponibilités foncières en ZAE;
- Sur le suivi de la mise en œuvre des études engagées par les partenaires sur les précédents programmes de travail ;
- Sur la participation des EPFs aux réflexions sur une future contractualisation Vallée de Seine.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- la nature des travaux du volet 1 « Animation et observation foncière » du programme de travail engagé sur l'année 2023;
- les partenaires associés à ces travaux ;
- le plan de financement de ce nouveau programme de travail.

ARTICLE 2 – PROGRAMME DE TRAVAIL ENGAGE SUR 2023 DU VOLET 1 « ANIMATION ET OBSERVATION FONCIERE »

Le programme de travail 2023 du volet 1 est décliné à différentes échelles d'intervention dont les objectifs sont définis ci-après. L'atteinte de ces objectifs est permise par un travail de

fond en termes de conception, de concertation et de coordination. Ce travail est partagé par l'ensemble des partenaires.

- **Programme de travail sur le périmètre normand**

Animation et coordination des actions conduites par les partenaires sur le volet foncier

L'EPF Normandie assurera le suivi des travaux des partenaires et des collectivités sur les 2 volets, veillera à la qualité des rendus et assurera la bonne information sur l'état d'avancement des travaux engagés sur les précédents programmes de travail auprès de la gouvernance du CPIER.

- **Programme de travail Vallée de la Seine**

Valorisation et diffusion des démarches engagées sur le volet foncier du CPIER Vallée de la Seine

Les EPFs concourent à la diffusion des travaux des partenaires et des collectivités par la mise en ligne des productions et des livrables sur le site internet de la Vallée de la Seine. Ils participent aux colloques et aux événements organisés dans le cadre du CPIER de la Vallée de la Seine.

Participation aux réflexions sur une future contractualisation Vallée de Seine.

Pour la conception d'une nouvelle contractualisation, les EPFs contribueront aux échanges avec la gouvernance et les partenaires. Par ailleurs, les EPFs seront mobilisés en lien avec les Régions et les services de l'Etat sur les réflexions des thématiques à approfondir et sur leur traduction en actions opérationnelles qui pourraient se dérouler sur leurs périmètres d'intervention respectifs.

- **Programme de travail francilien**

Animation et coordination des actions conduites par les partenaires sur le volet foncier

Dans l'optique de dessiner les contours du futur CPIER sur la partie « Maîtrise du développement urbain », l'EPFIF prévoit d'effectuer un bilan des études stratégiques qui a plusieurs objectifs :

- Apprécier les résultats des études déjà réalisées ;
- Évaluer l'intérêt d'un accompagnement à visée opérationnelle sur certains sites (poursuite d'études et/ou intervention foncière ciblée) ;
- Favoriser le travail « inter-fiches » en mettant en exergue des thématiques transversales qui pourraient faire l'objet de travaux communs notamment sur la connaissance des paysages et de leur évolution, ou encore les conditions d'implantation des activités productives.
- Identifier un travail partenarial plus soutenu avec certains acteurs en fonction des thématiques d'approfondissement retenues.
- Identifier les (autres) sites stratégiques susceptibles d'être des sites démonstrateurs

Par ailleurs, L'EPF Ile de France assurera la bonne information sur l'état d'avancement des travaux engagés sur les précédents programmes de travail auprès de la gouvernance du CPIER.

ARTICLE 3 –PARTENARIAT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ENGAGE SUR L'ANNEE 2023

Les EPF de Normandie et d'Île-de-France avec les 3 agences d'urbanisme normandes, l'Institut Paris Région, les CCI régionales et le CEREMA réalisent le volet observation foncière et l'animation de la fiche 1.4 du CPIER.

ARTICLE 4 : PLAN DE FINANCEMENT

- **Plan de financement relatif au périmètre Normand**

Les besoins de financements sont pour le programme 2023 sont les suivants :

Mission	Détail de l'intervention	EPF Normandie	CEREMA	Total
Animation/coordination de la fiche 1.4 - contribution	Coordination, préparation des programmes et participation aux réunions - Production de notes, participations aux réunions	21 000 €		21 000 €
Animation séminaire résilience aménagement	Frais externalisation évènement		3 000 €	3 000 €
TOTAL		21 000 €	3 000 €	24 000 €

Le détail des interventions figure en annexe n°1.

Les principes de co-financement au titre du programme engagé sur l'année 2023 sont les suivants :

	FNADT (État)	Région Normandie	Fonds propres
Animation-observation foncière Normandie (EPF Normandie)	50%	50%	
Animation (CEREMA)	80%		20%

Le plan de financement normand pour le programme engagé sur l'année 2023 est défini comme suit :

	Partenaires - Volet 1 Animation et Observation foncière	
Financeurs	EPF Normandie	CEREMA
Etat (FNADT)	10 500 €	2 400 €
Région Normandie	10 500 €	0 €
Fonds propres	0 €	600 €
Ensemble	21 000 €	3 000 €

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention prend effet à compter du 30 juin 2023 et expire le 31 décembre 2024.

ARTICLE 6 : CLAUSE ETHIQUE

Les partenaires s'engagent à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région Île-de-France est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur de l'aide régionale dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région Île-de-France se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information du type voie de presse peut également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION TOTALE OU PARTIELLE, CADUCITÉ DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements par l'une ou l'autre partie, la convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

La convention est résiliée en cas d'inexécution totale ou partielle de leur programme d'activités par les bénéficiaires ou d'utilisation de leurs subventions respectives à d'autres fins que celles mentionnées dans la convention

Fait à , le .

***Le Préfet de la région Normandie,
coordonnateur des actions de l'Etat pour
l'aménagement de la Vallée de la Seine***

***Le Délégué interministériel au
développement de la Vallée de la Seine***

Jean-Benoît ALBERTINI

Pascal SANJUAN

***Pour la Région Île-de-France
La Présidente du conseil régional***

***Pour la Région Normandie
Le Président du conseil régional***

Valérie PECRESSE

Hervé MORIN

***Pour l'EPF d'Île-de-France
Le Directeur Général***

***Pour l'EPF de Normandie
Le Directeur Général***

Gilles BOUVELOT

Gilles GAL

Annexe n°1 Détail animation et observation foncière programme de travail normand 2023

Mission	Maître d'ouvrage	Clé de financement	EPF Normandie (en € TTC)		Total engagements	FNADT	Région Normandie	Autofinancement	Collectivité	EPF Normandie
			Travail mené	Engagement						
Suivi du développement de l'observatoire foncier logistique LSN	EPF Normandie	CPIER : FNADT 50% et Région Normandie 50%	Participation aux réunions, contribution aux travaux des partenaires	4 000 €	4 000 €	2 000 €	2 000 €			
Animation globale : suivi global des missions des partenaires/collectivités et reporting de l'activité			Participation aux instances de pilotage des travaux menés sur le volet foncier, établissement de rapport d'activité, animation de réunion	4 500 €	4 500 €	2 250 €	2 250 €			
Contributions à la mise en œuvre de la nouvelle contractualisation Vallée de la Seine sur le volet foncier			Participation aux réunions, élaboration de note pour la gouvernance, élaboration des conventions nécessaires	6 000 €	6 000 €	3 000 €	3 000 €			
Gestion administrative - suivi des conventions et exécution financière			Validation et suivi des conventions, gestion administrative et financière	6 500 €	6 500 €	3 250 €	3 250 €			
Animation séminaire résilience-aménagement 28 juin 2023	CEREMA	CPIER : FNADT 80% et CEREMA 20%	Frais de buffet + logistique	3 000 €	3 000 €	2 400 €		600 €		
				24 000 €	24 000 €	12 900 €	10 500 €	600 €		